

Norbert ZONGO



LE SENS D'UN COMBAT

**Edité par le
Centre Nationale de Presse Norbert ZONGO
Ouagadougou, Burkina Faso**

Avec le soutien de l'institut Panos
Et de la Fédération Internationales des journalistes

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

SOMMAIRE

PROLOGUE

1. Liberté de presse, liberté d'expression
2. La démocratie et la liberté
3. Dictature et dictateur
4. Le pouvoir de l'argent
5. Les relations Nord/Sud
6. Le rôle des intellectuels
7. Interlude : Questions incontournables
8. L'engagement
9. Les valeurs fondatrices
10. Jusqu'à la mort

En guise de conclusion

Remarque : les éditoriaux sont publiés dans leur intégralité. Nous avons été amené à effectuer quelques rares coupures afin de redresser une forme syntaxique ambiguë ou de rendre le contenu compréhensible pour un lecteur peu au courant de l'évolution politique du Burkina Faso. Toutes les modifications nécessaires ont été effectuées en veillant à respecter l'esprit des textes.

DISPARUTION D'UN HOMME-ORCHESTRE

Combien étaient-ils, ce 16 décembre 1998,
Dans les rues de Ouagadougou ?

Vingt mille, trente mille, cinquante mille, selon les sources. C'est une marée humaine qui, ce 16 décembre 1998, a accompagné, la dépouille de Norbert ZONGO, le long des onze kilomètres séparant la morgue du cimetière de Gounghin. La veille, les étudiants, les élèves et une frange importante de la jeunesse de la capitale avaient pris d'assaut les rues de la capitale et s'étaient particulièrement attaqués aux biens et aux insignes du parti au pouvoir. « *Pouvoir assassin* », « *justice pour Norbert Zongo* » clamaient leurs slogans.

Celui que des milliers de Burkinabè suivent ainsi dans la douleur et la colère, ce 16 décembre, est tombé dans un piège savamment tissé par ses assassins, le 13 décembre 1998, aux environs de 15h, à Sapouy, localité située à 100km de Ouagadougou. Norbert ZONGO et trois personnes qui l'accompagnaient ont été mitraillés à bout-portant avant d'être brûlés leur voiture.

Dès le lundi matin dans les bureaux et les rues de Ouagadougou, la rumeur bruissait : « *Norbert ZONGO est mort* », « *Incroyable* » disaient les autres, « *Impossible* » répétaient les autres. On aurait tant voulu ne pas y croire, mais on pressentait que c'était vrai...

Celui dont le nom circule alors sur toutes les lèvres était un homme-orchestre : journaliste, directeur de publication, écrivain, scénariste, conférencier, militant des droits de l'homme, animateur des associations, photographe, guide de chasse...Extrêmement populaire, il a marqué ses compatriotes par sa grande indépendance d'esprit et son attachement profond aux libertés humaines, dont celle d'expression.

Une vocation tenace

Norbert ZONGO est venu au journalisme par vocation. Ses condisciples racontent qu'élève-instituteur au Cours Normal de Koudougou, dans les années 1960, il confectionnait un « libellé » intitulé *La voix du Cours Normal*. Il le rédigeait sur les feuilles de ses cahiers d'écolier et l'alimentait grâce aux informations recueillies sur les ondes des stations de radiodiffusion internationales.

En 1969, il obtient son Brevet d'Etudes du Premier Cycle et se met ensuite à enseigner. Mais il rêve déjà d'un autre avenir, mettant tout en œuvre pour que sa carrière d'instituteur soit la plus brève possible (1969-1978). En 1978, le baccalauréat en poche, il tente une capacité en droit à l'Université d'Abidjan. L'appel du journalisme se fait de plus en plus pressant et Norbert est finalement admis, en 1979, à l'Institut Supérieur de Presse du Conseil de l'Entente de Lomé, au Togo. Suite à des

prises de position politiques, les autorités togolaises l'expulsent en 1981. De retour au Burkina, il est arrêté et détenu à la gendarmerie de Ouagadougou, une année durant. En 1984, il rejoint l'école Supérieur de Journalisme de Yaoundé au Cameroun. Il revient en 1986 et forge alors ses premières armes dans les organes de presse d'Etat : au quotidien *Sidwaya* d'abord, puis à l'hebdomadaire *Carrefour Africain*. Il collabore régulièrement aux journaux privés *Le Journal du Jeudi* et *La Clef*. Ses analyses critiques sur la vie nationale dans ces organes amènent le pouvoir en place à l'affecter à Banfora, bourgade située à 450km de Ouagadougou. IL refuse d'obéir à cet ordre, rend sa démission et crée son propre journal, l'hebdomadaire *l'Indépendant* en juin 1993.

Il signe ses articles du nom de plume Henri Sebgo, qu'il a adopté depuis sa collaboration au *Journal du Jeudi*. Son journal est lu et commenté tous les mardis, dans les hameaux les plus reculés du Burkina. Elu président de la société des éditeurs de la presse privée du Burkina (SEP), Norbert Zongo noue des contacts avec les chancelleries et obtient des aides matérielles conséquentes. Ces soutiens lui permettent de lutter contre les multiples contraintes qui pèsent sur la presse privée du Burkina, dont le coût très élevé des facteurs de production et le manque de formation des rédacteurs.

Un credo : les droits humains

« Les enfants de Garango », « Les évènements de Réo », « l'affaire David Ouédraogo », « la veuve Somé »... : toutes les histoires mettant en jeu les violations de droits de l'Homme, la corruption, les atteintes aux libertés publiques, les spoliations des plus démunis ; tous les cas d'injustices ont toujours trouvés une place dans l'hebdomadaire *L'Indépendant*. Sous la plume acerbe de Henri Sebgo, les histoires les plus sombres de la IV^e République étaient mises à nu, analysées, commentées. Les victimes y trouvaient du réconfort et les bourreaux tombaient en rage.

Norbert Zongo était par ailleurs un militant actif du Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples. Il se joignait aux activités de cette structure en parcourant le pays d'Est en Ouest et du Nord au Sud pour y délivrer des conférences. Ce qui, sans aucun doute, a contribué à la notoriété du journal *l'Indépendant* et à la popularité de Henri Sebgo.

Au cours des nombreuses rencontres et confrontations avec ses confrères journalistes, il a toujours répété que l'article 19 de la *déclaration universelle des droits de l'homme* a été adopté pour protéger les journalistes et qu'il appartient aux hommes de médias du Burkina d'en « abuser ». Certains thèmes relatifs revenaient de manière récurrente dans ses éditoriaux et ses conférences, reflétant les préoccupations fondamentales de cet humaniste : la liberté d'expression, les perversités de la dictature et des dictateurs, le rôle des intellectuels dans la lutte pour l'Etat de droit, le déséquilibre des rapports Nord-Sud, les dérives liées à la fascination par l'argent, l'importance de l'engagement du peuple dans le soutien de la démocratie... mais aussi le courage face à la mort quand on s'engage pour une cause que l'on sait noble.

De grande taille, doté d'yeux de félin, Norbert Zongo faisait preuve d'une rectitude parfois proche l'intransigeance. Sa fermeté sur certains principes était inébranlable : ainsi, pour lui, les questions relatives aux droits humains, au respect du peuple, à l'honnêteté ne se marchandait pas. Mais cette exigence constante cachait un cœur d'or. Il était toujours prêt à partager ce dont il disposait, dépensant sans compter pour les plus démunis.

Dans *Le parachutage*, comme dans *Roug Benga*, deux de ces romans, Norbert Zongo décrit la quête de la liberté, la nécessité de vivre, le droit d'être. Il dépeint sans fausse pudeur les sociétés africaines coloniales et postcoloniales marquées par la corruption, l'affairisme, l'intolérance, l'exclusion, le culte de la personnalité.

Cette rigueur et cette passion guidaient aussi la pratique professionnelle de Norbert Zongo. Il était fermement attaché aux grands principes de la recherche et de la vérification des sources d'information. Le journalisme d'investigation, le domaine de prédilection, présente beaucoup de danger en Afrique, mais jamais Norbert Zongo n'a failli à son double devoir d'informer et de respecter les règles de la profession.

Cette rigueur dans la recherche et la vérification de l'information, il voulait la transmettre à ses confrères et aux futurs journalistes. A la SEP, il avait initié un cours de techniques rédactionnelles au profit de certains journalistes de la presse privée. Au Centre National de la Presse, qui porte désormais son nom, il partageait avec ses camarades le souci d'introduire la lecture des journaux dans les lycées et collèges.

Un baromètre de la société burkinabè

Norbert Zongo, alias Henri Sebgo, était adulé par les uns, les plus nombreux certainement, et haï par les autres, ceux qui craignaient ses révélations sans doute, ceux qui ont fini par le tuer. Il ne laissait personne indifférent. *L'Indépendant* constituait un véritable baromètre de la société burkinabè et, en cela, Henri Sebgo rendait vraiment service à tous : gouvernants comme gouvernés. Les menaces qui pesaient sur lui, il les a évoquées de manière dramatiquement prémonitoire, comme le montrent certains des textes qui suivent.

Mais Henri Sebgo était le reflet de Norbert Zongo, perpétuellement enthousiaste et l'air avenant, toujours prêt à narrer une petite histoire pour déridier, pour faire rire après avoir échappé à la mort suite à une tentative d'empoisonnement en novembre 1998, il racontait à qui voulait l'entendre qu'il ne s'agissait que d'une intoxication alimentaire. Il en rigolait, même si, derrière son ironie, pointait l'inquiétude. Mais Norbert se moquait de sa propre peur...

Pour tromper l'angoisse, il se rendait régulièrement à son « ranch ». Passionné de chasse depuis sa plus tendre enfance, il avait créé, en 1994, un parc à gibier : Safari-Sissili. Parti de rien, avec rien, il avait transformé cette zone giboyeuse envahie par les éleveurs en un lieu de chasse sportive et villageoise avec la participation des populations riveraines. Homme d'affaires très avisé, son ambition était de faire de

cette contrée de la province de la Sissili, une zone de Safari-vision pour les touristes, mais surtout de recherche et d'observation pour les enseignants et étudiants passionnés de faune et de flore. La mort l'a fauché à quelques kilomètres de ce ranch auquel il avait consacré ses fins de semaine, ses économies et une bonne partie de son inépuisable énergie.

Toutes les couches sociales du Burkina se sont reconnues en ce supplicié du 13 décembre 1998. C'est pourquoi, depuis sa mort, les manifestations de solidarité et de compassion ont pris racine dans les villes et villages du Burkina, semblant dire « Norbert Zongo, qui comblera le vide que tu laisses derrière toi ? » Ses compatriotes se sont mobilisés, ne répondant à d'autre mot d'ordre que celui de leur conscience citoyenne, comme s'ils cherchaient à infirmer cette parole que Norbert avait coutume de citer : « *Le pire n'est pas la méchanceté des gens mauvais, mais le silence des gens bien.* »

PROLOGUE

Tempête sous un crâne

« Mon fil, je suis venue de dire une chose : de nombreuses personnes sont venues me dire que tu écris encore des choses sur le président. Elles m'ont dit que ta vie est en danger, parce que le président qui est au pouvoir ne se contentera pas de d'empoisonner comme l'autre avant, mais celui-là va te tuer. Si ce qu'on dit est vrai, je viens te supplier de ne plus écrire. Si tu meurs... »

La suite de cette conversation que j'ai eue avec ma mère, je ne l'écrirai jamais dans un journal. Une mère vient immédiatement après l'Etre Suprême. A la mienne analphabète, je dois mon goût du travail, c'est-à-dire tout.

Je ne fais qu'écouter, écouter et écouter.

Des nuits blanches, des nuits agitées, ballotté entre deux idées : suspendre la parution de *L'Indépendant*... continuer. Je n'ai pas répondu ouvertement à cette interrogation. J'ai fini par oublier d'instinct la question. J'ai pris la décision de poursuivre sans réellement me dire, m'avouer : il faut continuer ! Comme les marins le disent : « *C'est l'appel du large* ».

J'ai rappelé cette conversation pour évoquer le problème de l'effacement de l'Homme devant ce qui constitue son devoir et la pression morale que peut exercer sur lui son entourage immédiat ou lointain.

Chacun de nous a sans doute connu une contrainte morale, pas du même genre peut-être, mais des contraintes morales tout de même. On a été obligé de tricher pour favoriser un parent. On a commis un vol ou un détournement pour satisfaire la famille, comme ce brave agent de la poste que nous avons connu, très honnête jusqu'à ce qu'il mette la main dans la caisse pour soigner sa femme.

Mais ces contraintes sont tout à fait minimales par rapport aux « *tempêtes que nous vivons parfois sous nos crânes* », chaque fois que nous considérons la situation de notre pays et celle de tout notre continent.

Face à une certaine politique de démission et de répression qui hypothèque très sérieusement l'avenir de nos pays, doit-on élever la voix et encourir la colère des « *dieux* » au pouvoir ?

Face à la gabegie et l'affairisme de la politique politicienne des responsables africains, qui préfèrent assurer leur avenir que celui de leur pays, doit-on se taire, s'emmurer dans un silence pour éviter la foudre de leur colère, au nom de ce que nous appelons « *l'avenir de nos enfants, notre avenir* » ?

Heureux ceux qui se posent encore ces questions. Car il ya longtemps que le sauve-qui-peut à gagné bien de consciences. Il ya longtemps que beaucoup ne se posent plus la question. « *Chacun pour soi !* »

Mais on ne peut éviter de se poser certaines questions que si on s'abstient de répondre à d'autres : Quel est l'avenir de nos enfants quand celui de tout le pays est hypothéqué ? Nos enfants pris individuellement auront-ils la sécurité et le confort garantis seulement avec ce que nous leur laisserons comme biens quand la horde des sans-abri, des sans-emploi, des affamés...des *sans-avenirs* se dressera pour réclamer son avenir avec les armes de la haine ?

Quel est l'avenir de nos fils quand le silence et la complicité de leurs parents ont anéanti l'avenir des fils des *sans-avenirs* ?

Calmons la « tempête sous notre crâne » en nous disant : Vivre auprès des *sans-avenirs*, c'est ne plus avoir un avenir.

L'Indépendant n°Spécial anniversaire du 2 juin 1994

LIBRETE DE PRESSE, LIBRETE D'EXPRESSION

Presse burkinabè cherche opinion publique

N'est-il pas excessif de parler d'opinion publique pour la presse au Burkina Faso ? Les plus optimistes pensent qu'elle est entrain de naître cette opinion publique de la presse burkinabè. Pour les autres - y compris des hommes de média - elle est inexistante.

Pourtant la presse pour tous les cieux ne tire sa force que de cette opinion publique. C'est elle qui la supporte lorsqu'elle se heurte à la force politique. C'est elle qui oblige les journalistes à se surpasser dans l'exercice de leur métier, tout en recommandant aux communicateurs le strict respect de la déontologie et des règles morales majeures de la société.

L'opinion publique est à la presse ce que la sève est à l'arbre. Leur complémentarité les hisse au rang de complices indispensables l'une à l'autre.

Si la presse fait et défait les régimes et les hommes politiques en Occident, ce n'est ni par simple « poids de mots » ni le « choc des photos », selon la formule de *Paris Match*. La presse est considérée comme la voix l'opinion publique, le surveillant que cette dernière a engagé pour observer le système politique et ses hommes.

Mais l'opinion publique naissante de la presse burkinabè ne reconnaît à la presse que de nombreux devoirs sans pour autant lui assurer son droit au soutien. Par exemple après avoir déplié ce qu'il est convenu d'appeler le catalogue des défauts des journalistes (pauvreté, infidélité, opportunisme, alcoolisme, griotisme...), l'opinion publique exige du journaliste burkinabè la droiture, la rectitude morale, l'amour de la vérité ; autant de qualité qui font honneur au métier du journaliste.

Seulement là où notre opinion publique ne joue pas son rôle jusqu'au bout, c'est sa réaction devant les révélations ou les dénonciations de la presse. L'opinion publique se contente parfois de dire : « *C'est vrai ce que le journaliste a dit : il ya vol, corruption, détournement de fonds etc.* » Entre ces déclarations, on soulève un verre de bière, pour tirer ensuite sur un long bâtonnet de brochettes pimentées. On avale le tout avec la vérité des journalistes.

Pour caractériser l'attitude de l'opinion publique burkinabè vis-à-vis de sa presse, on pourrait utiliser l'image suivante : un fin gourmet qui exigerait des plats succulents tout juste pour les admirer et les ranger.

La liberté de la presse aura peu d'influence positive sur le processus démocratique sans une réelle participation de l'opinion publique. Sans sève pas d'arbre.

L'Indépendant n°3 du 17 août 1993

Ne brisons pas le rempart

Non ! Ce n'est pas parce nous sommes journalistes. Ce n'est pas cela ! Mais dites nous : que serait notre processus démocratique sans la presse, la nôtre ?

A quel niveau aurait été la liberté d'expression, mère de toutes les libertés, sans notre presse malgré ses insuffisances et ses imperfections ?

La réponse à ces questions peut faire trembler d'effroi si on tient compte de l'évolution des formations politiques - toutes tendances confondues - de notre pays, et surtout du « *nomadisme* » et de l'inconstance des acteurs de notre scène politique.

Nous pensons que les Burkinabè ne doivent pas perdre vue cet aspect des choses : si la presse devrait être soustraite de l'échafaudage démocratique, tout le système croulerait. Des pays comme le Danemark- surtout- les Etats-Unis et la France le savent bien et soutiennent la presse burkinabè. Certes notre pays vit une pauvreté officielle, et ses habitants ne sont guère nantis, mais il ya au moins la possibilité du soutien moral, au moins cela, à défaut du soutien matériel ! (...)

C'est logique et juste que l'opinion publique réclame plus de rigueur à sa presse. Mais n'est-il pas plus juste que cette opinion cherche à comprendre mieux avant de juger et de condamner ?

Nous ne réclamons pas un soutien aveugle à la presse ; que l'on nous comprenne. Mais nous demandons à l'opinion publique d'être vigilante. Elle doit se méfier des vérités d'Etat et savoir gratter l'écorce des apparences pour éviter le simplisme.

Bien sûr, l'opinion publique ne peut être condamnée pour diffamation (même les terribles « *diffamamologues* » de notre Code de l'Information n'ont pas prévu d'articles à cet effet), mais en supposant sans avoir beaucoup d'informations une accusation de diffamation, on diffame la presse elle-même, pire on la tue.

Souvenons-nous : entre la démocratie et l'Etat d'exception, il n'ya qu'un rempart : la presse. Ne laissons pas briser ce rempart ! Le Burkina Faso nous le revaudra.

L'Indépendant n°5 du 31 août 1993

En toute indépendance

« *Nous voulons une Presse plus responsable !* ». Une si honorable quête. Mais qu'est-ce qu'une presse responsable dans nos pays ?

Il ya sans doute plusieurs réponses à cette question. Selon la sensibilité des uns et des autres. Selon leur degré de compréhension, selon leur culture, leur option politique.

Qu'est-ce qu'une Presse responsable si son public ne lui reconnaît aucune responsabilité ; pire, si son public lui-même ne veut assumer aucune responsabilité ?

La Presse tire sa force, sa responsabilité, sa respectabilité, du public, nous ne cesserons jamais de le répéter. Ce n'est pas le *Washington Post* qui a fait démissionner le président Nixon, mais la réprobation de son public à la publication des malversations et des fraudes commises par le président. La Presse n'a de pouvoir que celui que lui confère son public.

La Presse de nos Etats, à l'heure des processus démocratiques, ne souffre pas seulement du manque de soutien de la part du public - elle pourrait même s'en passer - mais surtout de l'indifférence de ce public par rapport aux questions abordées.

Vouloir donc une Presse plus responsable, c'est vouloir un public plus responsable, avec une conscience collective plus aiguë, plus prononcée.

Sinon à quoi lui servirait la responsabilité de la Presse ? Qu'apporterait-elle à la société ?

La Presse sous tous les cieux, est un faiseur d'opinions. Mais une fois ces opinions faites, à quoi servent-elles, dans un pays comme le Burkina ? Parfois à alimenter des commentaires dans des débits de boisson. Car très souvent, pour être optimiste, le public ne tient aucunement compte de l'opinion qu'il s'est fait à la lecture des journaux.

Par exemple : la Presse- responsable- dénonce les magouilles ou les détournements d'un responsable politique. La réprobation du public est du bout des lèvres. C'est avec le journal en poche que certains aborderont cet homme pour le complimenter et même prendre à partie le « *torchon* » ou le « *tract* » du vulgaire scribouillard qu'est le journaliste.

Au seuil de cette année, qui annonce sans doute de rudes batailles pour la Presse, *L'Indépendant* formule le vœu d'avoir un public plus responsable, capable de galvaniser ses efforts et de soutenir ses faiblesses.

Il n'y aura jamais une presse indépendante sans un public désireux de l'aider à faire changer les choses.

Nous réitérons notre serment : *L'Indépendant* sera indépendant ou ne sera pas.

L'Indépendant n°22 du 28 décembre 1993

Le graphique

« Ce jour-là, nous étions dans le delta du Mékong. Le napalm, poussé par le vent, ravageait un village. A travers l'objectif de ma caméra, je voyais courir les enfants et les femmes dans les flammes, comme des ombres chinoises. Quelques instants plus tard, il ne restait plus que des amas de cendre et cette odeur de chair brûlée qui rappelait qu'il y avait eu une vie dans ce coin perdu du Vietnam. »

Ce récit de Joseph Trudeau, reporter de guerre canadien (*in Dans le désert de l'enfer vert*), s'est ajouté à des milliers d'autres reportages pour expliquer à l'Amérique et au monde entier que, dans les deltas des fleuves et des rivières du Vietnam, les « boys » tuaient et étaient tués. L'Amérique libre et démocratique dévastait, par le feu et par la mitraille, des vies et des terres qui ne lui réclamaient que la liberté de vivre chez elles sous leur ciel.

Ils furent nombreux à payer de leur vie cette témérité, cette volonté de témoigner et de dire au monde entier qu'un drame préoccupant, au-delà du Vietnam, menaçait la paix mondiale.

De Kaboul à Beyrouth, de Bagdad à Monrovia, des montagnes de Hoggar en Algérie à la forêt du Bengale en Inde, des journalistes donnent leur vie pour apprendre et surtout pour faire comprendre au monde entier les drames des peuples de notre planète. C'est grâce à eux que les responsables politiques éprouvent la nécessité de dialoguer, de discuter pour mettre un terme aux conflits. Ils sont donc des agents de la paix.

Le journaliste, où qu'il soit, est toujours sur un champ de bataille. Quoi qu'il fasse, il est toujours en danger, pour peu qu'il veuille faire son travail dans le strict respect de la déontologie du métier.

Et il n'y a pas que les champs de bataille où pleut la mitraille qui constituent pour lui un danger. En Afrique par exemple, le danger peut surgir dans la rue, dans une chambre. Chaque table de travail d'un journaliste est une armurerie où il faut savoir manipuler des bombes pour qu'elles ne vous sautent pas entre les mains.

Les virgules mal placées de certains commentaires à l'endroit des responsables politiques peuvent siffler comme des balles de fusil et se changer effectivement en balles mortelles pour ces empêcheurs de « *manger tranquille* ».

Sur chaque feuillet, le journaliste africain peut signer, à la fin de chaque phrase, un mandat de dépôt pour se faire envoyer en prison, au nom de la loi faite par ces hommes, ces responsables, parfois invertébrés moraux carapacé dans leur Code de l'Information.

Une bande sonore, un mètre de pellicule peuvent se changer en cordes pour ligoter le journaliste africain qui à le tort de ne point plaire à ces dirigeants. Ces derniers ne tolèrent qu'une seule chose : la sublimation de leur image.

Au Burkina Faso, nous souhaitons, à l'occasion de ce 03 mai, Journée mondiale de la Liberté de la Presse, rappeler à ceux qui le savent déjà et dire à ceux qui l'ignorent ou le méconnaissent, qu'aucune démocratie ne saurait mériter ce nom si elle triche avec les lois et ruse avec les principes cardinaux de la liberté.

Nous devons tous accepter et comprendre qu'aucun développement n'est possible ni durable dans un pays où la liberté de la presse est prisonnière de textes fallacieux et anachroniques, truffés d'articles plus liberticides les uns que les autres. En ce jour 03

mai, nous souhaitons que les Burkinabè soucieux du devenir de notre pays s'interrogent sur l'apport de la presse burkinabè dans le processus démocratique de notre pays.

Nous ne vous demandons pas de vous battre pour votre presse. Nous vous conseillons d'observer simplement leur existence. Vous y lirez le graphique de votre propre liberté. Ayez l'œil rivé sur ce tableau, au moins vous ne serez pas surpris... même pas par les dictatures mielleusement enrobées. Observez votre graphique ! Observez ! Observez !

L'Indépendant n°143 du 30 avril 1996

Trois ans déjà ? Peut-être

Trois ans dans la vie d'un homme, c'est peu, généralement. Trois ans de vie oubliée, trois de vie charriée, c'est l'immobilisme. Nous avons toujours eu cette impression de mobiliser le Temps, de le garder prisonnier de notre inlassable quête d'amour. De justice sociale, de paix et d'un peu de céréale ou de tubercule pour le plus grand nombre : telle est notre prétention.

Trois ans déjà ? Peut-être.

Nous avons écrit des dates. Nous avons regardé filer des aiguilles de montre et tourner des pages de calendrier. Rien à faire, le Temps ne bouge pas.

Nous sommes toujours à un certains 03 juin 1993 ou un ministre de la communication avait pris sur lui, naïvement et peut-être même innocemment, d'empêcher la parution de *L'Indépendant*. Il refusait de nous signer un récépissé de notre demande pour créer un journal privé, alors nous avons décidé de faire paraître *L'Indépendant*.

Nous sommes aujourd'hui le 03 juin 1993. Nous serons toujours le 03 juin 1993, parce que ce jour-là nous avons eu le privilège de tenir entre nos mains, le sens que nous donnons à la vie. Nous avons enfermé notre propre vie dans l'incertitude du Temps.

En trois ans, *L'Indépendant* a réussi une seule prouesse : exister. Son contenu ? Aucun mérite à l'avoir et nous ne le disons pas par fausse modestie. Le seul mérite de *L'Indépendant* c'est d'écrire sur du papier ce que beaucoup disent ou pensent dans leur tête. Ce qui ne signifie pas d'ailleurs qu'il ait raison.

Pour certaines de nos analyses, nous ne reprenons que l'évidence sur du papier.

Les choses sont parfois d'une clarté et d'une simplicité telle qu'elles s'imposent d'elles-mêmes. Le seul mérite, c'est de l'écrire noir sur blanc.

Trois ans d'existence donc pour *L'Indépendant*, surnommé aussi « Bory Bana » (« la fuite est terminée »), pour reprendre la célèbre formule du grand Almany Samory Touré qui avait décidé de mettre un terme à ses replis devant le harcèlement des troupes françaises.

Il a eu à regarder son destin face à face et en a tiré cette leçon formulée par un grand homme d'église de la Louisiane esclavagiste (un des 50 Etats des Etats-Unis), et reprise en musique par Jimmy Cliff qui dit : « *Poor slave, take sheakles on your body. Poor slave, put sheakles on your mind* » : « *Pauvre esclave tu ne porte pas les chaînes sur ton corps tu les portes dans ton esprit* ».

Dans tout esclavage, dans toute tyrannie, dans toute dictature, c'est le cerveau qui souffre. Et c'est par le cerveau que l'on se libère. La vraie libération passe par là et nulle part ailleurs. Parce que c'est la conscience qui porte les chaînes. Cette réalité, nous devons l'avoir à l'esprit constamment en dehors de tout intellectualisme.

Tout se passe aujourd'hui au niveau des chaînes que nous portons sur notre conscience. Là encore *L'Indépendant* n'a pas et n'aura pas cette prétention de briser les chaînes d'autrui, parce que personne ne peut le faire à la place de chacun de nous. Notre devoir c'est de vous rappeler de temps à temps ce que vous connaissez déjà : l'existence des chaînes, les vôtres. Nous en avons comme vous.

Pendant trois ans, nous avons essayé de remplir notre devoir. Avons-nous réussi ? Question. Mais nous avons peut-être le mérite d'avoir essayé. L'essentiel est que nous

avons mis la foi dans ce que nous faisons. Nous y avons cru et nous y croyons. Profondément.

L'Indépendant à trois ans.

Mais comme le temps semble s'être immobilisé, nous vous répétons, en ce 03 juin 1993, que *L'Indépendant* sera indépendant ou ne sera pas.

***L'Indépendant* n°148 du 4 juin 1996**

Le Héron

« Le Héron emprunta les habits de ses amis et alla à la fête. Il était le plus beau, le plus admiré... »

La plupart des festivaliers venus à Ouagadougou pour la 15^{ème} édition du FESPACO se disait contents du changement qui s'est opéré – en bien – au niveau de notre processus démocratique. Ils ont été nombreux à applaudir la presse de notre pays, plus précisément la liberté de ton qu'elle a. Dans la sous région nous sommes une très bonne référence, paraît-il.

L'émission télévisuelle « Tirs croisés » du 28 février dernier a convaincu plus d'un étranger sur le développement de notre processus démocratique. Ces belles images convaincantes ont été ramenées du Burkina par les uns et les autres dans leurs bagages. « *La démocratie est très avancée au Burkina Faso* », nous a-t-on répété plusieurs fois. Evidemment, les intellectuels avertis ont gratté au-delà de l'écorce, du vernis.

Mais nous avouons que tout cela fait rêver : entendre que son pays avance à grands pas sur la voie de la démocratie mais du baume sur le cœur. Comme on aurait aimé que tout cela soit vrai. Comme on aurait été fier que le Burkina soit une terre de liberté, de paix et de démocratie ! Comme nous aurions aimé, au niveau de la presse, être réellement une référence, un modèle de presse libre et indépendante.

Nous sentons que tout cela n'est pas hors de portée. Nous sentons que c'est possible. Mais nous sentons que c'est très loin, très très loin à atteindre. Pourquoi ? Parce que nous croyons l'avoir éteint déjà. Parce que le régime croit que nous y sommes déjà et il a fixé ses limites. Et c'est ça le danger. En lieu et place d'une démocratie véritable, nous fabriquons des artifices démocratiques. Comme le héron de la fable, nous paradons avec des habits qui ne sont pas les nôtres.

« *L'hypocrisie est un hommage du vice à la vertu* », dit la sagesse des anciens. Nous nous acharnons, au Burkina, à tricher. Nous vivons de tricheries : nous trichons avec nous-mêmes, avec les autres, avec les textes, les lois...la vie, la Nation.

Nous paradons. Nous trichons. Nous visons une présidence-à-vie et parlons de démocratie.

Tricherie, tricherie, tricherie !

En lieu et place d'une véritable démocratie, nous bâtissons des alibis démocratiques. Nous sommes à toutes les fêtes brandissant aux yeux du monde nos attributs démocratiques, notre presse, notre cinéma, notre théâtre. La presse, par exemple, a toujours joué ce rôle d'alibis démocratique aux yeux des observateurs non-avertis qui se contentent de comparaisons.

« *Ailleurs on n'écrit pas ceci ! Ailleurs on ne dirait pas cela... !* ». Ce qui n'est pas faux. Même chez nous, il ya des choses que l'on ne pouvait pas dire ni écrire il ya quelques années.

Mais il ya lieu de s'interroger sur les résultats de cette « *Liberté de Presse* » et de cette « *démocratie* ».

Qu'y a-t-il au-delà des alibis ? Au-delà des artifices, des oripeaux démocratiques ? Que voyons-nous lorsque nous grattons l'écorce des choses ? Que cachent les apparences ? Les Burkinabè doivent s'interroger sur cet aspect des choses.

Le grave danger qui nous menace réside dans la fausse satisfaction issue des illusions démocratiques. Le tout n'est pas de s'habiller comme un héron de la fable pour être beau aux yeux des autres, avec des vêtements d'emprunt.

Que signifie la liberté de presse, lorsque les journalistes peuvent écrire tout ce qu'ils veulent mais sans que leurs écrits n'affectent en aucune façon le comportement des uns et des autres ? La démocratie se résume-t-elle à asseoir des institutions, des textes et des lois pour ne point les respecter ?

Peut-on être fier d'appartenir à une Nation où on n'est libre de dire ce qu'on pense être vrai sans que cela n'ait une incidence quelconque sur toute la chaîne de la démocratie ? Le journaliste peut-il être fier de son travail quand il sent qu'au-delà de sa tâche, de son devoir, il n'y a que l'écho d'un vide absolu ? La liberté d'expression existe au Burkina. Certes. Mais à quoi rime-t-elle au-delà de l'alibi démocratique qu'elle constitue ? Nous ne croyons pas !

Est-ce parce ce qu'on peut crier qu'on a mal qu'on en guérit ? Nous ne le croyons pas ! Et nous souhaitons que les Burkinabè évitent de le croire. *« Je vous blesse, je vous inflige des coups douloureux, mais je vous permet de crier, de hurler votre douleur. Vous avez cette liberté de hurler votre douleur ».*

La liberté d'expression, la liberté de presse ne valent que par leurs impacts positifs sur l'ensemble du processus démocratique.

Quant on viole la constitution et que la presse le dénonce, cela ne saurait suffire. Il faut que cette dénonciation entraîne un retour à l'ordre normal des choses.

Laissons les autres jeter les fleurs de l'ignorance sur notre processus démocratique. Laissons-les applaudir nos *« habits d'emprunts »*. Voyons la réalité des choses. Il ya une importante bataille pour la démocratie véritable à entamer. Elle est l'affaire de tous les Burkinabè, démocrates *« sincères et convaincus »*.

Non seulement notre processus démocratique à de la peine à progresser, mais nous nous apercevons que le régime de la IV^e République ne peut pas et ne veut pas aller au-delà de la tricherie. Il s'y vautre, il s'y complaît ! *« Regardons-nous ! Admirons notre démocratie ! »*

« Mais en pleine fête, chacun retira qui son chapeau, qui son boubou. Et le héron se présenta aux yeux du monde dans la cruelle laideur de sa nudité ».

Burkinabè le combat pour la démocratie reste entier.

Que les tricheurs ne se trompent qu'eux-mêmes ! Refusons d'être des hérons.

L'Indépendant n°186 du 4 mars 1997

**LA LIBERTE
ET
LA DEMOCRATIE**

La prison

La Liberté. On ne mesure sa valeur que lorsqu'on l'a perdue. La beauté d'un arbre, le luxe du ciel, le lyrisme des éclats du soleil brûlants... : il faut avoir perdu la Liberté pour les percevoir, pour mieux les sentir. Ceux qui n'ont pas encore eu cette opportunité de perdre la Liberté, pour mesurer l'immense joie de l'errance et du vagabondage, peuvent comparer sa perte à celle de la santé. On appréhende les vraies dimensions de la bonne santé que lorsqu'on est malade. (...)

Nous sommes libres à partir de notre capacité à nous définir des principes moraux qui guident notre comportement et notre réflexion ; à nous définir en tant qu'être doué de sens et de raisons, appartenant à une société, à un pays, à un continent ... à l'humanité. On peut mesurer l'immense épaisseur des mûrs de la prison de l'homme corrompu, vendu et acheté dont les actions et les réactions dépendent des autres. Une terrible prison.

Nous pouvons comprendre le drame de tous ces hommes qui ont hypothéqué leur conscience, leur savoir, leur humanisme... La Liberté pour le mensonge, le vol, le détournement, la corruption, le crime et la luxure. De ces prisons, on n'en sort jamais. Apprenons à savourer notre liberté incomparable à leur prison. Apprenons à déguster notre liberté de dire oui quand nous pensons oui et non quand nous pensons non. Un si doux nectar ! Soyons riche de rien du tout et que rien du tout soit une fortune pour nous dans la Liberté.

Mesurons à juste valeur notre liberté de sourire franchement aux gens que nous aimons et d'exprimer notre dépit à ceux que nous détestons. Un immense bonheur. N'envions pas l'esclavage de tous ces invertébrés moraux, prisonniers du mensonge, du vol et du crime, avec leurs chaînes de matériel, leurs boulets de luxe.

C'est en les enviant que nous nous perdons. C'est en ignorant leur drame que nous nous laissons corrompre en vendant notre liberté. Ils ne sont pas heureux. Alors pas du tout ! Le masque chatoyant de leur dehors enviable cache l'immonde putréfaction de leur intérieur nauséabond. Ils le sentent. Ils le sentiront plus à l'heure du bilan.

Comme le loup de la fable, refusons tous les excellents mets du chien en regardant très bien le collier qu'il porte à son cou. La Liberté n'a pas de prix. Ne bradons jamais la nôtre.

L'Indépendant n°43 du 24 mai 1994

Le niveau

Ils sont nombreux encore à croire à une quelconque malédiction de l'Afrique : guerres civiles, dictatures, pillages des peuples par leurs dirigeants, maladies endémiques et même pandémies. Ils sont nombreux encore à ne plus croire à une quelconque possibilité, pour ce continent et ses hommes, d'être un jour libres. Cette Liberté qu'ont tous les autres, en particulier les Occidentaux.

Alors on entend toujours : « *il se trompe, il veut faire comme si on était en Europe. Il oublie que nous sommes en Afrique* ». Les bon repas c'est pour les autres, tout comme les bonnes manières, la connaissance et l'argent.

Le plus désolant, c'est que tout se passe après quatre siècles d'esclavage, plus d'un siècle de brimades, de rudesse et de tyrannie d'une colonisation inhumaine. Après plus de trente ans d'une indépendance de misère et de dictature, il se trouve toujours des Africains pour vous dire que la Liberté que vous revendiquez est excessive. Elle n'est bonne que pour les autres. La Démocratie que vous appelez de tous vos vœux n'est pas encore utile pour vous. Elle sied à ceux qui ont des banques bourrées d'argent, qui peuvent aller sur la lune, qui ont un niveau de vie très élevé. Mais pour vous qui en aviez soif depuis des siècles, vous devez encore attendre, vous n'en avez pas encore le droit, « *votre tour n'est pas encore arrivé, c'est très tôt, même trop tôt.* » Les plus gentils et les plus optimistes vous disent : « *Peut-être qu'avec la prochaine décennie, nous aurons le niveau de Liberté et de Démocratie dont vous parlez. Maintenant c'est impossible. Nous sommes en Afrique.* »

Ceux qui nous ont subjugués, vendus et exploités ont parfois le cynisme de nous dire à haute voix : « *Vous voulez faire à l'Afrique en si peu de temps un chemin que d'autres ont mis des siècles à parcourir. Il faut encore du temps...* »

Mais demandez-leur quel était le niveau de développement du peuple américain quand il rédigeait sa constitution après sa guerre d'indépendance. Que l'on nous dise quel était le niveau de développement du peuple français quand il a tracé à l'humanité entière la voie à suivre en élaborant la déclaration des droits de l'Homme en 1789. Quel niveau de progrès avaient les peuples européens et asiatiques quand ils élaboraient leurs Constitutions ?

A-t-on besoin d'appartenir à un pays nanti et développé pour comprendre qu'un responsable politique ne peut pas et n'a pas le droit d'hypothéquer l'avenir de tout un peuple par son comportement ? Avons-nous besoin d'aller sur la lune pour comprendre que la voie, la seule, qui conduise au développement collectif et au progrès individuel passe par la Liberté et la Démocratie véritables ?

Avons-nous besoin, par exemple au Burkina, d'être dans une société de haute technologie et d'un très haut niveau de vie pour comprendre que nous resterons toujours un pays arriéré, un peuple de mendiants, de minable si nous continuons à suivre cette voie où les lois sont faites pour être bafouées, où elle sont taillées selon le bon vouloir du pouvoir ? La Démocratie fait ici partie des artifices théâtraux du régime.

Avons-nous besoin d'atteindre le niveau de développement des Etats-Unis pour comprendre que nous ne serons jamais rien, au propre et au figuré, si nous continuons

à croire que les responsabilités nous dispensent du respect des lois et de la constitution ?

Combien notre pays et notre peuple ont-ils perdu, financièrement parlant, avec tous ces vols impunis, tous ces détournements crapuleux, avec toute cette corruption rampante et toute cette politique parfois d'une irresponsabilité criminelle ?

Il est grand temps de comprendre. Aucun peuple ne peut aller au développement autrement que par la Liberté et la Démocratie. C'est le niveau de Démocratie qui détermine le niveau de développement. Le contraire n'aboutit qu'à l'épanouissement des dirigeants et à la dictature.

Il n'y a pas à se tromper là-dessus.

***L'Indépendant* n°113 du 03 octobre 1995**

La maison des esclaves

« *La cour des hautes murailles grondait de la révolte des esclaves en quête de liberté. La bataille s'engagea avec le maître. Il y eut des morts, mais la porte céda. Des esclaves se ruèrent vers la Liberté. Seul resta, dans la cour, un vieil esclave. Il alla refermer la porte de la maison des fuyards puis revint s'asseoir à sa place, se saisit de son tam-tam et se mit à jouer et à chanter. Le maître loua sa sagesse et son sens de l'amitié et de la fidélité. Et l'esclavage continua parce qu'il restait un esclave. Le maître resta négrier grâce au nègre.* »

Ce récit pourrait illustrer l'histoire des colonies françaises à travers le monde. L'Indochine et l'Algérie prirent les armes. L'Afrique reçut son indépendance. De tous les peuples colonisés de la terre par toutes les puissances coloniales, l'Africain noir, au sud du Sahara, plus précisément des colonies françaises, reste le seul toujours attaché à son maître auquel il voue une « fidélité » d'animal domestique.

Evitons de refuser cette image, ne la trouvons pas exagérée, indigne. C'est elle que nous devons avoir le courage de fixer, d'observer et d'accepter, de Bangui à Abidjan, de Kinshasa à Ouagadougou, de Yaoundé à Niamey en passant par N'Djamena. Fixons cette image insoutenable, injurieuse, dangereusement provocante : elle peint mieux la réalité de nos relations avec la France. Parce que le chien et le chat aliènent leur destin entre les mains de leur maître. Nous sommes liés à la France tel un animal domestique à son propriétaire.

Mais nous n'accusons pas ici le maître. Nous voulons plutôt parler des esclaves que nous sommes. Nous voulons parler de notre esclavage, dont nous célébrons aujourd'hui l'existence à Ouagadougou, en nous posant quelques simples questions. Quand aurons-nous le courage de vouloir la liberté ? Quand aurons-nous la volonté d'être des hommes affranchis ? Quand nous réveillerons-nous pour constater que nous sommes désormais seuls dans la maison des esclaves ? Quand comprendrons-nous que nul ne peut se réaliser, s'épanouir et s'assumer son destin dans des conditions d'esclave ?

Acceptons ces deux évidences : la mendicité est un signe d'esclavage et l'ignorance conduit à l'inconscience, c'est-à-dire à l'acceptation de l'esclavage.

Nous sommes seuls désormais dans la maison des esclaves. Drame des drames : nous refusons d'en sortir. C'est pourquoi nous sommes à Ouagadougou aujourd'hui, pour célébrer notre *amitié* et notre *fidélité* au maître. Une amitié entre le chat et son maître. Une fidélité du chien à son maître. N'oublions pas qu'il ya bien des limites au respect que le maître doit à l'esclave. Il ya des limites à la considération qu'il donne à leurs relations.

Même si nous ne sommes plus esclaves de la France, d'autres esclavages subsistent. Les français sont fiers de la France. C'est à leur honneur. Le président français aime son peuple et en est très fier. Il lutte pour qu'il soit respecté par les autres peuples du monde. Or, quand on aime son peuple et quand on le respecte, comment peut-on avoir de la considération pour ceux qui pillent leurs peuples ? Comment peut-on avoir un peu de respect pour ces chefs d'Etat africains qui ruinent leurs peuples, les terrorisent, les oppriment et les soumettent à l'esclavage pour assouvir leurs pouvoirs personnels ?

Comment un homme qui vénère son peuple et le hisse (même dans l'imaginaire) à la tête des peuples de la terre peut-il accorder la moindre considération à des hommes dits responsables de leur peuple mais qui volent, amassent des fortunes à l'extérieur, utilisent la répression, l'assassinat et les meurtres politiques comme mode de gouvernement ?

Comment un dirigeant qui est honnêtement élu par son peuple peut-il respecter comme son égal un brigand politique, « *pillard électoral* », voleur d'urnes, assassin de la démocratie ?

Même si vous refusez votre statut de « *chefs d'esclaves* », vous n'êtes pas de taille à discuter d'égal à égal avec un président français. Vous n'avez pas les mêmes responsabilités, vous n'exercez pas la même fonction. Vous n'êtes pas à la tête d'un peuple libre et vous n'êtes pas fier de ce dernier ; Vous ne sauriez donc l'aimer. On ne brime pas ceux qu'on n'aime. On ne les réduit pas en esclavage.

Esclaves nous avons été, esclaves nous sommes. Des sommets (France-Afrique) comme celui de Ouagadougou nous le prouvent. Tous comme ils nous disent : « *la porte de la Liberté est ouverte. Sachons-nous assumer. L'histoire n'a jamais mentionné le cas d'un peuple dont l'avenir fut bâti par un autre.* »

L'esclave ne s'affranchit pas en se disant libre. Il conquiert la Liberté en gérant son destin. Il n'y a pas d'autre voie de sortie... dans la maison des esclaves.

L'Indépendant n°173 du 03 décembre 1996

Raid sur Entebbe

« *Il n'ya pas de modèle démocratique, unique préétabli.* » C'est la substance de l'entretien entre le président des Etats-Unis d'Amérique et ses pairs d'Afrique du Centre et de l'Est à Entebbe, en Ouganda.

Cette assertion n'est pas nouvelle. Il est évident que le mode de démocratie appliqué par les Etats-Unis, ne saurait être le même au Burkina, au Mali, au Ghana.

Même si nous nous en tenons à l'organisation matérielle des élections et à la manière de voter, nous trouverons de grandes différences. Ainsi, l'électronique et l'informatique occupent une grande place dans le vote aux Etats-Unis.

Mais le danger d'une telle assertion mérite que l'on s'y attarde. Elle peut-être (elle est) une très grande eau versée au moulin des dictatures démocratisées en Afrique. « *Vous avez bien entendu ! Même les Américains reconnaissent et disent que chacun a la démocratie qui lui convient !* » « *Il n'ya pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre* », dit l'adage populaire.

Cette assertion ainsi formulée devant des chefs d'Etat qui trichent avec les principes démocratiques, est extrêmement dangereuse. Depuis les processus démocratiques, les présidents africains et toutes les classes politiques au pouvoir n'ont que ce refrain à la bouche « *Il faut adapter la démocratie à nos réalités.* » Et on évoque tantôt la culture, tantôt l'histoire, tantôt le niveau de développement.

L'exemple nous a été donné par des hommes politiques du Burkina qui, répondant à une question d'un diplomate sur la modification de l'article 37 de notre constitution, qui fait du président Compaoré un président à vie, ont déclaré : *Vous savez, chez nous, c'est une question de culture. Nos peuples ont besoin d'un chef fort, respecté et qui règne longtemps sur eux.* » Cette bêtise, servie à grand renfort de sourires et de gestes par un « intellectuel » de haut rang, entre dans le même cadre que la camisole démocratique que chacun peut tailler à son goût et à son style, selon la vision des chefs d'Etat réunis en Ouganda autour du président Clinton.

Nous n'avons pas besoin d'étaler l'absurdité d'une telle idée qui montre très justement qu'il ya une bataille démocratique à mener et à gagner.

Quel que soit le modèle que l'on se choisit, il est évident que les principes démocratiques sont immuables. Quel que soit le mode de scrutin, il est certain qu'il faut des élections justes et transparentes. On n'a pas besoin d'être dans une démocratie comme les Etats-Unis pour reconnaître les droits fondamentaux de l'Homme tels que définit par la Déclaration universelle des droits de l'Homme. « *Nul n'est au dessus de la loi !* » ; « *Le peuple est souverain* » etc. Toutes les démocraties, les « démocraties-officiers-supérieurs », les « démocraties-héritage-de-papa-ou-de l'oncle » (en Côte d'Ivoire et au Cameroun), toutes reconnaissent ces principes consignés dans leur constitution. Pourtant toutes les bafouent.

Et cette phrase venue d'Entebbe montre aux Africains que la bataille pour la démocratie ne fait que commencer. On nous dira : « *Mais c'est tout juste pour encourager le leader ougandais Museveni !* » Nous répondons : mais il n'est pas le seul à avoir entendu cette hérésie.

Ceux qui réclament la fin des guerres civiles, des génocides et des autres violences se devaient d'éviter de compromettre la chance des Africains de se réveiller et de se mobiliser pour les batailles démocratiques. Nous parlons des Américains.

Nous pensons par exemple au Burkinabè. Quelle que soit votre apparence politique quels que soient votre âge, votre religion, votre culture, dites vous bien une seule chose : nous n'avons aucune chance de développer ce pays si nous ne nous battons pas pour asseoir une Démocratie avec les principes élémentaires de Justice et de Liberté. Appelons-les « *Démocratie-nouvelle formule* », « *Démocratie-TiéfoAmoro* », « *Démocratie-Naba Koutou* » afin de la faire coller à notre histoire ou notre culture. Il n'y aura pas de salut pour nous tant que nous n'aurons pas reconnu et fait admettre à tous que nul n'est au-dessus de la loi, que la vie humaine est sacrée, que nul n'a le droit de régner à vie sur un peuple.

Nous l'avons plusieurs fois dit et répété : le Président Compaoré est usé. Ce n'est pas parce qu'il s'appelle Blaise Compaoré, mais parce que même des pouvoirs acquis dans de meilleures conditions que le sien s'usent et usent leurs leaders en dix ans d'autocratie. Il est évident pour tous ceux qui rêvent un peu d'avenir pour notre pays que le pouvoir actuel n'a plus rien de nouveau à proposer aux Burkinabé. Il n'y a rien à attendre d'hommes aux reflexes et aux réflexions totalement émoussées.

Après avoir fini de présenter les reliques de la révolution du 04 Août 1983, il ne leur reste qu'à gérer le quotidien, trucidant de temps en temps ceux qui veulent mettre en cause l'existence du régime, même en parole.

La preuve qu'ils ont fini de jouer leur partition, c'est qu'ils jouent avec des milliards. Qui va imaginer quoi ? Tous les cerveaux calculent au gré de l'amassage des fortunes. Tous les démocrates de ce pays, qu'ils soient de la mouvance présidentielle ou de l'opposition, doivent se mettre en tête que seuls les peuples qui évolueront sur les bases de principes démocratiques survivront au 21^{ème} siècle. Cette déclaration d'Entebbe dit clairement aux Africains : « *Les Américains, comme les Français, ne contraindront pas vos dirigeants à la Démocratie. Comme les Français, ils supporteront les dictatures qui préserveront leurs intérêts.* »

La bataille pour plus de Justice et de Liberté nous incombe à nous, nous seuls. Personne ne nous débarrassera de nos président-à-vie, en dehors de nous-mêmes. Entebbe nous le dit et nous le montre. Il nous revient de comprendre ce nouveau « *raid sur Entebbe* ».

L'Indépendant n°239 du 31 mars 1998

Dictature et Dictateurs

Le prix de la compromission

Les peuples comme les hommes finissent par payer leurs compromissions politiques : avec des larmes parfois, du sang souvent, mais toujours dans la douleur. Deux illustres et malheureux exemples de l'heure peuvent être cités en la matière : le Zaïre et le Togo. Ces peuples, subjugués et gémissants sous la férule de tyrans militaires ont malheureusement leur part de responsabilité dans le drame qu'ils vivent.

En Afrique, la compromission des peuples s'effectue à trois niveaux :

Le premier niveau est constitué d'intellectuels opportunistes qui se servent de leurs connaissances livresques pour aider les dictateurs à donner un contour idéologique et politique à leur tyrannie.

Ces intellectuels sont les concepteurs des partis uniques et iniques. Ils applaudissent et encourage la répression. Ils légitiment et défendent les barbaries les plus abjectes des tyrans aux yeux de l'étranger : les crimes crapuleux deviennent de petits incidents, la répression la plus féroce devient un simple maintien d'ordre. Ils organisent une véritable campagne internationale de presse pour maquiller et vernir la minable personnalité des bourreaux au pouvoir. C'est avec ces intellectuels que les cancre congénitaux annoncent leurs premières théories économiques, juridiques et philosophiques.

Le tyran peut voler, tuer, emprisonner, torturer... il sera défendu, intellectuellement réhabilité par des « cerveaux » au nom de leur propres intérêts.

Résultats : la plupart de ces intellectuels finissent par s'exiler, ou sont froidement exécutés ou se « suicident » en prison. Les plus heureux sont ceux qui sont dépouillés de leurs biens et de leurs privilèges avant d'être jetés en pâture au peuple.

Un tyran n'a pas d'ami éternels.

Le deuxième niveau est constitué par les opposants de circonstance. Ils se battent et entraînent des hommes sincères avec eux avant de rejoindre l'ennemi d'hier, avec armes et bagages, surtout avec la liste des opposants sincères.

Résultat : ils bénéficient des grâces du tyran pendant quelques temps avant d'être éjectés, emprisonnés ou tués.

Un dictateur n'a confiance en personne, surtout pas en un ancien opposant.

Le dernier niveau est constitué des « indifférents ». Les « pourvu que », la pure race des égoïstes myopes, (Pourvu que mon salaire tombe, pourvu que je n'aie pas d'ennuis, pourvu que rien n'arrive à ma famille...) Comme nous le disait un brave ami togolais dans les années 1980 : « Pourvu que les bateaux continuent de venir au port, Eyadema peut faire ce qu'il veut. On le laisse avec Dieux ». (Notre ami est actuellement réfugié à Cotonou et les bateaux mouillent toujours au large de Lomé).

Résultat : personne n'échappe à une dictature lorsqu'elle s'installe dans un pays.

Comme le dit la sagesse populaire, chaque peuple a le régime qu'il mérite. Et chaque compromission avec dictature est toujours payée au prix fort. La règle ne souffre pas d'exception.

L'Indépendant n°00 du 03 juin 1993

Afrique cherche leaders

Pour le Regroupement de l'Union, il en est des nations comme des hommes : il faut des leaders imbus de leur foi et de leur sacerdoce ; il faut des leaders capables de transcender les fausses occupations et préoccupations propres au pouvoir africain pour se projeter dans l'univers- à première vue invisible- du destin des peuples.

Cela exige du leader abnégation, don de soi et juste compréhension de son rôle dans l'histoire de son peuple. Le leader (dirigeant ou conducteur) n'est pas un homme que des circonstances dramatiques et des hasards de l'Histoire ont propulsé à la tête d'un peuple et qui s'en contente. Il n'est pas non plus ce forgeron de la terreur ou ce vannier de la ruse, polluant la morale de son peuple en banalisant le crime, le vol et la gabegie. Comme les griots l'on fait dire à l'Almamy Samory Touré : *« Si tu n'es pas capable d'organiser, de développer et de défendre le pays de tes pères, cède le trône aux hommes plus justes, plus valeureux. »*

Aujourd'hui, l'Afrique n'a pas besoin de dons, d'aides et autres cadeaux. L'Afrique n'a pas besoin des programmes d'ajustement structurel du F.M.I. et de la Banque Mondiale. L'Afrique a besoin de leaders. C'est-à-dire de cette race d'hommes capables de parler d'eux-mêmes au futur : *« Qu'est-ce-que je laisse à la postérité ? Qu'ai-je apporté à mon peuple, aux peuples africains ? Sous quels signes s'accomplit mon règne ? »*

Aujourd'hui l'Afrique a besoin de cette race de leaders capables d'incarner la vertu, l'honneur et la détermination des peuples africains à se battre pour mettre fin à plusieurs siècles de misère et d'esclavage.

Ces hommes, ces leaders dont nous avons besoin ne nous seront pas prêtés ni par le Club de Paris, ni par le Club de Londres, ni par un sommet de Tokyo ou d'ailleurs.

Ces hommes manquent cruellement à l'Afrique. (...)

Aujourd'hui l'Afrique a besoin, plus que par le passé, de cette race d'hommes capables de lui redonner l'espoir d'une vie empreinte de responsabilité et de Liberté, exigeant le respect de la part du reste du monde. Et elle en manque. Atrocement.

Voilà où résident toute sa misère et tout son drame.

Puisse la misère actuelle nous aide à avoir autre chose que nos hommes d'affaires au pouvoir, pionniers cruels de la nouvelle ploutocratie en Afrique.

Mon Dieu, donnez-nous des leaders et laissez-nous gagner le reste.

L'Indépendant n°12 du 19 octobre 1993

Quand le fruit n'a pas de noyau

Le caractère est inné disent les psychologues, mais la personnalité dépend de l'éducation du milieu et de toute la culture. Elle se forge. Cela admis, nous pouvons dire qu'un homme qui exerce avec conscience et dévouement le métier de boucher ou de jardinier ferait un bon ministre ou un bon président s'il lui était donné d'avoir les connaissances intellectuelles requises et l'opportunité de la responsabilité politique. Tout est une question de personnalité. Tout comme un menuisier ou un cireur cupide, veule et traître deviendrait un ministre ou un directeur corrompu, inconscient détourné, si, par malheur pour son peuple et sa communauté, son instruction lui permettait d'accéder à certains postes de responsabilité.

Le responsable ne dévient que ce qu'il était.

Aux Etats-Unis, l'un des reproches que l'on fait à Edouard Kennedy est qu'il trichait à l'école primaire. Et on en tient compte aujourd'hui.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'une certaine génération, la nôtre, on ne peut être que déçu par le comportement des hommes commis à de grandes tâches de responsabilité : cupidité, veulerie, tricherie... manque de responsabilité et bien d'autres bassesses encore.

Mais on ne trompe pas un homme. Un homme se trompe lui-même.

Nous nous trompons souvent en ne jetant pas un coup d'œil sur le passé de certains responsables pour découvrir leur personnalité. Alors nous sommes surpris par leur comportement parce que nous ne les avons considérés qu'au moment où, la main sur le cœur, ils parlent de peuple, de justice et de liberté. Nous nous trompons nous-mêmes.

Le bucheron honnête, respectueux des valeurs humaines, amoureux de la justice ne deviendra pas un chef d'Etat cupide, capable de régner sur les os de ses compatriotes si l'occasion lui était donnée de le devenir.

Le cliché très idiot qui veut que ce soit la politique qui transforme les hommes a été démenti depuis des temps immémoriaux : « *Seul le pouvoir révèle l'homme* » à dit Machiavel : tant qu'un homme n'a pas de pouvoir (économique, politique, religieux), gardez-vous de dire que vous le connaissez. Seul le pouvoir l'amènera à étaler sa responsabilité, ce qu'il est réellement.

Dans notre pays où, à une certaine époque, on a sonné l'appel des hommes sans personnalité, afin de gouverner sans contestation et d'avoir un cercle de « béni-oui-oui » rampant et chantant les louanges autour de soi, on est aujourd'hui confronté à une grave crise : le manque de personnalité des hommes responsabilisés à tous les niveaux.

Il doit être sans doute très bon, très agréable de se sentir demi-dieu au milieu d'un « peuple » de courtisans sans personnalité. Mais quand vient l'heure du combat et de la responsabilité, on s'aperçoit qu'on n'est désarmé, nu et incapable. Alors commencent les premiers signes de la faiblesse : *la violence*.

Un homme ou un pouvoir sans personnalité est un amer fruit sans noyau qui ne germera jamais dans l'Histoire. Jamais.

L'Indépendant n°29 du 15 février 1994

Du palais à la rue

L'écrivain congolais Henri Lopez disait, le 08 janvier dernier, lors d'une émission sur la chaîne de télévision française TV5 : « *Le drame des peuples africains ne vient pas seulement du palais. IL vient aussi de la rue...* » En termes clairs, nos dirigeants ne sont pas les seuls responsables de notre misère et de tous les malheurs. Nous en sommes aussi responsables.

Vérité tant entendue, vérité toujours vérifiée et traduite par cette sagesse : « *Les peuples ont les responsables qu'ils méritent* ». On pourrait dire à chaque peuples : « *Dis-moi qui te gouverne et je te dirai qui tu es.* »

Pris dans tous les contextes et dans tous les cas de figure, cet axiome semble indéniable : si le peuple a élu ses dirigeants et s'est trompé dans son choix, il mérite les conséquences de ce choix. S'il est obligé d'accepter un régime d'exception violent ou qui ruse avec les principes, il reste libre. Toutefois, la liberté qui lui est offerte à chaque instant par le régime qu'il est obligé de subir, il lui revient d'en user soit pour écarter ce pouvoir par la force (« Les peuples sont toujours les plus forts »), soit pour tempérer ses ardeurs.

Chaque peuple mérite ses dirigeants. Les tyrans comme les démocrates. Quand le peuple se laisse subjugué, il est autant responsable que quand il vit.

Vues sous cet angle, les choses sont d'une logique implacable. Nous, Africains, avons logiquement et de façon méritée nos Mobutu, nos Eyadema, nos Bongo... Nous sommes coresponsables de leurs frasques, de leurs pillages, de leur dictature. Ils sont nos dignes représentants.

C'est un débat captivant et enrichissant auquel nous convie Henri Lopez par le biais de cette affirmation sur la coresponsabilité de la Rue et du Palais.

Car, ainsi, nous serions tous et chacun coresponsables des maux qui minent notre pays, le Burkina. Les milliards et les milliards volatilisés au gré de l'enrichissement illicite, du pillage et de la corruption sont donc à verser au dossier de chacun de nous.

Toutefois, une responsabilité n'est établie que lorsque l'auteur est informé de son forfait, lorsqu'il en prend acte en toute conscience. Or, la grande majorité de nos populations en Afrique en général et au Burkina en particulier ne sont informées de rien. Elles ignorent la confiscation des libertés pour la simple raison qu'elles n'en ont jamais l'expérience auparavant. Ou même, elles estiment justement en avoir acquis maintenant, après le traumatisme colonial. De même, elles négligent les détournements et l'enrichissement illicite qu'elles placent dans la logique des pouvoirs des « grands hommes de la ville ».

Tout cela plaide pour l'absolution de la coresponsabilité de cette frange de la population et entraîne de facto la très grande responsabilité de ceux qui sont doublement informés : nous sommes informés chaque jour de la confiscation des libertés, des détournements et de la corruption et nous sommes informés à chaque instant que la grande majorité ignore tout et qu'elle n'est informée de rien.

La Rue c'est donc nous ! La coresponsabilité, c'est encore nous !

Lorsque nous ouvrons la bouche pour dire : « *Ca ne va pas dans le pays* », nous reconnaissons notre coresponsabilité. Lorsque nous constatons : « *Le pouvoir d'achat a chuté* », nous démontrons notre coresponsabilité. Même lorsque nous ne disons rien, après la lecture d'un journal, l'écoute d'une émission de radio ou de télévision, après même la simple audition d'un discours, nous établissons notre coresponsabilité. Tout homme informé est responsabilisé.

Nous de la Rue, sommes coresponsables de tout ce qui arrive. Et c'est bien nous qui méritons les responsables que nous avons.

De la Rue au Palais, il n'ya que nous... tous responsables, tous coupables.

***L'Indépendant* n°128 du 16 janvier 1996**

Les éleveurs

« Un roi sanguinaire, barbare et inconscient, avait choisi d'élever un éléphant, comme on élève n'importe quel animal domestique dans les villages, en laissant divaguer pour trouver son fourrage. L'éléphant du roi dévastait les champs du village. Excédés, les habitants se concertèrent et décidèrent de porter l'affaire à la connaissance de leur roi aussi inconscient que tyrannique. Tous craignaient ses colères aux conséquences parfois mortelles.

Une e réunion des plaignants trouva la stratégie suivante, afin qu'une seule personne n'ait pas à subir les conséquences de cette revendication téméraire. Ils décidèrent que chacun prononcerait un seul mot de la plainte. On obtiendrait ceci : ô. Roi. Votre. Eléphant. Dévaste. Nos champs. Quand ils furent devant le roi ils entamèrent : ô. Roi. Votre. Eléphant... Il n'y eut pas de suite. Après le mot éléphant on attendit en vain le mot « dévaste ». Chacun répéta inlassablement le mot « éléphant » sans que personne ne prononçât « dévaste ».

Excédé, le roi hurla de colère : « Qu'a-t-il fait mon éléphant ? ».

Et le dernier à avoir prononcé le mot « éléphant », pris de panique, dit en tremblant : « il n'a rien fait de mal votre éléphant, c'était pour vous suggérer de lui trouver une femelle afin que le troupeau s'agrandisse. »

Le roi salua l'excellent conseil et offrit à boire et à manger à ses sujets qui venaient de lui soumettre cette pertinente suggestion. »

Notre sage et regretté homme de culture, le Larllé Naba Abga, auteur de ce conte populaire, ne raconte pas la suite. Mais nous pouvons l'imaginer aisément : le troupeau d'éléphants en divagation s'agrandit et, comme chaque éléphant broute en moyenne l'équivalent de son poids en fourrage par jour, la famine s'abat sur le village suite aux dévastations des cultures par le troupeau singulier du roi.

Ce conte illustre très bien la situation politique que connaît l'Afrique d'une façon générale. Lorsque nous observons ce qui se passe dans les cours de nos rois ou de nos chefs d'Etat, lorsque nous considérons certaines de leurs décisions qui n'honorent ni leur rang, ni leur peuple, ni leur pays, on constate qu'autour d'eux les gens ne trouvent plus les mots qui conviennent par peur de leur courroux.

Lorsque nous analysons leurs comportements, où parfois se disputent l'irrationnel et l'inconscience, où le simple bon sens et la conscience primaire de la responsabilité sont totalement absents, la question suivante émerge : Que dit-on à ce chef d'Etat autour de lui ? Que lui disent ses amis, ses parents, ses conseillers, tout ce monde qui prétend lui vouloir du bien ?

C'est très simpliste de conclure : *« tout ce monde veut manger et ne s'intéresse qu'aux profits inhérents à la présence du chef au pouvoir »*. Parce que si tel était le cas, le bon sens voudrait que l'on cherche à continuer à jouir de ces avantages. Parce que le bon sens voudrait que l'on fasse tout pour préserver la « poule aux œufs d'or », l'arbre aux fruits savoureux, la ruche à miel...

Nous pensons que l'entourage de nos chefs ne trouve pas les mots qui conviennent pour les tirer de leur folie, parce que tout simplement sa réaction est très tardive. Il laisse la folie du pouvoir gagner chaque jour du terrain sur le bon sens des rois. Dans

certaines pays, cinq ans sont suffisants pour produire un roi débile à un niveau incurable.

Ils sont nombreux les éleveurs d'éléphants en Afrique. Ils ruinent leur peuple par des dépenses de prestige sans que personne de leur entourage n'ose leur souffler mot. Le drame est surtout qu'ils travaillent à ce que personne ne puisse leur souffler mot au fur et à mesure qu'ils s'enfoncent dans leur folie. Ils cultivent la férocité du regard pour mieux inspirer la crainte et la peur autour d'eux. Ils développent le mystère autour d'eux, l'entretiennent à coups de « légendes » préfabriquées vantant leur puissance et leur grandeur. Alors, on les abandonne à leur propre folie. S'ils ne deviennent pas tous des empereurs comme Bokassa, ce n'est souvent point l'envie qui leur manque. C'est tout simplement l'échec de Bokassa qui les retient.

Un éleveur d'éléphant est toujours un empereur. Il nous reste à lui dire que ses éléphants dévastent.

L'Indépendant n°142 du 23 avril 1996

La mue du pouvoir

Le couple entra, menottes aux poignets dans la salle austère aux murs nus, poussé dans le dos par un soldat en arme.

«- Nicolae, hurla la femme en colère. *C'est toi qui leur as dit de rester assis quand nous entrons ?*

-Non ce n'est pas moi. Ils l'ont décidé tout seuls ! »

La femme se retourna en furie vers les cinq hommes toujours assis :

« *Débout ! Allez debout ! Hors d'ici ! Qui vous a ordonné d'entrer ici et de rester assis quand nous entrons ?* »

La presse du monde entier a rapporté ces propos et cette attitude du couple présidentiel roumain destitué et conduit devant un tribunal d'exception chargé de le juger. Il ordonnait au tribunal composé d'hommes « de rien du tout », sans doute des « médiocres » de sortir.

Nicolae et sa femme sont morts sans savoir qu'ils avaient perdu leur pouvoir sans partage, le pouvoir à vie qu'ils avaient exercé sur le peuple roumain pendant des décennies. Ce genre de pouvoir, on ne peut se rendre compte qu'on le perd, parce que, tout simplement, on se dit « *né pour commander les autres* ». On croit être le plus fort, le plus intelligent, le plus rusé. On devient en réalité le plus fou. Une folie douce qui devient au fil des ans sanguinaire, assassine et meurtrière.

« *Le pouvoir absolu rend absolument fou.* »

Mais comment s'opère la transformation ? Comment un homme au pouvoir passe-t-il d'un extrême à l'autre ? Comment un homme au pouvoir peut-il perdre tout repère, toutes les limites de ses responsabilités, pour plonger dans les ténèbres de la dictature, jusqu'à se déifier ; jusqu'à ignorer la réalité ?

Les penseurs de la jeune nation américaine, formée alors seulement de treize Etats, se penchèrent sur le phénomène par une lecture intelligente de l'histoire des troubles politiques de la vieille Europe-mère en rédigeant leur constitution en 1776. De Socrate aux épicuriens, en passant par les partisans de la monarchie, une seule conclusion se dégagait : il faut éviter la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme.

Très tôt, les Etats-Unis naissants limiteront le nombre de mandats des responsables à tous les niveaux. Ils devanceront dans ce domaine les plus vieilles nations d'Europe.

Le phénomène du pouvoir est partout le même, en Amérique, en Afrique, en Europe.

« *Le pouvoir révèle l'homme* » a dit Machiavel. C'est-à-dire qu'il ramène en surface toute sa folie, tout ce que son subconscient pouvait garder, comprimer ou rejeter. Avec le pouvoir tout rejaillit.

Première transformation : l'homme au pouvoir devient égocentrique. Tout se ramène à lui seul. Le premier signe est l'implication de sa propre famille dans un pouvoir qui lui était initialement et exclusivement destiné. En Roumanie par exemple, les conseils des ministres se tenaient en famille. Les ministres étaient des beaux-fils, des belles-filles, des oncles et des tantes. Au Mali, à côté de chez nous, les conseils des ministres, du temps de Moussa Traoré, n'avaient pas véritablement de sens : la présidente, ses frères et sœurs, décidaient, de l'avis de beaucoup de Maliens, de certaines questions importantes pour la Nation.

Ce signe est très indicatif : la montée aux affaires et à la politique des membres de la famille au pouvoir doit donner l'alerte que des transformations maléfiques s'opèrent au sein du régime. Nous comprenons pourquoi, dès l'avènement de Jacques Chirac et de son Premier ministre Alain Juppé, la presse s'est intéressé à la vie de leur famille et de leur entourage. Tout commence par les petits avantages anonymes, insignifiants, que le pouvoir accorde à cet entourage. On les trouve normaux. Pourtant !

Deuxième transformation : l'homme au pouvoir s'accapare des arsenaux juridiques. La Constitution, les textes et les lois ne sont plus que de la cire molle entre ses mains. Il les modèle, les remodèle à volonté pour en faire ce qu'il veut, selon ses besoins du moment. Macias Nguema, Président de la Guinée Equatoriale, avait décidé de modifier la Constitution afin d'y ajouter que « *pour des raisons de sécurité économique, la présidence peut transférer et mettre à l'abri les devises du trésor public.* ». Ce sont ces dollars qu'il garda à la présidence et qu'il brûla dans sa fuite quand il comprit qu'il ne s'échapperait pas.

Cette deuxième transformation constitue le passage obligé avant la folie finale, suprême, le point de non retour. Du vivant de Nicolae, la Roumanie n'eut point de lois fixes : elles étaient perpétuellement changées, modifiées. Par exemple, la loi sur l'émigration parla au début de délit, pour finir en « crime odieux » afin de punir les jeunes roumains qui fuyaient la dictature.

Troisième et dernière transformation : la démence pure et simple. Tuer qui vous gêne devient d'une logique implacable.

Mais toutes ces mues du pouvoir se déroulent à l'ombre de l'inconscience du peuple. Cette ignorance a une fin. Le nôtre se réveille !!! Déjà !

L'Indépendant n°182 du 04 février 1997

Requiem !

Lorsqu'en 1933 Hitler vint au pouvoir, la nation allemande se sentit renaître de ses cendres. L'homme était un patriote, travailleur, déterminé et convaincu de ce qu'il prônait : la renaissance d'une Allemagne forte, riche, disciplinée et dominatrice. Les élans prophétiques de ses messages rendaient ceux-ci irrésistibles. La suite on la connaît : la naissance fulgurante d'une industrialisation jamais connue dans le monde... la catastrophe. Les Allemands tolérèrent d'abord la dictature hitlérienne et ses abus. Pire, ils l'encouragèrent ! Elle fut d'abord banale, anodine : elle ne s'appliquait qu'aux juifs, aux étrangers en général. Puis vint le tour des Allemands eux-mêmes...

La logique veut qu'une dictature, quelle qu'elle soit, n'ait point de limite et même qu'en définitive, elle échappe au dictateur lui-même. Le dictateur est toujours victime de sa dictature, de la manière la plus insidieuse qui soit.

Tout commence par les raisons et les alibis évoqués pour justifier les actes dictatoriaux. Personne ne bâtit Rome comme Néron, auteur de la célèbre phrase à l'endroit de son peuple : *« qu'ils me haïssent s'ils veulent, pourvu qu'ils me craignent »*.

Plus près de nous, le colonisateur justifiait sa férocité en nombre de routes construites, en écoles ouvertes, en dispensaires installés. Ces réalisations étaient brandies pour justifier la confiscation des libertés, des droits (même à la vie) et la réglementation de l'injustice la plus inhumaine qui ravale l'Homme au rang de la bête.

Il n'y a aucune dictature qui ne puisse point être justifiée au départ. Seulement, ce qui est propre à toute dictature, sous tous les cieux, de Néron à Hitler, de Idi Amin Dada à Maïnassara du Niger, se résume en deux points capitaux :

- *Toute dictature est appelée à croître.* L'Histoire des hommes ne nous a jamais parlé de petite dictature, de demi-dictature ou même de semblant de dictature. Toute dictature incapable de croître disparaît. Quand elle sommeille, c'est tout en grandissant et son réveil est toujours fulgurant, fracassant. Quand elle végète, c'est tout en croissant quand même ;
- *Toute dictature n'apporte que ruine et désolation,* Quelles que soient les constructions qu'elle réalise, quels que soient les services qu'elle prétend rendre au peuple, quels que soient les biens qu'elle lui apporte. Parce qu'à la fin de chaque dictature surgit le chaos qui en est le pendant et le corollaire.

Comme le disait cyniquement un écrivain vénézuélien : *« Les plus chanceux sous une dictature sont ceux qui sont les premiers à être exécutés. Ils bénéficient de tombes et de larmes »*. Parce qu'après on n'a plus le temps de donner une sépulture digne de ce nom aux autres, encore moins de leur consacrer des larmes.

Une leçon est à retenir : battons-nous pour éviter la dictature à notre peuple, parce que personne n'en sortira. Personne !

C'est pourquoi nous n'avons pas peur de choquer les sensibilités. Malheureusement, l'histoire de la IV^e République nous donne raison. Une dictature s'installe au Burkina. Peu important les comparaisons du genre : *« c'est pire ailleurs »*.

Dites-vous aussi : *« c'est meilleurs ailleurs »*. Chacun vit chez soi...

Ceux qui soutiennent par exemple la décision du chef de l'Etat de régner à vie disent : « *C'est pire au Niger!* » Mais, plus proche de Ouagadougou, « *C'est meilleur au Ghana !* »

Aujourd'hui, tout le monde parle de la paix sociale dans notre pays, de la relative liberté d'expression, de l'absence de prisonniers politiques, de l'inexistence des meurtres, des assassinats et des disparitions. On s'en félicite. Mais rien ne garantit le non retour de ces fléaux. Tout prouve qu'un tel renversement serait encore possible.

On nous a dit : « *C'est fini. Le président Compaoré ne tuera plus !* » Sa visite au Vatican aurait confirmé son intention de bannir la violence de sa politique. Mais la manière cavalière avec laquelle il s'accapare des textes fondamentaux prouve que tout peut arriver. Et tout va arriver.

Aujourd'hui, il n'ignore pas que l'ensemble de son peuple a reçu sa gifle. Le peuple rumine sa colère. Le président Compaoré sait aujourd'hui qu'il écrase son peuple et qu'il y aura des réactions. Comment fera-t-il pour tenir son serment de ne plus tuer ? Comment fera-t-il pour éviter les événements nocturnes, les séquestrations, les tortures ? Comment fera-t-il pour commander et obtenir le « *moutonnement* » de son peuple ? En un mot, comment fera-t-il pour s'imposer aux intellectuels qui appréhendent les dimensions de sa doctrine et le drame qu'elle représente pour notre peuple ?

Une seule solution s'impose à lui : emprisonner, tuer, faire disparaître... Il n'y a pas d'autre alternative. Il n'y a jamais eu une dictature à moitié ! Il n'y aura pas une dictature inachevée au Burkina. Monsieur le président est bel et bien reparti pour la violence qui fera bientôt de nouvelles veuves et de nouveaux orphelins par dizaines.

Ni le pape, ni les cardinaux, encore moins les prières, n'y peuvent rien. Quand un seul homme choisit de dicter sa loi à tout le peuple, il ne s'aurait s'interdire de réprimer. Le président Compaoré a fait un choix. Il est total.

Requiem ! Requiem ! Requiem !

L'Indépendant n°183 du 11 février 1997

La Moboutisation

« Je défie quiconque de donner le numéro d'un compte bancaire, à travers le monde entier portant mon nom. Il n'y a rien ! Depuis des années on parle, on parle : « Mobutu est très riche ! » Je défie qui que ce soit de le prouver ! « Sourire narquois, la toque de léopard inclinée, le président zaïrois s'adresse aux journalistes qu'il incrimine à souhait ». C'est vous qui m'attribuer des sommes astronomiques à travers vos pages de journaux et vos images de télévision ».

La fortune du chef de l'Etat zaïrois ? Des milliards de dollars. Il serait l'homme le plus riche du monde. De l'avis de plusieurs spécialistes, chercheurs et hommes politiques, le président zaïrois, par le jeu des prête-noms et par le biais des sociétés entières, détiendrait la plus grosse fortune du monde. En une trentaine d'année, il aurait accumulé une fortune colossale dépassant la dette extérieure de son pays. Dans les années 1975 déjà, il prêtait de l'argent à son pays ! Et les zaïrois ont organisé des marches de soutien pour le remercier : *« Grâce à la gentillesse et au patriotisme du père-fondateur de la Nation, notre pays a bénéficié d'un prêt qui lui évite les humiliations que font subir les pays prêteurs... »*

Ce n'est point cette fortune seulement qui mérite que l'on s'y attarde, mais aussi la manière dont elle a été amassée. Plus on est riche, plus on cherche à amasser des richesses. Cela est connu.

Mais, dans le cas présent, peut-on un seul instant prétendre être responsable d'un pays et d'un peuple et chercher pendant toute une vie à bâtir une fortune personnelle au détriment de ce pays et de ce peuple ? Quel seuil de dégradation morale faut-il atteindre pour ne plus se soucier du peuple dont on est le représentant aux yeux du monde ?

Le cas de Mobutu n'est pas isolé en Afrique. Alors, nous nous interrogeons : A quel moment peut-on dire qu'un chef d'Etat africain a oublié jusqu'à l'existence de son peuple et se considère comme un étranger dans le destin de son pays.

Ces questions sont importantes lorsqu'on veut faire le diagnostic du régime en place.

Oui ou non, un chef d'Etat d'un pays africain a-t-il oublié l'existence de son peuple pour n'amasser que sa propre fortune ?

Oui ou non, lui et son entourage peuvent-ils conduire ce peuple dans une guerre civile, le voir souffrir de misère et s'en détourner pour bâtir leur fortune ?

A quel moment doit-on considérer qu'un dirigeant africain s'est « moboutisé » ?

Deux faits peuvent nous alerter de la « Moboutisation » d'un chef d'Etat africain.

Le premier fait est le refus de démocratiser réellement son pays. Cela se sanctionne par une autocratie, un culte du pouvoir sans partage et la férocité qu'on met à le conserver. Quand un chef d'Etat peut tuer sans sourciller ses adversaires politiques ou tous ceux qui refusent la gènesflexion, il n'a aucun scrupule à vider les caisses de l'Etat, à piller les richesses du pays pour bâtir sa propre fortune. Il se « Moboutise ».

Tout est lié. Si un chef d'Etat africain n'a aucun souci à violer la loi, la Constitution, les valeurs morales et culturelles de son peuple, il se « moboutise » à coup sûr.

Le deuxième fait qui doit alerter de la « Moboutisation » d'un chef d'Etat africain est perçu dans la gestion des biens publics par le régime tout entier. Quand un régime

« autorise » ses hommes à piller impunément les richesses du pays, quand les seules fautes punies par ce régime sont la subversion ou l'opposition contre ce régime ; c'est que le chef à la tête de ce régime se « *moboutise* ». Détourner les biens publics, se laisser corrompre ou corrompre soi-même deviennent des pratiques naturelles et acceptables. Quand un président se « *moboutise* », il n'a plus d'yeux ni d'oreilles pour s'occuper de ceux qui l'imitent.

Il est évident que, pour sanctionner les autres, non seulement il faut reconnaître que leurs actes constituent des fautes, des erreurs ou des crimes, mais surtout il faut que ses comportements vous soient étrangers. L'exemple vient du sommet et est imité par la base. La vertu s'enseigne et s'impose par un comportement vertueux de la part de l'enseignant comme du chef.

L'épanouissement de la corruption annonce un degré élevé de la « *Mobutisation* » du chef de l'Etat et de son entourage. Le refus de la démocratisation véritable, avec un désir affiché de régner à vie, est le signe d'une « *Moboutisation* » très avancée du chef de l'Etat et de son régime.

Le Mobutu du Zaïre n'est pas seul. Dans plusieurs pays de notre continent, des responsables rusent avec les lois et la constitution pour régner à vie. Ils pillent et trompent leur peuple comme Mobutu. Dans de nombreux pays à travers le continent, des chefs d'Etat refusent toute alternance, bâtissent des pouvoirs autocratiques et monarchiques. Ils pillent leurs pays et amassent des fortunes personnelles à l'étranger. Dans les régimes africains, telle serait donc l'ultime question : le chef de l'Etat ne se « *Mobutise* »-t-il pas ?

La réponse peut être vite trouvée, pourvu que l'on s'interroge. Prenons en seulement la peine.

***L'Indépendant* n°193 du 22avril 1997**

Suicidaire fatalisme

Aujourd'hui, en dehors d'un régime strictement militaire comme au Nigeria, et à l'exception du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Cap Vert et de la Guinée-Bissau, tous les Etats d'Afrique de l'Ouest sont dirigés par des militaires qui, arrivés au pouvoir par la force des armes, ont réussi à se légitimer par les urnes ».

Ainsi par le Dr. Akouété Akakpo-Vidah, représentant du centre international des droits de la personne et développement démocratique lors du dernier séminaire régional sur le « *Rôle des forces armées et de sécurité africaines dans le processus démocratique* ». Tout cela peut être résumé en deux traits : prendre le pouvoir par la force et le légitimer par les urnes. L'essentiel demeure donc l'accaparement du pouvoir. La légitimation est ensuite un jeu d'enfant.

L'Afrique de l'Ouest marche à reculons, à cause de ces démocraties militarisées. Cela nous ramène à réfléchir sur notre propre attitude vis-à-vis des situations politiques que nous vivons. Le problème de l'anti-démocratie des officiers supérieurs qui ont accédé au pouvoir est si souvent posé qu'il en est devenu banal à nos yeux.

La question qui est ici soulevée est celle-ci : sommes nous capables en Afrique de nous ériger de façon durable pour la résolution d'un problème, d'une situation et de nous battre jusqu'à son changement ?

Nous vivons ce drame à l'Indépendant. Des lecteurs nous écrivent ou nous disent : « *vous dénoncer toujours les mêmes choses !* » C'est vrai, mais un problème est-il résolu dès lors qu'il est dénoncé ? N'est ce pas du fatalisme que de le croire ?

Et ce trait de caractère semble nous être commun en Afrique de l'Ouest, la rengaine fatale est celle-ci : « *On a déjà entendu cela. Cela a déjà été dit !* » Et comme cela a été déjà dit et répété, on passe l'éponge, on se détourne. Tout est bien désormais. Dès que l'on a fini de dénoncer, on a fini de tout résoudre.

Nous en sommes tous à ce niveau d'attentisme et de fatalisme. « *C'est comme ça. On n'y peut rien* », dit-on parfois en guise de conclusion.

Nous devons accepter de nous juger, de nous culpabiliser dans la dramatique situation des pseudo-démocraties que nous vivons en Afrique et qui nous sont imposées par d'anciens officiers putschistes. Les présidents-militaires arrivent par le putsch et se légitiment par les urnes. Mais, à leur décharge, il ya aussi ceux qui votent pour eux et ceux qui les soutiennent. Plus loin, il ya ceux qui les diabolisent mais refusent de combattre leur système.

Tous nos Etats vivent le même drame et tous nos peuples commettent les mêmes erreurs. Seuls le Ghana et son peuple ont montré qu'il était possible de sortir indemne de cette situation. La classe politique de ce pays a réussi à imposer au président Rawlings, capitaine d'aviation, une limite du mandat présidentiel. Cela signifie que si ailleurs les choses ne vont pas bien, c'est parce qu'on dénonce et qu'on se contente seulement de dénoncer. C'est parce que dans les pays comme la nôtre, la dénonciation semble suffire à effacer le problème. « *Je dénonce, donc je suis* ». La lutte elle-même est ignorée. Nous nous en détournons. Et la dénonciation intervient seulement comme une drogue qui suffit à effacer nos réalités.

Si nous prenons le cas du Burkina, dans tous les milieux où on parle de politique, on entend toujours : « *chez nous, ce n'est pas la Démocratie. C'est une pseudo-démocratie* ». On le savait depuis 1991... Nous l'avons accepté d'une manière ou d'une autre. Nous n'y pouvons rien. Nous acceptons tous, nous assumons tout. Nous disons : « *Tout cela va finir un jour* ». Fatalement. Comment ? La question demeure.

Or, « *une société qui choisit de fermer les yeux sur ses propres problèmes est une société décadente* », soulignait Aimé Césaire. Les Africains dénoncent, ensuite ils ferment leurs yeux. Parfois même, nous les fermons et nous taisons. Satisfaits ! Nous plongeons dans la violence sans le savoir ! Notre sous-développement découlerait-il alors de notre incapacité à poursuivre nos luttes, quelles qu'elles soient, jusqu'au bout ? Tous, autant que nous sommes, de façon individuelle comme collective, nous ne menons pas nos efforts à terme.

Que nous prenions le domaine social, politique, moral ou économique, nous restons le plus souvent au niveau du constat et de la dénonciation. C'est notre tare. « *Ca ne va pas, ce n'est pas bon pour moi et pour nous* ». Et on tire un trait. Mais se convaincre et mener la lutte jusqu'au bout, nous en sommes incapables. Gouvernants comme gouvernés, nous présentons la même tare : notre incapacité à aller jusqu'au bout de nos combats. Nous sommes fatalistes.

Alors, nous nous contenterons toujours de dénoncer ces militaires qui viennent par les armes et qui se légitiment par les urnes pour nous imposer leurs affres de la dictature. « *On n'y peut rien !* »

Quand un homme ne peut pas lutter pour lui-même, il ne saurait le faire pour son peuple. Un homme qui se contente de dénoncer ou de fermer les yeux sur ses propres problèmes ne peut pas se battre pour ceux des autres.

Le discours du docteur Akouété nous interpelle, nous qui vivons sous le règne d'un président venu au pouvoir par les armes et qui s'est légitimé par les urnes. Il est grand temps de nous interroger : tout en bannissant la violence qui n'a jamais constitué une solution (même mauvaise), comment pouvons-nous travailler, lutter pour aboutir à un monde de justice, de paix et d'égalité dans la Nation ?

En attendant il ya une seule tare que nous devons abandonner : Ce fatalisme suicidaire qui nous empêche d'aller jusqu'au bout de la résolution de nos problèmes.

L'Indépendant n°205 du 14 juillet 1997

LE POUVOIR DE L'ARGENT

Des feuilles pour la résolution

Dans nos villes comme dans nos campagnes, le phénomène est de plus en plus perceptible : la paupérisation est presque générale. Des couches sociales jadis rattachées à la petite classe des privilégiés en sont aujourd'hui exclues ou sont en voie de l'être. C'est bien le cas des salariés compressés, des étudiants sans bourse, des travailleurs en sursis... Economiquement le phénomène n'est pas nouveau, tout comme ses conséquences sociales. L'Histoire nous apprend qu'il annonce l'ère des transformations importantes qui peuvent être des révolutions. Tout dépend de l'intelligence du noyau de riches qui va demeurer après les bouleversements...

Parlant concrètement de notre pays, le phénomène connaît une accélération vertigineuse avec le Programme d'Ajustement Structurel qui, par le simple fait de n'être pas initié par nous, ne va pas à notre rythme. Il va sans dire que l'essoufflement ou l'asphyxie est au bout de la ligne. C'est dans ce contexte qu'a émergé et s'est solidifié le noyau de nouveaux riches dont l'ascension économique n'a été qu'un corollaire du succès politique.

Ces nouveaux riches sont au four et au moulin : ils achètent tout, sont impliqués dans toutes les affaires... et nomment l'opportunité qui leur tombe dans les bras un « *dynamisme* » et un « *sens des affaires* ». Ce sens des affaires insensées les amènent à se comporter exactement comme les tout premiers capitalistes en Europe ou la grande classe des riches propriétaires fonciers du début de ce siècle en Amérique latine : ils s'enrichissent de la pauvreté autour d'eux. Dangereusement !

Leur intelligence, c'est-à-dire leur salut, consiste à comprendre le danger d'être seuls riches au milieu d'un peuple de très pauvres.

Nous entendons parfois la sottise suivante : Ces nouveaux riches sont des nationaux. Mieux vaut encore un national qui achète ce qui est bradé ici qu'un étranger qui va rapatrier tout chez lui.

Comme s'il n'y avait pas d'autre solution que de brader les entreprises et mettre des travailleurs au chômage. Comme si ces nationaux qui ont extraverti toute notre économie n'étaient pas des « *étrangers* » sur leur propre sol.

La transformation historique ou la révolution (Nous ne parlons pas de violence gratuite ou d'expropriation au profit d'autres propriétaires ; nous parlons de changement profond du système social comme dans certains pays ou l'ensemble de la communauté à des devoirs vis-à-vis des démunis) viendra sans doute de la domination politique qui complètera l'écrasement économique : le système ploutocratique est né au Burkina Faso en cet an de grâce de programme d'ajustement structurel.

Qui a les « feuilles » a le droit. Pour le moment !

L'Indépendant n°14 du 02 novembre 1993

Le nouvel esclavage

Les chaînes les plus féroces de l'esclavage ne sont pas celles que l'on porte aux poignets ou aux chevilles, mais plutôt celles qui ligotent l'esprit. Un esprit fagoté est plus inerte qu'un membre ficelé. Pire, il absorbe telle une éponge sèche tout ce qui lui tombe dessus et peut s'infiltrer à travers les pores béants de son corps.

Ainsi la colonisation a distillé, pendant un siècle, dans nos esprits enchaînés, l'image dévaluée (le mot est à la mode) du colonisé par rapport à son maître. Assimilés, nous avons assimilé.

Aujourd'hui, nos esprits portent ou sont menacés de porter une autre grande chaîne : l'argent. Loin de nous les considérations religieuses ou philosophiques selon lesquelles « *l'argent ne fait pas le bonheur (de ceux qui ne l'ont pas, ajoutent les mauvaises langues)* », « *l'argent c'est l'instrument du Diable* », « *l'argent est un bon ami mais un mauvais maître* ».

Nous voulons parler de cette théorie chère aux économistes des temps modernes : le pouvoir libérateur de la monnaie. Entendez l'argent. Mais ce qui libère peut être aussi source d'esclavage. C'est bien là la dualité du monde, l'autre face de la médaille.

Comment se renferment les chaînes de l'argent sur nos esprits en Afrique ?

Le procédé est simple et vérifiable. Chaque fois que l'argent surgit dans un esprit en jachère, c'est-à-dire qui ne s'appuyait réellement sur rien de véritablement solide pour exister (religion, idéologie), ses atroces chaînes se referment, faisant du nouveau riche un éternel esclave.

Le phénomène est bien connu chez nos hommes politiques en Afrique. Lorsque l'argent surgit chez certains, il a tôt fait de balayer l'embryon rachitique de l'idéologie politique (surtout dite de gauche), hâtivement fixée par la pauvreté et la misère. Le nouvel esclave ne croit et ne jure que par l'argent. L'argent est au commencement et à la fin de sa pensée et de son action politiques. Il constitue le principal, sinon le seul matériau pour sa stratégie politique. Quand il n'achète pas, il vend. Quand il n'achète pas, il vend. Quand il ne vend pas, il achète.

Pour ce nouvel esclave, malheureusement responsable politique, à la lisière du luxueux royaume de l'argent commence la ténébreuse frontière de la subversion et de l'opposition au régime. En terme simple, on ne peut négliger l'argent que pour lui préférer la subversion de ceux qui envient le vôtre.

Les esclaves de ces esclaves sont ivres de sang à travers le continent, car pour défendre leurs maîtres (esclaves de l'argent), ils sont capables de nager dans un torrent de sang. Allègrement.

La leçon est la suivante : le crédit qu'il faut accorder à un régime politique est inversement proportionnel au degré d'avertissement de ses dirigeants vis-à-vis de l'argent.

Les esclaves obtenant le pouvoir finissent toujours tyrans. La règle a rarement une exception. Pour s'en convaincre, il faut jeter un simple coup d'œil sur les régimes africains. Le malheur de l'Afrique vient de ce nouvel esclavage.

L'Indépendant n°31 du 08 mars 1994

Comme le voisin

L'homme était pauvre, pauvre à puer la misère. C'est alors que lui apparut un génie : « *Mon fils je suis très sensible à ta misère. J'ai décidé de te donner tous les trésors et toutes les richesses que tu me demanderas. Tu auras tout ce que tu veux sur le champ, si tu me le demandes.* » Le pauvre homme était tout heureux. Enfin, il allait être riche. Il jubilait, se trémoussait en pensant à tout ce qu'il allait demander. Le génie apporte toutefois une précision à son offre : « *je vais te donner tout ce que tu vas me demander, qu'elles qu'en soient la quantité et la qualité. Seulement je vais donner le double de ce que je vais te donner à ton voisin. Tout ce que je ferai pour toi, je ferai le double à ton voisin.* » Le pauvre homme parut triste tout d'un coup. Faire à son voisin le double de ce qu'on lui fera ? Qu'elle désastre ! Le pauvre homme réfléchit un instant et s'exclama : « Génie, crève-moi un œil. »

Cette histoire banale traduit un état d'esprit qui est à l'origine de bien de drame dans nos pays : vivre par rapport aux autres. La vie *au rétroviseur*. On surveille. Qui avons-nous dépassé ? Qui est derrière nous ? Surtout, qui veut nous dépasser ?

Cet état d'esprit aurait eu un côté bénéfique si cette concurrence de village se déroulait sur des bases saines : le voisin travaille cinq heures par jour ; nous nous engagerons à travailler dix heures pour avoir plus de gain que lui...Hélas ! Cet côté, efforts intellectuels ou physiques, n'intéresse personne aujourd'hui dans nos pays. Encore moins le côté moral.

Tout le pillage des biens publics que nous vivons au Burkina Faso, toute la corruption et la gabegie dont souffre notre pays, vient de cette vie *au rétroviseur*. L'autre, le voisin, est passé de motocyclette à la Patrol. Son train de vie a connu une ascension vertigineuse. Nous savons que cette métamorphose brutale ne s'est pas faite sur des bases saines. Cela nous importe peu. Ce qui nous intéresse c'est de faire au moins comme lui ou, plus, de le dépasser, s'il le faut coûte que coûte.

Or il n'y a qu'une seule voie aujourd'hui au Burkina pour réussir cette métamorphose de conte de fée qu'ont opérée et qu'opèrent les nouveaux riches et tous les aspirants à l'enrichissement immédiat : la politique.

La politique !

On s'y engouffre comme dans une case. Le voisin ou l'autre servant d'exemple. On prostitue son intellectualité et on assassine froidement sa conscience. Tout est bon pour être comme le voisin ou comme l'autre. Il faut aller vite. Très vite. Nous sautons les étapes : en politique par exemple, il faut se battre parfois des dizaines d'années, voire même toute une vie, pour s'imposer. Inutile ! Nous prenons le raccourci, en adhérant au parti le plus puissant, nous soutenons la politique de l'homme fort qui est au pouvoir. Tant pis si lui-même n'arrive pas à définir sa propre politique. L'essentiel est d'être comme l'autre, le voisin, qui le soutient. C'est bien là toute la raison de vivre, l'unique raison pour laquelle des hommes et des femmes bradent leur dignité et des cadres supérieurs sacrifient leur intellectualité en soutenant des politiques axées sur le mensonge et la corruption. Une non-politique déplorable.

Le drame est que dans cette vie *au rétroviseur*, nous oublions une chose essentielle : nous foulons au pied l'avenir de tout un pays en voulant être simplement *comme le voisin*.

L'Indépendant n°53 du 26 juillet 1994

La richesse de la pauvreté

« *L'argent ne fait pas le bonheur... de ceux qui ne l'ont pas* ». A cette boutade du célèbre comédien français Coluche, répond une autre de l'intellectuel béninois Albert Tévoedjre : « *Pauvreté, richesse des nations* ». Quand au grand penseur noir américain Borgy, il résumait sa vie mais aussi ces deux pensées en disant : « *Je suis riche de rien du tout et rien du tout c'est plein de richesse pour moi. Je n'ai pas de mulet, je n'ai pas de voiture ... Je n'ai pas de tracas.* »

Mais, concrètement, dans notre vie de tous les jours, en ces durs moments où le pouvoir d'achat chute vertigineusement et sans arrêt ; en ce durs moments où le chômage frappe inexorablement pendant que les perspectives de l'emploi fondent comme beurre au soleil ; en ces moments où des familles ne peuvent plus payer la scolarité de leurs enfants, voire leurs ordonnances, peut-on être riche de rien du tout et être heureux ?

La pauvreté peut-elle être une richesse ?

A première vu, la réponse est non. Un non catégorique. Pourtant, toutes ces pensées sont mûres et requièrent notre attention.

Dès que nous cessons d'être riches dans notre pauvreté, des nantis s'enrichissent de notre dénuement. Nous devons être riche de notre *rien du tout*, le transformer, le modeler, le broyer afin qu'il devienne *riche de tout*.

En ces pénibles moments, la tendance, l'instinct est de vendre notre pauvreté, au moins offrant parfois, aux marchands d'illusions et de promesses souvent, orfèvres d'une politique génératrice de pauvreté et assassine des peuples.

Nous devons être riche de notre pauvreté : qu'est-à-dire ? Simple : nous devons assumer notre pauvreté, pas avec la passivité et la résignation de l'esclave. Mais nous devons la faire nôtre et la gérer dans un combat quotidien, notre combat, le combat.

Nous devons vivre intensément notre pauvreté, la polir, l'embellir, pas dans un orgueil idiot qui consiste à dire : « *Je suis pauvre, mais je suis fier de moi. Je suis pauvre, mais je défie les riches. Je suis pauvre, mais je peux faire comme les riches.* » Nous montrons par ces propos que nous subissons notre pauvreté, nous en sommes complexés.

Gérer sa pauvreté, l'assumer, la polir, l'embellir, en être riche ; C'est simplement en être conscient et se battre pour en tirer le maximum de richesse grâce au travail qu'elle nous impose chaque jour. Le travail.

Etre riche de sa pauvreté, c'est ne jamais céder à la tentation facile de « *vendre l'Etre du profit de l'Avoir.* » Tous les bonheurs ont créé la joie. Mais la richesse de la pauvreté assure la plénitude de l'Homme. Faisons-en une raison de vivre. Le combat.

L'Indépendant n°63 du 04 octobre 1994

La haie

*Savez-vous ce que l'argent représente dans un pays pauvre ? L'argent dans un pays pauvre et l'argent dans un riche, ce sont deux choses bien différentes. Dans un pays riche, l'argent est un bout de papier avec lequel on fait ses courses... Dans un pays pauvre, l'argent est une haie toujours fleurie, merveilleuse, qui fait rêver, et qui vous sépare de tout. A travers la haie, on ne voit pas ramper la pauvreté, on ne sent pas la puanteur de la misère, on n'entend pas la voie des laissés-pour-compte. Mais vous savez que ça existe, et vous êtes fier de votre haie... » (in Kappuscinski, *Le Négus*).*

La haie. Notre démocratie est derrière une haie fleurie. En considérant les élections municipales qui viennent de se tenir dans notre pays, il n'y a plus de doute : l'argent fait désormais l'office de programme politique au Burkina. C'est le meilleur argument pour tout politicien qui veut des voix. C'est une règle générale perturbée par quelques exceptions –rarissimes– d'intégrité. L'argent, c'est l'argument au pays « *des hommes intègres* ».

Soit ! C'est normal. Le Burkina n'est pas le seul pays où l'argent absout tous les crimes. Ici, comme ailleurs, il n'a pas d'odeur. Ni le sang qui a giclé à flots des corps par les trous des kalachnikovs ou des mitrailleuses, ni la bave et les urines des torturés à mort ne laissent un relent. La haie demeure fleurie. Sans odeur.

Cependant, toutes les fleurs vivent l'espace du matin. Le soir venu, elles se fanent. Et elles vont se faner. Tel est leur destin.

Parce que ces genres de haies qui les abritent ne résistent pas au Temps.

Parce que tous ceux qui ont bâti leur avenir politique sur l'achat des consciences, comme sur la terreur, ont toujours échoué. Lamentablement.

Parce que l'argent, comme tous les autres biens matériels, crée en l'Homme un besoin inassouvi, insatiable. Plus, plus, et encore plus. L'homme corrompu est un maître chanteur. Les dons passés ne comptent pas.

Certes, une myopie intellectuelle peut déboucher sur ce raisonnement : Dans un pays de plus en plus pauvre comme le Burkina, il suffit et il suffira d'avoir de l'argent pour faire taire tout le monde, pour avoir tous les Burkinabè dans sa poche.

Nous avons même annoncé l'avènement de cette ploutocratie, c'est-à-dire ce règne de l'argent, en se basant sur la paupérisation quasi générale de nos populations. Mais nous avons oublié d'ajouter que la ploutocratie, qui se fonde sur la misère du plus grand nombre, sera obligée de s'appuyer sur la violence pour exister. Elle est elle-même violence. Or la violence est le premier signe de la faiblesse. Quand les « forts » sont faibles, ils s'abritent forcément derrière une haie.

On affirme souvent détenir le pouvoir au moment où on commence à le perdre. La haie, sous la pression du plus grand nombre, s'écroule alors. Une haie, ça se brise toujours.

L'Indépendant n°82 du 28 février 1995

Le vernis

L'enveloppe, la couverture, l'emballage, bref, le vernis.
Une société de vernis. La nôtre !

Nous tenons au vernis, à l'emballage. A tous les niveaux et sur tous les plans. Sur le plan moral, par exemple, nous sommes nombreux à vitupérer contre les détournés de deniers publics. Nous sommes légion à fermer nos narines au passage des tenants du pouvoir et à hurler que le régime est pourri, corrompu, voleur et népotiste.

Mais, au fond de l'enveloppe, en grattant le vernis, nous nous découvrons rasant les murs des couloirs, hantant les bureaux de ces pourris et de ces corrompus pour solliciter un bon d'essence ou un billet de banque... ou tout simplement pour demander de couvrir un détournement ou d'enrayer une action en justice contre un parent, un ami ou un complice. Une fois satisfaits, nous revêtons l'emballage, nous ressortons brillant de tout notre vernir, pour dénoncer les pourris et les corrompus qui pillent et tuent le Burkina.

A l'analyse de la situation de notre pays, il faut s'interroger sur notre comportement général. En effet, tout le monde crie au vol, au pillage, aux détournements impunis et aux méfaits de la politique des feuilles. Mais le régime corrompu jouit-il seul des fruits de la corruption, des vols et des détournements ? Le pouvoir choisit-il tout seul d'être népotiste, d'être corrompu de consciences ? Envoie-t-il la police ou la gendarmerie remettre les dons, aides et enveloppes ? Questions.

Chacun de nous présente un emballage propre, un vernis de qualité. Nous constituons à une société de théâtre et de cirque.

Sur le plan économique, l'emballage brille de mille et un feux. Malgré la situation économique désastreuse, voire catastrophique, pour les salariés et les non salariés, nous ne constatons pas de grands changements dans les comportements de beaucoup de burkinabè des villes. Malgré la dévaluation du franc CFA et ses conséquences, les « *pagneuses* » de Wax hollandais font d'excellentes affaires et les « *au revoir la Belgique* » continuent d'affluer. Les brochettes et la bière à 10 heures gardent la même chaleur et la même fraîcheur.

« *Les choses sont devenues très dures* », mais la fumée des maquis et des buvettes, avec ses forts relents de piment et d'huile brûlés, continue à envoyer ses mêmes volutes dans les airs, annonçant les carpes de la Kompienga.

Cette politique de vernis ou de l'apparence est encore plus développée au niveau de nos responsables. La seule chose qui tienne chez eux, c'est le désir (disons, la passion) de régner et de mourir au pouvoir. Leurs discours, qui rappellent de temps en temps au peuple qu'il a des dirigeants, ne sont que du vernis, un emballage solide pour leur propre préoccupation : vivre ! Leurs soucis : le sexe, les boissons rares et le calcul de leur fortune tout en se gavant de mets pantagruéliques.

A leur décharge : notre cirque à nous, notre théâtre, notre vernis, notre emballage. Aujourd'hui, rien ne peut faire croire réellement à nos responsables que la majorité est très mécontente et découragée par le pouvoir en place. Rien ne peut les convaincre que la situation est explosive. Rien ! Absolument rien !

Quand un régime arrive à se convaincre que tout ce qu'un peuple a de plus représentatif (intellectuels, artistes, religieux) peut s'acheter comme de la banane, il est illogique de lui demander une autre chose que de régner dans le vernis.

Pour gagner le salut de ce pays, quittons notre emballage, abandonnons l'enveloppe, ayons le courage de nous dire : nous sommes tous complices dans ce vernis.

***L'Indépendant* n°112 du 26 septembre 1995**

La chute

Grands et petits, riches et démunis, chacun se dit préoccupé par le développement de la corruption. Une phrase récurrente traduit toutes ces inquiétudes : « *C'est grave, cette histoire de corruption !* »

Lorsqu'on sait que, traditionnellement, les Africains en général, et les Burkinabè en particulier aiment dire que « *ca va !* » (Même quand parfois, visiblement, ils sont dans les flammes), il ya de quoi s'inquiéter quand un Burkinabè accepte de dire ouvertement d'un phénomène : « *C'est grave !* »

Et cette expression revient fréquemment quand on parle de la corruption. Il semblerait que nos autorités en soient arrivées à la phase de la question essentielle qui sied en pareilles circonstances : *Que faire ?*

La réponse est logique : il faut faire cesser la corruption. C'est aussi simple que cela. Par le « Décret n°...PRES/ .../ *Il est mis fin à la corruption au Burkina Faso. Tout contrevenant s'expose à de lourdes peines...* » Simple !!! L'Etat est fort, il décrète, il met tout le monde au pas, il a le monopole de la violence pour les récalcitrants. Il a créé une police et une armée pour s'en servir. Alors, il n'a qu'à s'en servir. S'il le veut, à partir de cet instant, il met fin à la corruption. « *Le président de la République du Burkina, par un décret, vient de mettre fin à la corruption dans son pays* », reprendront tous les medias nationaux et étrangers. Facile ! Très facile !!!

Que faire ? IL n'ya que cela à faire, logiquement. Décréter la fin de la corruption.

Mais si ce n'était que cela... S'il suffisait simplement de désirer pour pouvoir...

Le régime du président Compaoré commence-t-il à comprendre que la voie empruntée est celle de la perdition ? Nous croyons qu'il ne le sait pas. Ou qu'il ne le croit pas. Comme tous les citoyens de ce pays qui subissent la corruption, les hommes au pouvoir aussi s'en plaignent : « *C'est vrai, il faut qu'on résolve le phénomène de la corruption. Maintenant, c'est trop* ». Cela semble vouloir dire qu'avant c'était mieux, que c'était mesuré, qu'il s'agissait d'une corruption honorable. Mais maintenant...

Le pouvoir sait ce qu'il fait. Il doit être instruit de la sagesse africaine qui dit : « *L'homme mûr regarde là où il a trébuché et non là où il est tombé* ». L'obstacle, cause de la chute, reste là où on a trébuché. Le lieu de la chute peut être un terrain lisse.

Et le président Compaoré, dans cette chute qu'est la corruption, sait qu'il a trébuché d'abord en lui-même. Ce fut ensuite le tour de son entourage immédiat et éloigné. L'obstacle majeur et originel était là, bien implanté.

Il était fait de la volonté d'amasser de l'argent, encore de l'argent, toujours de l'argent, plus ce désir épicurien de jouir de la vie dans tous ses aspects. Cette volonté farouche que rien ni personne ne devrait pouvoir arrêter de faire toute la vie un « *samedi soir sur la terre* », pour emprunter l'expression de Francis Cabrel. Alors, rien ni personne n'arrêta cette volonté. Tout est né de là.

Dans cette philosophie, le peuple n'a pas eu de place. Le devoir et la responsabilité non plus. C'est bien là que le pouvoir a trébuché pour chuter plus loin dans le sable mouvant de la corruption.

Ce n'est point pour donner ou de proposer des solutions que nous écrivons. Le pouvoir actuel est sorti d'une révolution. Même s'il n'y croyait pas, il s'avait au moins qu'il ya autre chose que la vie pour soi, tout à moi, tout en moi, rien que moi. Il ya eu un choix. Le président Compaoré et son régime ont choisi.

Nous tirons une seule leçon des inquiétudes exprimées par les uns et les autres devant le développement fulgurant de la corruption. Une leçon de taille qui vaut pour chacun de nous. Et pour mieux la saisir il faut considérer le phénomène dans tous ses aspects.

La corruption n'est pas tombée du ciel, tout d'un coup. Nous avons assisté à son développement. Nous avons encouragé, tous autant que nous sommes, sa croissance par notre silence, notre indifférence ou notre participation. Et nous avons trouvé, au départ, des excuses, ou plus exactement une excuse suprême : *« la corruption est partout »*. *« C'est un phénomène mondial. »* *« Chez nous encore, ça vaut mieux qu'ailleurs. »* Nous sommes aujourd'hui victimes des comparaisons.

Dans la vie des individus et des peuples, les échecs viennent souvent des comparaisons. Quelle que soit la situation d'un homme, il doit éviter de se satisfaire dans la comparaison. Nous avons appelé cela la vie *au rétroviseur*, qui permet de surveiller la marche des autres. *« Je suis corrompu. Mais je ne suis pas seul. Et au sommet de la pyramide, c'est l'enrichissement tous azimuts »*.

La conclusion s'impose : *« Je ne suis pas le seul »*.

Comme s'il suffisait de ne point être le seul pour tout justifier.

S'il en était ainsi, pourquoi nous plaindrions-nous ? Individuellement, chacun de nous n'est point le seul corrompu. Le Burkina connaît la corruption comme le Bénin, la Côte d'Ivoire... Nous ne sommes pas seuls, il n'ya donc pas à se plaindre. Pourtant, c'est ce que nous faisons.

La perdition des individus et des peuples naît des comparaisons mal placées, comme si chacun de nous n'avait pas une conscience et une volonté lui permettant de juger. En poursuivant cette logique, nos dirigeants ont bel et bien raison de nous priver de la Démocratie : ils ne sont pas les seuls à adopter cette politique de la pseudo-démocratie. Et logiquement, nous ne devons pas nous plaindre : nous ne sommes pas les seuls à les subir.

C'est par là que nous avons trébuché. C'est notre point de chute. Il faut se relever.

L'Indépendant n°215 du 07 octobre 1997

L'exclusion

Dans la brume d'un certain matin de 1997, des enfants de 06 à 15 ans étaient descendus de leurs « favelas », ces bidonvilles accrochés au flanc des hautes montagnes de Rio de Janeiro, comme des nids de tisserins. De ces maisons faites de vieilles planches, de tôles cabossées et de carton, où les hommes et les cochons dorment dans les mêmes chambres, ils déferlaient tôt le matin sur les riches quartiers de Rio pour fouiller les poubelles et ramener leurs contenus dans la montagne. La pitance des habitants de « favelas »...

Mais, ce matin-là, ils n'atteignirent pas les poubelles. Ils furent cueillis par un feu nourri de mitraillettes et de kalachnikov : les riches brésiliens, sentant le danger que pouvaient constituer plus tard ces enfants de la misère, avaient organisé des « escadrons de la mort », pour éliminer physiquement tous les enfants des rues de Rio de Janeiro. « Il faut éliminer la vermine avant qu'elle ne grandisse. » Tel était le slogan. Ni la police ni l'armée ne sont intervenues. C'est les enfants de « favelas » ; Ce n'était qu'eux. Ce n'était rien. Le massacre fut institutionnalisé ce matin-là.

La mitraille, voilà ce que les riches Brésiliens, tels que nous les présentent les feuilletons à la télévision, ont tourné contre les enfants d'une même mère : la misère. Comme le dira publiquement un des animateurs de « *ces escadrons de la mort* » : « *Nous avons honte et peur à la fois de ces enfants de la rue.* »

C'est vrai, au Brésil comme au Burkina, nous avons honte, dans certains milieux, de ces slogans vivants de la misère en tendant des boîtes en guise de sébiles, ou en présentant leurs infirmités montrent, à chaque carrefour, que tout ce que nous appelons avec fierté « *progrès social* », « *croissance* », « *développement* » ne sont que vues de l'esprit. Et nous avons honte de cette contradiction qui s'étale en pleine rue.

Lorsque nous balayons et astiquons nos rues fleuries. Lorsque nous tentons d'effacer la misère à coups de buildings et de villas huppées au bord de nos rues, lorsque nous nions la pauvreté absolue du Burkina en nous pavanant avec des voitures rutilantes, nous avons honte des « *slogans vivants de la misère* » qui hantent nos rues et montrent le contraire de nos prétentions surtout aux étrangers.

Ce n'est pas par hasard si lors du « *Sommet France-Colonies* », on a évacué les mendiants de la ville de Ouagadougou. Balayé ! Nous avons honte de notre pauvreté, de notre misère. Alors, il faut balayer ces « *slogans vivants* ». Mais pas à coup de kalachnikov comme au Brésil, car ils sont moins nombreux qu'au Brésil et Ouagadougou est un tout petit village à côté de la gigantesque mégapole qu'est Rio.

L'important, c'est ce que nous pensons, ce que nous avons dans la tête. Oui ou non éprouvons-nous, à des degrés différents, une peur, une révolte ou une simple gêne vis-à-vis de ces slogans de la misère qui encombre nos rues ?

A leur vue, les réactions de l'homme de la rue vont du don de l'aumône à l'indifférence générale en passant par la réprobation du genre : « *Allez travailler !* » Facile !

A quoi voulons-nous aboutir en ouvrant les poubelles de « *notre société* », pour emprunter une image aux « *escadrons de la mort* » brésiliens ? A deux choses.

Nous serons obligés tôt ou tard d'affronter « la petite vermine » qui grandira à nos pieds. Elle ne fouillera pas nos poubelles, mais nos maisons. Elle a déjà très bien commencé, et nous l'éliminerons, comme au Brésil, sous les applaudissements d'honnêtes citoyens qui saluent déjà la « *liquidation du grand banditisme* ». Ne leur dites surtout pas que la solution est ailleurs parce qu'ils disent qu'un bandit tué ne fait plus de hold-up. Tout comme l'enfant des « *favelas* » exécuté dans les quartiers riches ne pourra plus constituer un danger pour les nantis. Ne leur dites pas que vous ne défendez pas une position idéaliste ou tout simplement idéologique en préconisant d'autres solutions que la mitraille et le plomb.

La deuxième chose est la leçon des « *escadrons de la mort* ». Pendant quatre ou cinq ans après leur création, ils ont réussi à contenir les vagues des enfants déferlant des « *favelas* » vers les riches cités. Puis ce fut l'échec : les enfants ne descendaient plus des montagnes avec des sacs vides et des boîtes. Ils ont, eux aussi, formé leurs propres escadrons armés de fusils qui leur ouvraient la voie à coups de kalachnikov vers les riches cités, démontrant ainsi que nul n'a le monopole de la violence et de la haine, et que le plus fort n'est pas indéfiniment le plus fort.

Mais alors que proposons-nous comme solution ?

Nous ne perdons pas en étalage de propositions en guise de réponses. Le milliardaire américain Bill Gates disait dans le journal *the State*, repris par *le Monde diplomatique* du mois de décembre passé (p.21) : « *Distribuer son argent avec efficacité est aussi difficile que de le gagner.* »

Nous ne nous contenterons pas non plus de condamner simplement un système économique, comme le capitalisme. En reprenant l'exclusion du peuple de « *favelas* » suivie de la lutte entre « *escadrons de la mort* » orchestrés par les deux partis et en collant cette image à la réalité de la misère de notre pays, avec son cortège d'exclusion et de violence, nous visons un seul but : montrer que les « *favelas* » accrochés au flanc des montagnes et de leurs peuples, tout comme les « *slogans vivants de la misère* » qui encombrant nos rues à Ouagadougou sont issues de la même réalité : l'exclusion politique, mère de tous les exclusions.

Autant que les « *favelas* » sont marginalisées avec leurs habitants, autant ces mêmes habitants sont condamnés à subir la politique des riches. Au Burkina, les plus démunis ne sont pas seulement ceux qui tendent la boîte de tomate vide en guise de sébile : les plus affamés, les exclus, ne sont pas seulement « *les slogans vivants de la misère* » : ce sont les exclus politiques. Ce sont ceux qui sont condamnés à subir la politique d'un pouvoir-à-vie avec une classe politique éternelle.

Autant il est inhumain de reléguer l'habitant de « *favelas* » à vivre et à mourir dans la misère, autant il est criminel d'enfermer des hommes et des femmes dans un système politique où ils resteront indigents toute leur vie.

Et c'est le cas des burkinabés aujourd'hui. Nous sommes tous des habitants des « *favelas* » politiques. Nous sommes moins que les indigents de nos rues en la matière. Nous sommes exclus et condamnés à subir la politique du pouvoir... la loi des « *favelas* » politiques.

L'exclusion économique n'est qu'un pendant de l'exclusion politique. 1998 consacrera ce système des exclusions. Il ne restera aux plus forts qu'à créer « *des escadrons de la mort* » et aux plus faibles d'en faire autant. Peuples des exclus, c'est le matin !

Pour détruire le système, il n'ya que ceux qui le subissent. L'exclusion politique ne peut être vaincue que par les exclus eux-mêmes.
1998 annonce un certain matin.

L'Indépendant n°228 du 05 janvier 1998

LES RELATIOS NORD-SUD

Le destin au bout de la prévoyance

L'avenir fait peur. Lorsque nous considérons les batailles économiques qui secouent le monde actuel, nous devons avoir peur de l'avenir, le nôtre. Nous étions des exclus. Nous demeurons... pour longtemps, très longtemps dirons-nous, parce qu'il ne faut *jamais dire jamais*.

Simple feuilles mortes dans cette tempête économique, nous flânon, nous voltigeons sans point de chute précis, à reculons. Et lorsque nous jetons un coup d'œil à l'horizon, nous ne voyons que les nuages de désespoir et de misère qui s'amoncellent.

Notre pays, dans ce tableau, est malheureusement au premier rang. On a beau le rappeler, on a beau l'écrire, le peindre, le souligner, il demeure des burkinabé, nombreux, très nombreux, pour l'ignorer. Dans ce lot nous comptons malheureusement des responsables d'un très haut niveau, les R. L. (Responsables à responsabilité Limitée).

« *Le Noir est imprévoyant* », a dit Jules Ferry dans sa théorie coloniale. Critique colonialiste sans fondement scientifique sans doute ; mais d'un réalisme et d'un empirisme désarmants. Nous ne prévoyons pas souvent. Nous sommes toujours surpris.

Au niveau individuel, les Africains sont nombreux à ne pas comprendre qu'aucun de leur Etat n'est à même d'assurer, dans la situation actuelle, usant de la politique de l'heure, un avenir au peuple qu'il gère. Dans l'histoire des hommes, aucune nation n'a réalisé son destin en le confiant aux autres. Ceux qui se sont réunis à Bretton Woods en 1945 pour créer la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (F.M.I.) ont pensé à tout, sauf aux solutions à la grande misère de l'Afrique. Bêtise et idiotie que de calmer aujourd'hui que ces institutions n'ont pas une bonne politique à notre endroit. Et pourquoi l'auraient-elles, que diable ! Elles n'ont pas été créées pour cela.

Parmi les Etats, les pays africains sont une poubelle – au sens propre et au sens figuré – du monde entier. Dans cet enfer de protectionnisme le plus sévère et le plus hypocrite, dans ce monde de « *racisme économique* », où les peuples par continents, par régions joignent et soudent leurs intérêts, les pays africains sont ouverts à tous les vents, d'où qu'ils viennent, minables estomacs condamnés à ingurgiter toutes les mauvaises productions des autres : tabacs toxiques, alcools frelatés, conserves avariées...

Du temps de l'esclavage, nos grands-parents échangeaient des hommes contre des miroirs, des tissus et des perles ; aujourd'hui, nous détruisons notre épargne nationale pour acheter des objets de luxe et des « *voitures du futur* ».

Mais il n'est pas encore tard pour prévoir que notre manque de prévoyance nous prévoit des lendemains sans espoir.

Sans le plan individuel ou collectif, l'avenir appartient à ceux qui sauront prévoir. Au moins une prévision qui est à notre portée.

***L'Indépendant* n°20 du 14 décembre 1993**

Nous sommes à notre place

« Qu'est-ce donc que vous espériez quand vous ôtiez le bâillon qui fermait ces bouches noires ? Qu'elles allaient entonner vos louanges ? Ces têtes que nos pères avaient jusqu'à terre par la force, pensiez-vous, quand elles se relèveraient, lire l'adoration dans leurs yeux ? » S'interrogeait Jean-Paul Sartre dans Orphée Noire.

Nous répondons aujourd'hui : il ya dans leurs yeux la résignation. Celle de l'enfant auquel on vient retirer le biberon de la bouche ; celle du clochard sans abri qui regarde tomber les premiers flocons de neige annonçant l'hiver ; celle de l'esclave abandonnant son destin dans les mains de son maître qui s'apprête à le vendre.

N'accusons pas : la France n'est pas coupable de l'aggravation de notre misère qui suivra la dévaluation du CFA. Le F .M .I. et la Banque Mondiale n'ont rien à se reprocher.

Accusons : nous sommes coupables. Nous « *colons noirs* » du néocolonialisme français. Nous, valets qui avons pérennisé et pérennisons tout un système séculaire d'exploitation.

N'accusons pas : la France avait raison de tenir ses colonies à la laisse quand elles faisaient son poids dans le monde. Elle a raison de les lâcher aujourd'hui pour sauvegarder ses propres intérêts. Elle a raison.

Accusons : l'Afrique n'a connu de fils valeureux que ceux qui se sont battus et sont morts pour la plupart avant de voir même la pseudo-indépendance. Nous « *élites* » nous sommes d'une autre race. Celle de l'insouciance, de la facilité et du luxe.

Accusons ces africains indignes qui ont œuvré pour la désunion du continent, c'est-à-dire la mainmise de la France.

Accusons ces africains dits « *élites* » d'aujourd'hui qui se prélassent dans l'inconscience, l'insouciance et la paresse.

La France a raison depuis 1885, depuis Berlin.

« Jamais plus qu'ici, et jamais plus que ce soir, je n'ai compris combien c'est beau, combien c'est grand, combien c'est généreux la France », a déclaré le général De Gaulle au forum de Alger le 04 juin 1958 (*in Historia* « Après le 13 mai la Ve »). On ne saurait blâmer une Nation qui lutte pour sa pérennité, même au détriment de la vie d'autres peuples. Cet enseignement, on nous l'a donné dans les cales des négriers, dans les champs de canne à sucre et de coton, dans les champs de mines, sous le souffle de la mitraille. Nous l'avons oublié, négligé.

Dans ce monde, il n'y a pas de place pour les faibles, les vaincus et les irresponsables. C'est ce dernier enseignement que nous venons de recevoir à Dakar, capitale de l'Afrique Occidentale française (A.O.F), avec l'annonce de la dévaluation du francs CFA.

S'il ya une place pour nous, c'est certainement celle que nous occupons aujourd'hui : celle des *moins que rien* dont il faut gérer leur destin.

On finit toujours par sevrer les enfants.

***L'Indépendant* n°25 du 18 janvier 1994**

Le pardon

La Reine d'Angleterre a demandé pardon aux peuples colonisés par sa couronne à travers le monde entier. Le Chancelier allemand a reconnu les atrocités du nazisme vis-à-vis du peuple juif et lui a demandé pardon. L'Empereur du Japon, par la voix de son premier ministre, vient de demander pardon aux pays asiatiques victimes d'exactions nipponnes durant la deuxième guerre mondiale.

Nous sommes obligés de constater que la France, deuxième puissance coloniale après l'Angleterre, n'a de pardon à demander à personne. Logiquement, pour demander pardon à autrui, il faut d'abord reconnaître l'avoir offensé. Ce qui n'est pas le cas de la France venue « civiliser » les peuples africains. Elle se juge innocente. Aujourd'hui, elle les « aide ».

Logiquement, pour reconnaître une faute, il faut avoir fini de la commettre. Or, que constatons-nous ? Sur notre planète terre, les colonies françaises sont les derniers pays du monde sur le plan du développement. Et quand on observe leur avenir, il est regrettable de constater qu'après trente-cinq ans d'indépendance pour la plupart, c'est maintenant qu'ils en parlent. Sans conviction. La France est plus que présente dans ses colonies. Il n'y a pas de pardon à demander. Le pire se poursuit.

Le « *francophone* » lui-même, par rapport à bien d'autres, se définit comme un insouciant, un « viveur », un théoricien du vent, incapable de se battre. Et, par-dessus tout, à l'instar de son maître colonial, il rumine une vague et nébuleuse suprématie sur tout ce qui sort du cadre francophone. Il se juge supérieur. Ses déroutes économiques, son retard en matière d'éducation, sans oublier les frasques de ses petits rois nègres couronnés à Paris, gonflés à bloc comme des baudruches... Rien ne peut faire mesurer au « *francophone* » les dimensions réelles de son être. Il est incapable de se juger, il déteste qu'on le juge. Pire, il adore juger autrui sans pardon.

Certes, tous ces défauts ne sont pas seulement propres aux francophones. Et s'ils sont plus développés chez les francophones, ce n'est point la faute de la seule France. Même si sa colonisation y a largement contribué.

Le pire est aussi ailleurs : la France coloniale et néocoloniale a distillé dans les veines des pouvoirs politiques africains et de la plupart de leurs hommes cet orgueil béat, cette suffisance idiote qui les empêchent de reconnaître leurs fautes, (...) Parce que, pour se faire pardonner, il faut d'abord reconnaître qu'il y a eu faute. Ensuite, il faut vouloir ne plus en faire. Ce qui n'est pas le cas au Burkina. Nous nous prélassons dans nos erreurs. Nous sommes même fiers d'en avoir fait, nous sommes trop grands et trop fiers pour reconnaître une erreur. Un grand ne demande pas pardon.

En examinant l'échiquier politique burkinabé, on peut s'interroger sur le nombre de ceux qui osent dire, « *Je me suis trompé* ».

Combien peuvent suivre l'exemple de Julius Nyerere ou de Jomo Kenyatta qui ont osé affirmer à la face de leur peuple : « *J'ai fait des erreurs politiques et économiques, Les conséquences ont été telles* » ? Qui peut se comparer surtout à Julius Nyerere dont les bilans de fin d'année consistaient à étaler ce qui aurait dû être fait et qui ne l'était pas. Parce que, disait-il, se qui est fait se voit déjà.

Il ya sans doute une culture du pardon à promouvoir dans notre pays. Savoir reconnaître ses tares et ses insuffisances est la première voie du pardon. Deux mots essentiels guident la vie de l'honnête Homme : pardon et merci. Du premier naît le second. Qui ne sait jamais dire pardon ne sait jamais vivre. Il en est ainsi des peuples et des individus.

L'Indépendant n°107 du 22 août 1995

Ne nous trompons pas de mercenaires

Bob Denard et ses affreux ont envahi les Comores. Les africains s'en plaignent ! Foutaise ! Qu'y-a-t-il de si dérangeant et de si anormal ? Non seulement ce n'est pas la première fois que l'illustre mercenaire français intervient en Afrique, mais les Comores, c'est chez lui : il en a la nationalité. Il est intervenu plusieurs fois dans le destin de cette petite île. Bob Denard est un Faidherbe, un Archinard, un Voulet...un conquérant français des temps modernes. Et il n'est pas le seul.

Condamner cet homme, c'est preuve d'illogisme. En matière de mercenariat, de force militaire brute, de négociation des droits des peuples « primitifs », d'invasion et de colonialisme abjects, son pays, la France, et ses gouvernements successifs donne l'exemple. La France a envahi par la force l'île comorienne de Mayotte et l'a déclarée département français, malgré les protestations des populations et de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.). Mayotte, c'est le poumon économique des Comores. Alors, pourquoi crier sur un mercenaire français, élément très illustre des services de renseignements de l'Hexagone, quand il renverse le gouvernement du reste de l'archipel ? Un peu de bon sens.

Soyons conséquents avec nous-mêmes. Ce n'est pas parce que Bob Denard est intervenu les armes à la main qu'il faut crier au scandale. Il n'est qu'un mercenaire attardé, vestige d'un mercenariat révolu. Nous ne pouvons que lui reprocher la méthode anachronique et non l'acte en tant que tel.

Combien de mercenaires, surtout français, envahissent chaque jour l'Afrique dite francophone ? Combien de Bob Denard nouveaux envahissent nos pays pour faire main-basse sur tout ce qui brille (Diamant, or et matières premières) ? Combien d'illustres mercenaires débarquent chez nous et dictent leurs lois à nos responsables qu'ils peuvent changer comme s'il s'agissait d'une roue de véhicule ? Combien sont-ils les mercenaires, les Bob Denard nouveaux, qui débarquent chez nous en jets et qui nous font applaudir pendant qu'ils nous délestent de tous nos biens ? Qui nous ridiculisent et critiquent notre primitivisme culturel, notre infantilisme et notre immaturité économique ?

Quand un Billecart s'approprie Air Afrique, affiche les tarifs les plus élevés au monde pour annihiler le tourisme africain, ou engage la compagnie à l'achat d'Airbus français pour la déclarer, quelque temps après, en faillite il fait pire que Bob Denard : c'est un mercenaire des temps modernes.

Et que disons-nous ? Rien ? Nous applaudissons avec nos dirigeants.

Quand un simple directeur de brasserie (représentant des français au Burkina) viole, avec l'arrogance la plus insultante, les lois de notre pays, foule aux pieds les décisions judiciaires, c'est pire que Bob Denard. Quand les Bouygues, les Saga, les Bolloré déferlent en Côte d'Ivoire, au Burkina, au Bénin et dans d'autres pays francophones, rachètent nos entreprises dites privatisées pour des bouchées de pain, après avoir arrosé nos responsables politiques tout en leur garantissant le soutien militaire de Paris, c'est pire qu'un mercenariat à la Bob Denard. C'est la vrai mercenariat.

Ces nouveaux mercenaires sont les plus dangereux, plus dévastateurs. Nous en savons quelque chose au Burkina. Si Bob Denard avait envahi notre pays, nous l'aurions combattu par tous les moyens. Mais voilà que nous restons impuissants devant SITARAIL, la pire des invasions coloniales et mercenaires que nous ayons subies. Le hold-up sur notre CIMAT, c'est du Bob Denard supérieur.

Il faut éviter de se laisser distraire. Les vrais Bob Denard ont à la place du bazooka une simple serviette diplomatique, bourrée d'actes de reddition de nos responsables politiques qui font désormais allégeance économique en bradant tout.

Ces mercenaires-là tuent plus que « l'inoffensif » Bob Denard, sachons les reconnaître. Ne nous trompons pas. Nous pourrions en mourir, nous en sommes déjà agonisants. Alors, vigilance.

L'Indépendant n°114 du 10 octobre 1995

Milliards de misère

Les Nations Unies, dans un plan global pour éviter à l'Afrique de sombrer dans la misère, vont débloquent une aide d'urgence de 12500 milliards de francs CFA. Cette somme servira, pour les années qui suivent, à soutenir l'Afrique par le biais de deux pôles d'intervention : la santé et l'éducation. Les deux secteurs fondamentaux de la vie de l'Homme.

La communauté internationale ne veut pas voir notre continent « sombrer » de façon irréversible dans le sous-développement et la misère. Les ambitions sont nobles, la somme est colossale, quoique les soins de santé de nos jours coûtent horriblement cher. La question fondamentale que l'on se pose, dès l'annonce de la nouvelle, est celle-ci : ce soutien suffira-t-il à faire décoller notre continent ? Et s'il ne s'agissait que de milliard de plus injectés en Afrique pour enrichir les classes politiques au pouvoir et, par ricochet, les banques étrangères ? Et si les premiers bénéficiaires étaient les laboratoires de médicaments, des usines et des imprimeries de matériels didactiques des pays riches ?

Les fonds seront alloués à chaque gouvernement. Le problème de l'Afrique demeure donc entier : la gestion de son destin et de son avenir restent entre les mains de ses responsables. Il ne saurait en être autrement.

Les Nations Unies peuvent nous donner plus d'argent mais l'essentiel : nous-mêmes. Sommes-nous convaincus que nous pouvons nous en sortir ? Sur le plan individuel et collectif avons-nous la volonté de nous en sortir ?

Nous n'émettrons même pas la suggestion fatidique : « *Et si l'Afrique refusait le développement ?* » Mais nous demeurons convaincus que le développement est plus une affaire de volonté et conviction que de moyens financiers colossaux. Il repose sur l'organisation de nos sociétés. Or cela ne peut pas se « donner ». La communauté internationale ne nous enverras pas des constitutions parfaites et des lois adaptées à nos besoins et à nos contextes, piliers pourtant indispensables aux hommes et aux peuples pour l'édification de leur devenir.

Il peut paraître indécent qu'un ressortissant d'un des pays les plus pauvres du monde clame que les milliards des Nations Unies ne feront pas notre bonheur. Sans dire de les rejeter, nous disons que la solution à nos problèmes de développement réside ailleurs : elle est en nous-mêmes. Et le « *plan Marshall* » à mettre en œuvre pour nous convaincre nous-mêmes que nous pouvons et devons nous développer ne viendra que de nous-mêmes. Il ne peut venir que de là.

Parce qu'après l'octroi de cet argent, si nous ne sommes pas encore sortis de notre fossé-et nous ne voyons pas comment nous nous en sortirons-le monde entier constatera avec nous qu'il est plus difficile à un peuple qui ne croit pas en ses propres forces de se développer qu'à un chameau de passer par le trou d'une aiguille.

Avec cet argent, l'Afrique de pré carré français aura peut-être développé sa « francophonie » et sa misère. Les Nations Unies auront contribué ainsi, sans le vouloir, à la poursuite de l'écrasement des cultures africaines, c'est-à-dire à la pérennisation de notre sous-développement codifié, voulu et entretenu.

Ce qu'il nous faut pour nous développer en Afrique, ce ne sont pas les milliards des Nations Unies. Non ! Il nous faut une seule chose : l'Homme.
Cette seule conviction vaut toutes les fortunes. Elle est pourtant à notre portée.

***L'Indépendant* n°137 du 19 mars 1996**

A l'assaut des Saint-Bernard

Et si nous apprenions la leçon ? Celle qui nous a été enseignée par la France à l'Eglise Saint-Bernard ! Si nous apprenions cette leçon livrée à travers la fumée des grenades lacrymogènes qui ont fait pleurer les saints de l'église ? Et si nous apprenions qu'une église peut-être, quand on n'est pas chez soi, une prison, un commissariat et non un lieu d'asile ? Images choquantes, images humiliantes, images déshumanisantes, mais images qui nous qui interpellent : images des immigrés de l'église Saint-Bernard.

Surtout ne dites pas : c'est du racisme ! Surtout ne criez pas que la France trahit l'Afrique. Vous n'auriez rien dit. La France a ses lois. Elle entend les faire respecter. La France est un pays libre et souverain. Elle accueille qui elle veut, et refoule qui elle ne veut pas. Cette situation est une conséquence logique de son passé colonial et de son présent néocolonial.

Mais aujourd'hui, il revient aux africains d'en tirer des enseignements. Cessons de blâmer ! Evitons de crier notre indignation ! Cessons de pleurnicher ! Il faut agir.

Evitons la xénophobie ! Pas de racisme à rebours ! Pas de haine nuisible et inutile ! Ne confondons pas le peuple français et l'Etat français, le peuple et ses dirigeants ! Restons calmes et lucides.

Soyons clairvoyants, ne voyons pas seulement le cas des immigrés que Paris nous renvoi en charters chaque semaine, ne considérons pas superficiellement la quasi impossibilité à l'heure actuelle d'obtenir un visa pour la France en Afrique.

Tout est normal. L'Afrique étouffe la France. Cette dernière se décharge donc de la première. Quoi de plus normal ! Dans toutes les cultures africaines, cette maxime existe : « *Quand un homme refuse de vous donner ce que vous lui demandez, c'est qu'il vous enseigne à l'acquérir par vos propres efforts !* »

Laissons la France aux français et observons l'Afrique, notre Afrique où les églises servent à prier et à dire la messe. La solution à tous nos problèmes est chez nous, dans nos cases, dans notre « Sidadrome », selon l'expression employée par Jean-Marie Le Pen pour qualifier l'Afrique.

Que faire ? Sans étaler un chapelet d'actions à mener, contentons-nous de quelques exemples. Ainsi, tachons d'identifier tous les secteurs occupés par des étrangers en Afrique et qui pourraient l'être par des nationaux, afin de générer de l'emploi et d'enrichir nos compatriotes. Le cas de l'exploitation des richesses naturelles existantes est ici patent. L'Afrique est pleine de richesses naturelles. Tous les pays en sont pourvus. Le manque de techniques ou de technologies appropriées pour les exploiter persiste, ce qui est la pire des aberrations. Cela ne saurait justifier l'abandon pur et simple de l'exploitation de nos richesses entre les mains des étrangers. Outre l'évident exemple du Zaïre, nous citerons le cas du Mali qui regorge d'or. Des hommes nantis maliens pourraient s'associer pour créer une compagnie minière importante, embaucher des techniciens qualifiés et acheter le matériel d'extraction nécessaire.

Au Mali toujours, la faune constitue une richesse. Mais ce sont des tours opérateurs étrangers qui sont venus s'installer pour rafler des milliards. Au Mali encore, la politique agricole pourrait être repensée localement afin d'éviter cette ruée vers le coton qui entraîne la famine et la désertification.

Ce type d'action, entreprises par des pays africains, permettrait d'éviter la fuite vers les églises profanées. Toutefois, un facteur très important s'y oppose : l'Afrique manque de dirigeants. Ou plus précisément, la tête de nos Etats est occupée par des immigrés français. Nuls, incompetents pour la plupart, ils pillent nos pays et aliènent notre avenir entre les mains de la France qui les a installés et veille sur leur pouvoir.

Chaque présidence en Afrique francophone est une église Saint-Bernard, mais sous la garde des troupes françaises. Et l'immigré suprême qui s'y réfugie favorise et suscite, par son incompetence intellectuelle, l'émigration de son peuple vers l'Europe.

Tant que les africains n'iront pas à l'assaut de églises Saint-Bernard sur le continent, malgré la présence des troupes et des conseillers militaires français, ils cesseront jamais d'émigrer vers la France pour y être humiliés. Tant qu'il y aura des Saint-Bernard en Afrique, il y aura des immigrés en France.

L'Indépendant n°160 du 03 septembre 1996

Les légionnaires

« Droguée par l'argent facile et les succédanés de l'idéologie impériale, la France ne s'est pas rendue compte que sa diplomatie subsaharienne s'était sclérosée et ne répondait plus aux mutations du continent ni d'ailleurs aux exigences nouvelles du système international » (In La France et l'Afrique, Serge Michailof. P. 113).

Vous avez dit diplomatie sclérosée ? Le mot est exact et l'image très juste. De Bangui au Kivu en passant par Kinshasa, Paris fait les frais d'une vieille, décadente et nuisible politique africaine. En regardant la situation, on éprouve ce dégoût et cette rage devant l'aveuglement politique des dirigeants français qui pousse à conclure que la France ne changera jamais sa politique africaine...

Inutile d'épiloguer sur ses interventions. Si elle maintient des troupes sur le continent, c'est pour s'en servir. Les hélicoptères qui ont pulvérisé les places fortes des militaires rebelles de Bangui sont basés à Bouar en Centrafrique. Les troupes militaires françaises ne viennent pas en Afrique pour planter des arachides, mais pour maintenir, par le feu et le sang, les intérêts français dans les colonies.

La France a beau nier les révélations de sa presse faisant état de la présence des troupes françaises au Zaïre et de mercenaires issus de la garde présidentielle française, il n'y a pas d'illusions à se faire, Paris est en Afrique ce qu'il fut toujours : un maître incontesté qui déteste la contestation et punit très sévèrement. La France ne change pas, elle ne changera pas de sitôt sa politique africaine.

A peine « le scandale permanent de la France » (la Zaïre selon l'expression consacrée de Michailof) envoie-t-il son chef mourir sur la côte d'Azur, que Paris l'a déjà remplacé par un général d'armée encore plus cruel et plus veule que Mobutu. De Bangui, la France a maté en 1984 la mutinerie de la garde nationale camerounaise. Une autre preuve que les troupes françaises sur le continent ne viennent pas pour planter des choux. Il n'y a donc aucune illusion à se faire : les français armés en Afrique sont là pour tuer à l'occasion.

La France ne changera pas ! C'est connu ! C'est admis !

Mais l'Afrique changera-t-elle ? Voilà une bonne question. Sommes-nous capables de changement sur le continent ? De notre changement dépendra celui de la France. Nous pouvons faire changer la France, certainement en changeant nous-mêmes. Pouvons-nous au niveau des peuples et des individus, opérer une mutation si importante qu'elle fasse évoluer aussi la France, qu'elle parvienne à nous placer désormais au rang des partenaires respectables ?

Sommes-nous capable de changer afin que Paris n'envoie plus ses troupes piétiner les récoltes comme au Tchad, envahir nos territoires comme pendant l'opération Turquoise au Rwanda, nous imposer des chefs d'Etat comme Mobutu, nous dicter notre comportement économique et politique ?

Il ne suffit pas de crier, de vitupérer contre l'impérialisme et le colonialisme français. Ce n'est pas un hasard si Paris est toujours en Afrique subsaharienne comme personne d'autre ne l'est ailleurs. Que cherchent les troupes françaises à Abidjan, Dakar,

N'Djaména, Bouar... ? Que cherchent les nombreux conseillers militaires français présents à Ouagadougou, Niamey, Lomé, Cotonou... ?

La France ne changera pas ! Et nous alors, changerons-nous ?

Ne demandons pas à nos chefs d'Etat de se suicider. Ne leur demandons pas de changer. De ce côté il ne faut pas rêver. Mais, nous-mêmes que pouvons-nous faire ? Et que devons-nous faire pour hâter le changement de la France ? Disons d'emblée que ni la haine, ni la violence, encore moins le terrorisme ne peuvent servir dans cette mutation profonde que nous voulons voir opérer dans les relations de la France avec ses « colonies ».

Le changement viendra d'un autre côté. Il naîtra de notre prise de conscience de la nécessité de bâtir des nations libres et démocratiques avec des institutions républicaines fortes. Lorsqu'un se responsabilise, s'organise sur des bases démocratiques, aucune puissance coloniale, si fortes soit-elle, ne peut l'envahir et l'asservir. Les alliés de la France coloniale en Afrique aujourd'hui sont les partisans des démocraties de façade, des votes truqués et des libertés tronquées.

Chacun de nous peut se poser la question : suis-je un allié de cette France envahissante, assassine des libertés de nos peuples ?

Chaque fois que nous nous mettons au service d'un pouvoir sans partage, chaque fois que aidons un régime en place à tricher avec des institutions dites démocratiques, chaque fois que nous soutenons un régime qui institutionnalise le vol et la corruption ; chaque fois, nous légitimons et encourageons les invasions françaises sur notre continent ; nous en sommes complices.

La France changera si et seulement si nous cessons d'être des légionnaires français en refusant la Démocratie.

L'Indépendant n°179 du 14 janvier 1997

LE ROLE DES INTELLECTUELS

L'alerte intellectuelle

« Il n'y pas de démocratie effective sans vrai contre pouvoir critique. L'intellectuel en est un de première grandeur » (Le Monde du 14 janvier 1992, p.2)

Cette vérité nous amène à nous interroger sur l'action de l'intellectuel burkinabè. Nous ne parlons pas des politiciens. Ils font de la politique. Ou plus exactement, ils utilisent leur intellectualité pour acquérir le pouvoir politique par leurs propres forces ou en se greffant à une force plus grande.

Nous parlons de cette masse d'hommes et de femmes dont le capital de savoir leur permet non seulement de mieux comprendre le contexte économique et politique actuel mais aussi d'aider l'ensemble de la société à s'orienter dans cette ténébreuse situation.

Que le pouvoir du président Compaoré n'ait pas un projet de société clairement défini, cela révèle de l'évidence et est, à la limite, logique compte tenu de l'origine du régime. Sans tolérer la situation on peut au moins la comprendre. L'intolérable vient de ce refus des intellectuels de proposer, pas au pouvoir mais à leur peuple, à travers des publications, des projets de société et des solutions pour résoudre certains problèmes brûlants de l'heure. Cela est réellement intolérable et extrêmement dangereux pour l'avenir de notre pays.

Le nombre relativement élevé de docteurs en ceci, professeurs en cela, que compte notre pays semble nous profiter comme le couteau coincé dans son fourreau profite au boucher.

Deux raisons majeures sont à la source de cette léthargie : la paresse intellectuelle et la peur qu'inspire le pouvoir. Ces deux raisons amènent à un seul constat : l'intellectuel burkinabé renonce- lâchement (?!!)- à jouer un rôle quelconque dans la dynamique de l'histoire de son peuple. Il se contente de la location de son capital-savoir au régime en place ; de constituer une espèce de « caisse d'épargne » politique dont les intérêts sont des nominations à des postes de responsabilité fictifs. Le vrai pouvoir étant ailleurs.

Il est grand temps de quitter cette torpeur indigne d'un intellectuel pour faire valoir par des propositions, des critiques et surtout par la dénonciation des charlatans de tout acabit, mercenaires des temps post-coloniaux qui peuplent les palais de nos nouveaux rois.

On peut se tromper en disant : *« A quoi sert-il de critiquer et de proposer ? Le régime n'en a cure. Il a d'autres préoccupations, par exemple celle de garder le plus longtemps possible le pouvoir d'Etat »*. Une erreur !

Il faut se dire une chose : le rôle de l'intellectuel n'est pas de forcer un régime-surtout africain- à admettre certaines vérités. Mais de faire valoir son intellectualité en critiquant et en proposant.

L'Indépendant ouvre ses colonnes à toute cette énergie intellectuelle en hibernation. L'heure est grave. Seuls les peuples dont les intellectuels monteront en première ligne gagneront la bataille.

Comme le dit Comi Toulabor, parlant du rôle des intellectuels : « *Quand les dictatures prennent partout les masques démocratiques, il convient de questionner leur savoir, leur pouvoir* ». Nous les questionnons donc.

***L'Indépendant* n°30 du 22 février 1994**

Taisez-vous

« La principale faiblesse de la force brute ou de la violence est son absolu manque de souplesse. Elle ne peut servir qu'à punir : finalement c'est un pouvoir de basse qualité. » « Le savoir est encore un multiplicateur de la richesse et de la force », ainsi conclut Alvin Toffler dans son important ouvrage *Les nouveaux pouvoirs*, mettant ainsi en exergue le rôle de l'intelligence et de l'intellectuel dans l'évolution et le développement des sociétés humaines.

Quel rôle les intellectuels burkinabé jouent-ils dans le développement de notre pays ? (...) « Notre pays souffre réellement plus de la pauvreté d'esprit de ses fils que de son manque de richesse », comme le disait le président Sangoulé Lamizana. Toute l'histoire politique de ces dernières années, toute la peinture des différents traits de caractère de l'intellectuel burkinabé, ressortent dans ces révélations.

Le tableau est simple : la force brute, celle des kalachnikovs, « le pouvoir de basse qualité », sous la poussée du « savoir », tente de discipliner son mouvement en lui précisant un sens giratoire. Une politique. L'échec est certain et fatal. Et pour cause.

Ces deux pouvoirs sont par essence antagonistes, si l'un ne génère pas l'autre. Le greffage est impossible. Précisons : un homme en tenue (peu importe son grade) s'accapare du pouvoir d'Etat par la force brute ou la violence. Qu'importent les prétextes. Il veut le pouvoir, il l'a eu, il l'exerce à son profit et à celui de son club de violence. Le vide qui entoure ce genre de pouvoir de très basse qualité est criard et profond.

Surviennent des « intellectuels », bardés de diplômes comme de rêves, mercenaires du savoir et marchands d'idées jamais fécondées ; ce qui limite leur intellectualité et les rend esclaves de théories qu'ils n'auront jamais le courage d'appliquer.

Le pouvoir de basse qualité veut utiliser le savoir infécond. Ce savoir pense se servir du pouvoir de basse qualité pour transcender son monde onirique. Il ya échec d'un côté comme de l'autre.

Pour le pouvoir de basse qualité, la fin est simple. Comme toutes les violences, ce pouvoir emporte celui qui le génère. Tôt ou tard, le « tard » étant l'épuisement total des ressources du pays, nécessaire à la prévention d'un pouvoir militaire chancelant.

Mais le coté qui nous intéresse est plutôt celui du savoir infécond. Les mercenaires d'un tel savoir, après l'avoir vendu à un prix dérisoire, se retrouvent riches de titres chimériques. A l'heure du bilan, ils perdent jusqu'à leurs théories arides. Ils s'aperçoivent bien trop tard qu'un pouvoir de basse qualité ou de violence ne peut jamais être un tremplin pour un savoir, encore moins un terrain fertile pour le féconder.

L'intellectuel burkinabé, mercenaire du savoir de tous les régimes militaires qui se sont succédé dans notre pays, après avoir appris aux tenants du pouvoir de basse qualité à ânonner les discours politiques et les théories non fécondées, se retrouve dépouillé de l'essentiel de son savoir, même infécond, la base d'un humanisme intelligent.

Dans ce cas, comme le dit F. Eboussi Boulaga (*in Intellectuel exotique*)
« *L'intellectuel africain a épuisé et stérilisé son intellectualité et manque de se donner une histoire, une pensée nationale, une idéologie de construction nationale* ».
Mercenaires du savoir, le bon sens vous impose le silence. Taisez-vous.

***L'Indépendant* n°88 du 11 avril 1995**

Le goût de la sueur

En cette année 1946, les jeunes intellectuels vietnamiens, formés, pour la plupart, dans les grandes écoles françaises, parlaient de luttes et d'indépendance de la Patrie.

Mais quand vint le moment de passer à la phase rude de la lutte sur le terrain, seul l'Oncle Hô-chi-Minh et quelques compagnons tinrent leur engagement. Beaucoup d'autres préférèrent rejoindre les luxueux palais de Saïgon, aux côtés du gouvernement corrompu et de la monarchie dévergondée, pour fumer l'opium et jouir dans les chambres de massages où les prostituées aux doigts experts les faisaient vivre selon l'expression consacrée. Relatant l'histoire de la défection de ces intellectuels qui « *ont tué leur conscience* », Pierre Rousset, dans *Le parti communiste vietnamien*, fait dire à un jeune combattant : « *Un soir, nous évoquions le problème de la trahison des cadres dans un village qui venait de se rallier à la cause du peuple. Nous nous interrogeons sur les raisons qui peuvent pousser un homme à noyer sa conscience jusqu'à oublier le sens de l'Histoire... C'est alors qu'un vieillard nous dit : mes enfants on ne s'engage pas dans une lutte avec un homme qui ne connaît pas le goût de sa sueur...* »

Le goût de la sueur ? Le travail, la souffrance, la réalisation de soi-même par soi-même. Cette vérité nous renvoie aux comportements des intellectuels burkinabè d'hier et d'aujourd'hui. La parole du vieillard vietnamien nous livre les raisons de la mort de bien de consciences dans notre pays.

Nous disons tout le temps : « tout le monde s'aligne de nos jours pour manger. Tout le monde court à la soupe ... » Pourquoi ? Mais pourquoi donc un intellectuel qui a aimé un jour son peuple et son pays, qui a enduré des difficultés pour défendre ses idées, se range-t-il tout docilement pour « manger » en cautionnant le pillage d'un des peuples les plus pauvres du monde ?

La réponse nous paraît désormais simple : il ignore le goût de la sueur.

C'est-à-dire qu'il ne voit pas ou qu'il refuse de voir d'autres voies pour se réaliser, pour exister, pour se nourrir, pour s'épanouir... que l'alignement.

Ils sont nombreux les intellectuels burkinabè qui ont noyé leur conscience pour répondre à l'appel du mensonge, du vol, de la politique de contre-développement, parce qu'ils refusent de souffrir, de travailler, de se battre... de goûter à la sueur, à leur propre sueur.

La « politique », dans le sens le plus négatif du terme, est devenue un métier, voire le métier idéal, pour se donner le sentiment d'exister. Alors, les intellectuels acceptent tout. Ils travaillent en politique, ils travaillent à la politique. La politique est leur salut. Ouvriers du régime, ils embellissent les mensonges les plus absurdes, récompensent les violations les plus flagrantes des lois et de la Constitution et applaudissent à tous les vols, tous les détournements commis aux détriments des plus pauvres ; des pauvres qui constituent plus de 90% de notre population.

Quand un intellectuel, dans un pays comme le notre, refuse de se battre pour un meilleur devenir de son peuple, il refuse de goûter à sa sueur.

Il n'en a pas le courage. Certains travaillent alors à l'abêtissement de leur entourage en tenant des propos défaitistes : « *On n'y peut rien, tout le monde est corrompu ! C'est la mode ! Tout le monde mange* ».

Pire, ils travaillent à asseoir la violence, ils la sèment chaque jour, dangereusement. Comment ? En encourageant le pouvoir sans partage, en laminant la Démocratie et l'esprit démocratique, en se mettant au service du pouvoir absolu. Au Burkina, ils ont travaillé et ils travaillent à accentuer le clivage entre le pouvoir et le reste du peuple à tous les niveaux.

Mais il reste toujours un espoir : vous ! Beaucoup parmi vous s'interrogent : « *Comment éviter le piège de la corruption politique ? Comment résister à l'appel de la politique quand elle devient le seul gagne-pain ?* »

Une seule réponse : il faut connaître le goût de sa propre sueur.

***L'Indépendant* n°159 du 27 août 1996**

Les mangeurs de semences

La famine ! Nous n'oublierons jamais ces images atroces que nous avons vécues dans le Sahel burkinabè en 1974. La misère humaine peut paraître supportable quand elle est traduite en images à la télévision. Mais de visu, c'est autre chose ! Et quand l'idée germe que vous avez les mêmes droits que ceux qui meurent et que, par contre, vous avez plus de devoirs qu'eux et que vous y avez peut-être failli, cela suscite l'interrogation. Longuement...

Mais rassurez-vous. Nous ne voulons plus reparler de ces horribles images de 1974, que bien des burkinabè ont vécues dans nos campagnes du Yatenga, du Bam, du Sanmatenga, du soum ou du Séno. (...) Nous voulons simplement relater une scène que nous avons vécue en juin 1974. Il avait plu ce jour-là, suffisamment pour que l'on sème. Curieusement, le marché de Tamasgo (Barsalogho) était animé, même si la seule marchandise disponible était la friperie. Soudain une vieille femme squelettique se mit à hurler : « *Ne voyez-vous pas qu'il a plu ! La terre va se sécher bientôt Nous la regardons se sécher* ».

Nombreux furent ceux qui quittèrent alors le marché les larmes aux yeux. Tout le monde était venu au marché avec l'espoir d'y acheter de la semence. Hélas ! Il n'y avait pas de grain. Et le drame suprême, pour un paysan affamé, c'est de regarder un sol mouillé de pluie se dessécher, faute de semence. Cette année là, tout le monde avait été obligé de manger une partie des semences à cause de la famine.

Cette scène banale pour certains d'entre nous est exceptionnellement riche d'enseignements. Car ils sont nombreux aujourd'hui à manger la semence de leur vie au Burkina. En effet, bien des intellectuels cuisinent, avec une conscience déroutante, la semence de leur vie.

Et comment ? Aujourd'hui, il est de notoriété publique qu'il faut « *manger* ». Il est admis qu'il faut s'aligner à la soupe, prendre sa part et les yeux sur sa conscience, enterrer la morale, le bon sens. Il est admis que l'intellectualisme n'intéresse plus personne. « *Ca ne se mange pas* ». De hauts cadres s'alignent, se rangent, et commettent les pires injustices, cautionnent l'immoralité, passent à la braise des notions comme le patriotisme et la conscience de la responsabilité confiée : ils veulent « *manger* ».

Aujourd'hui, dans notre pays, le pouvoir en place peut concevoir, par ces cadres les lois les plus antidémocratiques, les plus antipopulaires ; il peut leur faire travestir les mensonges les plus criminels en vérités. Ils le feront sans aucun poids au cœur : ils veulent « *manger* ».

Le drame, c'est qu'ils mangent les semences, exactement comme les paysans que nous n'oublierons jamais. D'autant qu'ils mangent le plus souvent une seule fois et pour un très bref moment.

Vous ne le croyez pas ? C'est simple pourtant. Observons autour de nous. Combien sont-ils aujourd'hui, les cadres compétents, jadis critiques respectés, références de vertus et de loyauté qui ont « *viré* » pour manger, comme tout le monde, et qui à présent végètent dans le silence ? Combien sont-ils aujourd'hui qui ont abandonné leur conscience, leur âme noble, pour manger à la table des rois avec cette insouciance

assassine : « *Maintenant, c'est comme ça ! Tout le monde mange ; c'est bête de ne pas en profiter* », mais qui aujourd'hui ruminent, écartés de ces tables croulant sous les victuailles ? Ils sont nombreux qui furent courtisés, reçus en « amis », en « intellectuels utiles » dans les palais. Ils se sont rangés. Ils ont mangé et on garni leurs comptes. Ils ont construit des villas et achetés de nouvelles voitures ; mais aujourd'hui ; ils ne peuvent plus obtenir une simple audience. Les rois ne veulent même plus les voir. C'est fini ! Ils sont moins que rien. Ils ont mangé la semence de leur vie. C'est fini ! Ils se sont enterrés pour toujours.

Las d'arpenter les couloirs, ils se terrent à présent. Il ne leur reste plus que l'illusion d'être encore quelqu'un d'important qui les fait s'exclamer : « *Je vais aller voir le chef de l'Etat, le Premier ministre...* ». En réalité, ils n'ont plus personne à voir. On les a trempés, déposés. Ils ont mangé la semence de leur vie. Demain, ils ne pourront plus parler sans qu'on ne leur réponde : « *Tu y étais aussi* ».

Désormais, leur aversion contre le régime, les critiques fondées qu'ils émettent se chuchotent dans un cercle très restreint.

Si pour les paysans de Tamasgo, il ya eu d'autres saisons qui leur ont rapporté des semences : pour nos « *mangeurs* », il n'ya plus d'espoir de retrouver un jour la semence de la vertu, de la morale, du patriotisme. Ils ont mangé cette semence.

Définitivement !

***L'Indépendant* n°165 du 08 octobre 1996**

INTERLUDE

QUESTIONS INCONTOURNABLES

Le temps et le destin

De la fin constitutionnelle de l'apartheid en Afrique du Sud. Lors du récent vote à l'assemblée de ce pays, nous tirons une seule leçon : « *A cœur vaillant, rien d'impossible* ». Les individus, comme les peuples, forgent leur destin. Ils en sont les seuls artisans.

Des milliers d'hommes de toutes les races ont versé leur sang, bravé les canons, les bombes et les tortures, pour abattre l'apartheid. Ils viennent de le réussir après des années et des années de lutte. Le peuple sud-africain est désormais un peuple comme tous les autres peuples de la Terre : Les sud-africains naissent libres et égaux en droit. Sur le plan individuel, il n'est plus besoin de revenir sur le cas de Nelson Mandela, symbole de la résistance, de la lutte et de la détermination : l'homme est resté debout dans la tourmente pour maintenir le cap de son destin.

Les peuples, comme les hommes, sont les seuls artisans de leur destin. Ce qu'une sagesse de la Chine confucéenne traduit par : « *Il n'ya point de vent contraire pour un homme qui sait où il va* ».

Il reste à poser une question : où allons-nous ? En termes plus concrets, quel destin voulons-nous au Burkina ? Question essentielle au début de cette nouvelle année.

A quel combat nos dirigeants nous invitent-ils après avoir observé froidement les réalités du monde qui nous entoure ? Allons-nous continuer de nous prélasser dans la politique de mendicité qui aliène notre destin dans les mains des autres peuples ? Allons-nous continuer de gérer une politique globale de survie au jour le jour où le pouvoir ne se donne qu'une seule obligation : trouver un salaire à ses agents ?

Devons-nous continuer à être ses herbes sauvages qui poussent sous les pluies, sèchent à la fin de l'hivernage et brûlent au gré des feux de brousse ; ou pouvons-nous être un produit de jardin, resplendissant sous l'eau de notre sueur ?

Questions essentielles, questions actuelles.

Mais s'il ya défaillance au niveau du pouvoir, cela est dû en partie à des défaillances au niveau individuel.

Les burkinabè s'accommodent de plus en plus, malheureusement, d'un fatalisme et d'une irrationalité déroutants. Leurs malheurs et leurs misères ont désormais une seule origine : le Programme d'Ajustement Structurel (PAS).

Il est grand temps de se réveiller, de s'interroger et de se déterminer un combat, un destin pour les générations futures.

Il est grand temps de considérer le Temps : il travaille contre nous.

L'Indépendant n°23 du 04 janvier 1994

Que faire ?

Dans les tourments de la Révolution bolchevique, Lénine s'interrogea dans un célèbre ouvrage : « *Que faire ?* » Cette question est à l'ordre du jour en Afrique. La grande question qui préoccupe les intellectuels et tous ceux qui se donnent la peine de comprendre les problèmes du continent africain est celle-ci : l'Afrique s'en sortira-t-elle ?

« *Que faire ?* »

Une division factice veut que les africains et tous ceux qui se penchent sur le sort du continent noir se positionnent en deux groupes : les afro-pessimistes qui disent que le continent est voué à la misère et peut-être à la disparition à causes des grands fléaux que sont les épidémies, la famine et les guerres civiles. Ils croient que nous sommes beaucoup trop en retard pour rattraper le peloton et y trouver une place. Pire nous sommes hors du circuit, irrémédiablement.

Les afro-optimistes croient en l'avenir de l'Afrique malgré tout. Elle a d'immenses richesses et elle a des populations jeunes, dynamiques. Même par un raccourci, l'Afrique rattrapera les autres.

Les arguments des uns et des autres se valent même si nous disons toujours qu'être un optimiste, dans certaines circonstances, c'est être un pessimiste qui manque d'informations. De part et d'autre, on peut se satisfaire de l'interrogation permanente posé par chacun avant de porter son jugement. Etre optimiste ou pessimiste, c'est prendre le temps de s'interroger.

S'il ya un mal, il se traduit par le manque d'interrogation. Ils sont nombreux à ne plus s'interroger sur quoi que ce soit, à se laisser aller, préoccupés paraît-il par tout, sauf par l'essentiel : s'interroger, réfléchir sur leur propre situation. Ils sont pauvres, ils sont chômeurs, ils vivent une misère noire ou tout simplement ils travaillent pour un salaire similaire à la ration alimentaire que l'on donnait à l'esclave afin qu'il ait la force nécessaire de travailler...

Tout cela ils le savent, puisqu'ils le vivent. Mais ils ne s'interrogent point sur leur propre situation : je souffre aujourd'hui. Et demain ? La situation peut-elle s'améliorer ? Quelles conditions doivent être remplies à mon propre niveau et à celui de l'ensemble de la société pour que ma situation s'améliore ? Dois-je être optimiste ? Quels en sont les motifs ? Est-ce le contraire et quelles en sont les raisons ? Que faire ? Cet exercice d'interrogation est au centre de la vie de l'Homme, il en est la charpente. Mais attention, il est très opposé à la rumination des chagrins, à la culture des défaites, sous l'hymne des insomnies et des nuits blanches.

Cet exercice de l'interrogation permanente n'est point une suite de mouvements gymniques désordonnés sur une natte ou un lit, des nuits et des nuits durant, sans sommeil.

Chaque fois qu'il est exécuté, il doit modifier notre comportement dans un élan de vie. « *Je m'interroge, donc je vis* » pourrions-nous dire pour paraphraser la célèbre formule cartésienne.

En examinant le cas des burkinabé aujourd'hui, c'est-à-dire le cas de chacun de nous, il ya lieu de se demander : avons-nous le courage de nous interroger sur notre avenir et

sur celui de notre pays ? Combien sont-ils qui se livrent à cet exercice de l'interrogation ? Combien le font-ils ?

Et si nous essayons de définir le cadre de cette réflexion, de cette interrogation, nous constatons que nous sommes un des pays où le régime militaire s'est mué en Etat de droit avec plus ou moins de succès et qui pose plus de problèmes qu'il n'en résout. Nous sommes des S.S. comme le dit un comédien camerounais (des sans sou et sans savoir). Nous avons, à la tête de notre pays, un officier supérieur reconverti en civil qui a su habiller comme ailleurs le parti unique d'une toge de démocratie délavée. Nous avons ici, comme dans les autres pays à « *démocratie-officier-supérieur* », un président-à-vie, la race des imbattables démocratiques.

Nous subissons la loi des trois P : P comme président, P comme parti unique et P comme P.A.S. Nous sommes condamnés à vivre un primitivisme politique, labourant la corruption, récoltant la misère et le chômage... marginalisés dans la longue marche des peuples du monde vers le progrès. Pendant que l'humanité grouille sur son Internet et poursuit ses progrès sociaux, nous sommes occupés à éteindre ou à allumer nos foyers de conflits par la voie de nos « *démocratie-officier-supérieur* ». Nous n'avons pas encore compris qu'une société humaine n'est point une jungle où le plus fort impose sa loi au plus faible.

Nous n'avons pas encore compris que, dans toute société qui se veut pérenniser, il faut quelques choses au-dessus de tous les hommes. En religion, ce quelque chose est Dieu. Dans une République, c'est à dire sur le plan politique et social, ce sont la Constitution et la Loi.

Voilà résumé le cadre dans lequel nous devons faire notre exercice d'interrogation permanente au niveau du Burkina. Notre engagement aux côtés des uns ou des autres sera fonction de cet exercice de l'interrogation permanente. Tout ce que les autres nous diront, tout ce qu'ils demanderont d'entreprendre, de comprendre, d'accepter ou de refuser nous apparaîtra dans une transparente clarté. Nous aurons un jugement clairvoyant, lucide.

Quand l'homme s'interroge, il vit. Il vit au rythme de sa société et du monde.

Le « *Que faire* » est source de vie. Quand plus rien n'a aucun sens, une seule solution s'impose à nous : l'interrogation. Constamment.

***L'Indépendant* n°225 du 16 décembre 1997**

L'ENGAGEMENT

La Patrie immortelle

« *La Patrie ou la mort !* »

Qu'elle soit de l'Aztèque Cuauhtémoc qui organisa la résistance de son peuple contre l'invasion des barbares catholiques venus d'Europe à la recherche de l'or en 1526, qu'elle soit de Emiliano Zapata (1910), révolutionnaire mexicain dont une dernière révolte paysanne vient de consacrer l'immortalité, ou, plus près de nous, de Che Guevara, l'international révolutionnaire (1968) : l'origine de cette formule nous importe peu.

Le plus important, c'est que la célèbre formule résume tout l'attachement qu'un homme peut avoir pour un idéal : tout l'humanisme et toute la joie, toute la plénitude que peut procurer un idéal intensément vécu.

Il n'y a pas meilleur vie que celle qui découle d'une foi, d'une conviction profonde en l'œuvre entreprise. Il n'y a pas de plus grande richesse, de plus grand bonheur, dans le court cheminement qu'est la vie de l'homme, que de constater à chaque coup d'œil derrière soi que l'on reste sur sa voie, que l'on ne s'est pas trompé soi-même et que l'objectif devant soi reste identique... que l'on n'a pas subi la corruption suprême : la corruption de soi.

Qui n'a jamais vécu un idéal n'a jamais vécu intensément !

Dans la situation actuelle de l'Afrique en général et de notre pays en particulier il ya une grande quête à initier : la recherche d'un idéal. « *On ne s'adosse pas dans le vide* », disait le philosophe Larllé Naba Abga. Or nous croyons percevoir et vivre un vide atroce. A quoi devons-nous nous adosser en ces périodes de crise grave pour nous battre, pour résister, pour dire : « *La Patrie ou la mort* » ? Le vide.

Tout semble désert. Tout est véritablement désert quand il ne reste à l'individu que lui-même, dans l'immensité du désert des autres.

A partir de quel levier, de quel tremplin devons-nous nous appuyer pour sortir du trou ? Le vide ! Les « *feuilles* » ont pourri le sol qui s'enfonce désormais sous le poids de nos bedaines. Le vide est atroce pour ceux qui ont encore la lucidité de le constater. Quand survient la tempête ou l'orage, il faut un abri. Nous n'en avons pas dans cette crise économique sans précédent.

« *Jours de tourments* », comme dirait un de nos célèbres cinéastes.

Le drame des drames, c'est que, dans cette nuit, dans ces ténèbres, les étoiles qui devaient nous servir de guides se sont éteintes, il ya belle lurette, enveloppés par la tempête des « *feuilles* ». Mortes météorites qui peuvent nous écraser dans leur chute.

Mais rien n'est irrémédiablement perdu. Il est très important pour chacun de garder sa position initiale, de rester soi-même et de se localiser. Nous devons garder les yeux rivés sur notre propre boussole intérieure dont l'aiguille indique sans doute le salut de la Patrie qui n'est pas morte.

L'Indépendant n°27 du 01 février 1994

La peur de la peur

Devant le danger, il ya deux catégories d'hommes, il ya ceux qui ont peur et il ya ceux qui ont peur d'avoir peur. Les premiers sont assujettis à un simple réflexe inconscient, faisant appel à leur instinct de survie. Au-delà de ce mouvement de nerfs, les seconds développent une attitude consciente qui enraie le réflexe dont sont victimes les premiers en posant le rapport entre la vie de l'individu et celle de sa communauté.

Au rang des victimes de la peur, se recrutent les traitres des guerres, les collaborateurs avec l'ennemi, les bourreaux des peuples... les lâches.

Le réflexe de la peur primaire amène l'individu, face au danger, à se poser des questions simples et à se donner des réponses rapides : « *Si moi... Si je... On me...* ». Au bout du compte il doit se protéger, se soustraire au combat, éviter que le cours normal de sa vie ne soit perturbé. Il agit hors du champ de la conscience. Les conséquences importent peu. Les victimes de cette peur ne sont pas seulement ceux qui claquent des dents dès qu'apparaît un danger. Mais elles peuvent même être des hommes en armes. Le réflexe reste toujours le même : « *Si je... je perds... je suis en danger* ».

En un mot, la peur nuisible et malheureuse est celle qui soustrait l'Homme à sa conscience pour le rabaisser au rang de la bête. Il quitte le champ de l'Histoire et s'installe dans le moment. Il devient un « *instantané* », pour emprunter un jargon alimentaire.

Pendant la période coloniale, des victimes de cette peur sont devenues pour la plupart les gardes chiourmes les plus méchants, les tortionnaires les plus craints et les plus méprisés.

Aujourd'hui dans notre période néocoloniale, les victimes de cette peur-réflexe peuvent s'accrocher à un petit avantage et laisser brûler ou noyer tout leur destin et celui de leur peuple. En se mettant hors du champ de la conscience, leur instinct de survie efface en eux toute idée de vertu et de morale qui soustrait l'Homme du rang des animaux.

L'Homme digne de ce nom est donc celui qui a peur d'avoir peur devant le danger. Dès que la menace apparaît, survient en lui le réflexe de la peur qu'il transcende immédiatement par la réflexion, la pensée, la conscience d'appartenir à une société, l'attitude de l'homme libre, amoureux de la paix.

C'est la peur d'avoir peur qui place la poitrine nue de l'Homme face aux canons de l'injustice et de la tyrannie. C'est la peur d'avoir peur qui a lancé le peuple français, comme beaucoup d'autres dans l'Histoire, à l'assaut de toutes les Bastilles oppressantes, affamantes et répressives.

Face au danger, l'homme digne de ce nom doit avoir une seule attitude : avoir peur d'avoir peur. La peur-réflexe est le cancer de la liberté.

L'Indépendant n°37 du 12 avril 1994

Quant tarit la source

Au soir de sa vie, le grand philosophe et Prix Nobel de physique Albert Einstein disait : « *De l'homme, je ne dirai plus rien, il est inconstant* ». Inconstance, « *mue* », « *métamorphose* », l'Homme est changeant, « ondoyant et divers » : un caméléon face à l'arc-en-ciel du Temps. L'Homme peut adorer aujourd'hui ce qu'il a haï hier et vice versa. Voilà ce qu'est l'Homme, voilà ce qu'il peut d'instinct.

Mais ce n'est point ce que l'Homme veut ou peut qui nous intéresse. Mais ce qu'il doit. Son combat permanent et cette trace de la frontière entre le Pouvoir et le Devoir. Ne pas faire ce qu'on veut ni ce qu'on peut mais ce qu'on doit. *Devoir et non vouloir ou pouvoir*.

Dans notre pays, où il est question aujourd'hui de morosité, de léthargie, de sommeil et d'achat de consciences, une question s'impose : où sont donc nos lutteurs d'antan qui devaient et qui savaient qu'ils devaient se battre, toujours se battre pour une société de justice et de Paix ?

Nous ne parlons pas de syndicalistes de renom qui enflammaient les foules dans les meetings et qui gagnaient des victoires sans triompher d'eux-mêmes. Nous ne parlons pas des étudiants jadis, tout pétillants de marxisme-léninisme, capables de s'entre-déchirer à cause du rôle de Martov ou Plekhanov dans l'échec des décambristes de 1905, ou de la déviation de Trosky.

Nous ne parlons pas de tous ces révolutionnaires spontanés qui voulaient d'instinct changer la Société. Ils n'ont réussi que leur propre changement dans la lutte pour le changement. Cela ne doit pas nous étonner.

Mais il s'agit des *hommes-souches*, ces *hommes-racines*, ces générateurs de luttes et de lutteurs, ces *couveuses-de-consciences*... ceux qui doivent vaincre le goût du vouloir et du pouvoir et triompher de cet instinct du changement, de la « *mue* » et de la « *métamorphose* ».

Dans nos sociétés africaines dites traditionnelles par exemple, il a existé ce qu'on appelle les gardiens de la tradition. Des hommes et des femmes qui ont triomphé de l'instinct du pouvoir et du vouloir pour vivre le devoir pérenne, souffle vital de la société. Ils vivaient immuables. Ils vécurent. Cela signifie que chaque société, pour se pérenniser, a besoin de ce genre d'hommes et de femmes. Alors, où sont donc passés nos *hommes-souches*, ces *hommes-racines*, nos générateurs de luttes et de lutteurs, nos *couveuses-de-conscience* ?

Nous ne les voyons plus. Nous ne les lisons plus. Nous ne les entendons plus. Sont-ils aussi devenus prisonniers du vouloir et du pouvoir, c'est-à-dire du changement ?

« *Le combat cesse faute de combattant.* »

A la mort du président Tito, un confrère français, devant sa dépouille, conclut ainsi son commentaire : « *Tito est aujourd'hui allongé, mais toujours non-aligné.* »

Au Burkina, nos *hommes-racines* se sont alignés comme s'ils ne devaient pas s'allonger un jour.

La source est entrain de tarir. La racine se dessèche. La souche ne bourgeonne plus. Mais il est encore temps de penser au devoir pérenne, pour le salut.

Ressaisissons-nous !

L'Indépendant n°65 du 18 octobre 1994

Les mains sur la tête

« Le coq, le bouc, le bœuf et le cheval refusèrent tous de s'interposer dans une bagarre qui opposait le lézard et la souris. « Cela ne me concerne pas ! » Disait chacun d'eux. La souris trouvait que le lézard était un étranger, un usurpateur, un intrus dans son domaine. Les deux antagonistes, dans leur lutte, décrochèrent une cruche qui assomma mortellement un vieillard endormi dans la case. Le coq, le bouc, le bœuf et le cheval payèrent chacun de leur vie quand vinrent les funérailles du vieillard. »

« Celui qui n'est pas capable de dénoncer et de combattre l'injustice et la méchanceté qui frappent autrui ne sera jamais capable de se battre s'il est victime des mêmes maux. Pire, on finit toujours par souffrir du malheur des autres autour de soi », disait le philosophe, historien et fabuliste Larllé Naba Abga en conclusion de ce conte.

Mais cela n'est-il pas une simple théorie moraliste, sans rapport avec la situation actuelle de « sauve-qui-peut », de « chacun pour soi, Dieu pour tous » ?

Cette morale est-elle encore valable de nos jours quand, très naïvement, des burkinabè professent : *« Quand une pierre tombe du ciel, chacun se protège la tête »*, lorsqu'on leur parle de luttes, d'organisation et de mobilisation face à certains maux comme les restructurations sauvages de nos entreprises.

Gloire à l'instinct égoïste de survie propre aussi aux animaux ! La raison commande que l'on ne se couvre pas bêtement la tête, mais que l'on lève les yeux au ciel pour essayer de voir d'où vient la pierre, si elle est seule et pourquoi elle tombe ici et pas ailleurs... Mais nous avons préféré nous couvrir la tête, de nos deux mains !

Que de pierres sont tombées et tombent du ciel dans notre pays ! Et nous voyons à chaque coin de rue des burkinabè, la tête ensanglantée, pleurant à se fondre les yeux, parce que la pierre venue du ciel les a heurtés. On ne s'en est pas soucié quand le voisin a reçu la pierre sur sa tête. Il fallait seulement couvrir la sienne.

Comme le coq, le bouc, le bœuf et le cheval, nous avons assisté, les mains sur la tête, à la liquidation de nos usines et à la compression de leur personnel. *« Cela ne nous concerne pas ! »*.

Ce n'était que Faso Fani ; ce ne fut que la SOREMIB ; ce ne fut que...L'OFNACER. Ce sont les brasseries ! Ce sera...

Les mains sur la tête, nous avons regardé piller et voler les biens de l'Etat avec cette excuse : *« qu'est qu'on peut faire contre les responsables... ? »*. Mais après tout, nous avons fini par avoir cette réflexion, toujours les mains sur la tête : *« Pourvu que mon salaire tombe régulièrement. Pourvu que mes affaires marchent... Pourvu que j me protège la tête contre la pierre venant du ciel »*.

Les mains sur la tête, nous nous sommes détournés des luttes justes des travailleurs, nous avons contribué à affaiblir les organisations syndicales, à les détruire avec se prétexte à la bouche : *« tous les syndicats sont morts. Tous les leaders syndicaux sont corrompus. »* Mais nous, nous sommes vivants, et rien ne nous empêche d'être un leader syndical ou de lutter.

Aujourd'hui les mains sur la tête, nous assistons aux licenciements sans cause des travailleurs des brasseries. Nous écoutons d'une oreille distraite les pleurs et les

gémissements d'une veuve et de ses orphelins qu'un avocat écorche vifs depuis trois ans.

Mais nous ne sommes pas licenciés, nous ne sommes ni veuve ni veuf... nous avons les mains sur la tête, attendant la pierre.

Elle tombera.

Comme les animaux de la fable du Larllé Naba Abga nous payerons cher notre refus de combattre l'injustice. Dans les éboulements, il ne sert à rien de garder les mains sur la tête. Tout se brisera.

L'Indépendant n°66 du 25 octobre 1994

Les yeux fermés

« Quand les Blancs sont arrivés chez nous, ils avaient la Bible et nous, nous avions la terre. Ils nous ont appris à prier leur Dieu les yeux fermés. Et quand nous avons ouvert les yeux, les Blancs avaient la terre et nous, nous avions la Bible. » Ainsi parlait « *La Lance enflammée* » (Jomo Kenyatta) pour symboliser la situation des africains et celle des colonisateurs et autres immigrés blancs.

Mais on ne trompe pas un homme. Il se trompe lui-même. Quand un homme ferme les yeux, il est possible qu'il trouve un changement en les rouvrant. Il en est de même des peuples. Lorsque nous considérons la situation actuelle de notre continent, nous ne pouvons que déplorer une chose : l'Afrique a longtemps fermé les yeux. Pire, elle a refusé de les ouvrir.

Elle s'est longtemps trompée, et sur toute la ligne.

Seul continent à avoir connu l'esclavage pendant plus de quatre cents ans, elle a fermé les yeux pour rêver de l'humanisme des autres. Elle a même cru à la liberté emballée dans les drapeaux et les armoiries des indépendances.

Seul continent à porter totalement les fers de la colonisation, elle a fermé les yeux pour prier la coopération, l'assistance et l'aide internationales. C'est bien avec les yeux fermés qu'en Afrique francophone nous avons récité : « *Nos ancêtres les Gaulois étaient grands, blonds avec des yeux bleus* ». Nous les avons maintenus fermés pour croire que nous étions des francophones de cœur et de destin, même si nous savions que nos ancêtres avaient le nez épaté et étaient comme nous d'un chocolat cuivré, et pour assurer que notre mère patrie était la France.

Aujourd'hui, à l'échelle planétaire, les individus comme les nations se sont lancés dans la bataille économique avec toutes leurs forces, leurs matières premières et leurs cultures. Les Européens, les peuples les plus barbares, responsables de toutes les grandes guerres contemporaines, domptent leurs divergences et leur haine et s'organisent pour résister à l'invasion économique des Américains et des asiatiques. L'Afrique a fermé les yeux. Elle ne voit pas cette bataille dont les échos lui parviennent.

Mais de qui parlons-nous lorsque nous parlons de cette Afrique ? Nous ne parlons pas des français au nez épaté, aux orteils écartés et dont les nouveaux ancêtres s'appellent Bouygues, Bolloré, Rhône-Poulenc, Alcatel-Thomson, et qui nous gouvernent. Nous parlons de vous, de chacun de nous. Pendant combien de temps continuerons-nous à garder les yeux fermés, en feignant d'ignorer que nous serons abandonnés bientôt par tous, que notre sort n'intéressera plus personne dans les années à venir, qu'au théâtre de notre misère, de nos guerres civiles où nous taillons les cous à la machette, il n'y aura plus de spectateurs, pas même de marchands de charité et d'humanisme.

Il est temps d'ouvrir les yeux et de scruter l'horizon pour accepter qu'il est bouché. Mais surtout nous devons comprendre et accepter qu'aucune bataille ne saurait se gagner les yeux fermés. Notre drame n'est pas d'avoir fermé les yeux, mais de refuser aujourd'hui de les ouvrir.

L'Indépendant n°76 du 10 janvier 1995

L'erreur

Après le dernier attentat meurtrier à la voiture piégée à Alger, l'ancien président algérien, Hamed Ben Bella dans un appel émouvant à ses compatriotes qui ont choisi le camp de la lutte armée et du terrorisme contre le pouvoir en place s'est écrié : « ...*Ne restez pas prisonnier d'une erreur... Vous savez que vous faites erreur. Ne restez pas dans l'erreur...* ». A-t-il tort ou raison, nous ne jugeons pas. Mais il ya dans la vie des hommes et des peuples des *erreurs-prisons* dans lesquelles l'Homme peut s'enfermer toute une vie, surtout politique.

La pire des prisons est celle de l'erreur. Quand on sait que l'on fait erreur et que l'on refuse de faire machine arrière, de briser le cercle et le carcan, on vit la pire des prisons.

Ils sont nombreux les burkinabé qui comprennent et acceptent que la voie actuelle que nous avons prise n'est pas la bonne, que nous faisons erreur. Ils savent qu'un homme normal ne saurait abandonner son destin au gré des aléas politiques. Ils savent ce que va couter, à court moyen et long terme, leur indifférence face au tâtonnement dans la gestion des affaires de la Nation. Ils savent que le pouvoir actuelle ne pourra pas arrêter la corruption et l'affairisme car il n'a ni les moyens ni les compétences d'une telle entreprise et parce qu'il a lui-même cultivé ces fléaux. Ils savent que, sans l'élan et le poids de tous, la politique gouvernementale ne changera pas, parce que le pouvoir non seulement ne voit pas, mais ne peut même pas voir qu'il fait fausse route. La chenille du caïlcédrat croit fermement qu'elle est sur l'arbre aux feuilles les plus succulentes, alors que celles-ci sont les plus amères.

Ils sont nombreux les burkinabé qui vivent l'erreur, qui la sentent, qui la côtoient chaque jour, à chaque instant. Ils restent persuadés que c'est une grave erreur que d'abandonner un régime à ses propres folies, à ses propres erreurs. Ils savent que si les régimes passés ont pu avoir quelques mérites, c'est bien grâce à la pression des voltaïques qui les ont plusieurs fois libérés de leurs erreurs pour éviter par exemple que le mouvement né le 08 mars 1974 ne nous plonge dans la dictature militaire que connaissaient, connaissent, connaîtront encore pour longtemps les Zaïrois et les Togolais.

Il est grand temps de nous libérer de notre erreur qui consiste à dire : « *Je ne suis pas le seul, tant pis si ça croule* ». Il est grand temps de comprendre que le « *mange et tais toi* » est la pire erreur. C'est l'Erreur ; parce qu'on peut manger et se taire mais, on ne pourra jamais empêcher ceux qui ne mangent pas (et ils seront de plus en plus nombreux) de parler, de s'exciter, de s'énervier, et un jour de tout saccager.

Si la pire des pressions est celle de l'Erreur, la pire des erreurs, c'est de laisser un régime dans ses erreurs. On en sort toujours perdant.

L'Indépendant n°80 du 07 février 1995

Que triomphe le tremplin

« Le développement de notre peuple dépendra de trois principales choses :

-premièrement sa volonté de vaincre la misère ;

-deuxièmement, sa détermination à triompher de toutes les adversités ;

-troisièmement, sa capacité à imprimer à l'Histoire la courbe de son propre destin.

Mais toutes ces trois choses ont un obstacle à franchir ou un tremplin sur lequel s'appuyer : le leader. » (Emiliano Zapata, cité dans *La Révolution mexicaine* de Fernando Sanchez).

Ces paroles attribuées à l'un des plus grands leaders de la révolution mexicaine, Zapata, répondent à la question posée par un lecteur : comment, de façon concrète, peut-on développer notre pays ? Cette réflexion d'un révolutionnaire, analphabète de surcroît, qui conduisit admirablement son peuple vers la liberté et le développement, résume parfaitement la voie à suivre, pour faire du Burkina une Nation prospère, capable de s'engager sans « *engagement extérieur* ».

Le peuple doit se battre à trois niveaux : volonté à vaincre, détermination à triompher et capacité à forger son destin.

Souvenons-nous donc que le peuple est en chacun de nous. Nous en sommes tous et chacun en est un microcosme. Le développement du Burkina dépend donc de la volonté, de la détermination et de la capacité de chacun de nous de forger son propre destin, l'imprimer sur le cours de l'Histoire.

Qu'est-ce à dire concrètement ? Forger son propre destin, c'est faire appel à tous ses capacités physiques et intellectuelles pour entreprendre. C'est déterminer, avec une conscience claire et précise, le rôle que l'on entend jouer dans sa société. Quel que soit le métier que l'on exerce, on doit prendre conscience qu'on exécute une mission, celle que la société vous a confiée à travers votre propre choix. C'est l'idéal vers lequel nous devons tous tendre.

De façon plus concrète forger son destin, c'est se définir en élément créateur de biens et de richesses, en labourant, en élevant, en maîtrisant la nature afin de l'obliger à nous donner le meilleur d'elle-même. « *En ajoutant de la terre à la Terre* », comme le dit le poète, romancier et ethnologue Pacéré F. Titinga.

Et si nous avons cité Emiliano Zapata, analphabète, comme exemple, c'est parce que cet homme, qui n'a pas connu les instructions des livres, qui ne fut ni directeur, ni ministre, encore moins théoricien révolutionnaire, a conçu un plan de développement pour son Mexique natal : Le plan de Ayala, en 1911. De nos jours, ce plan sert encore de cadre de développement référentiel pour les mexicains. C'est pour amener le gouvernement à le respecter que les Zapatistes ont repris les armes il ya quelques mois.

Comment pouvons-nous développer concrètement le Burkina ? Zapata disait : « *Mais toutes ces trois choses ont un seul obstacle à franchir ou un tremplin sur lequel s'appuyer : le leader.* »

La réponse à la question est simple : nous devons faire en sorte que le leader du peuple soit un tremplin et non un obstacle. Tout le combat est à ce niveau. Que dire alors

quand on est soi-même un obstacle ? Quand meurt en nous la volonté et que s'efface le goût de la victoire, la capacité du peuple à s'imposer en tant que peuple vole au vent. Se dresse alors une barrière à son épanouissement : Le Leader. Le tremplin devient l'obstacle. Ainsi naît et se développe la misère.

L'Indépendant n°97 du 13 juin 1995

De la Terre

« Peut-être certains rêvent-ils de quitter la terre un jour pour se réfugier sur une autre planète. Je ne suis pas sûr que les démunis et les exclus les laisseraient s'embarquer sans leur demander où ils vont et pourquoi ils veulent partir », a dit le président du parlement béninois dans son discours devant l'Assemblée nationale du Burkina le 24 Septembre dernier.

Certains agissent comme s'ils devaient quitter notre terre pour une autre planète. Plus près de nous, des hommes agissent comme s'ils devaient quitter leur propre pays pour s'exiler ailleurs. Encore plus près, d'autres se conduisent comme s'ils n'appartiennent plus à la société dans laquelle ils vivent, comme s'ils pouvaient s'en écarter, s'isoler, s'y soustraire pour vivre comme la chenille dans son cocon.

Il ya donc une certitude : nous ne quitterons pas la Terre pour une autre planète. Les problèmes de cette terre seront nos problèmes à tous.

De cette certitude découlent beaucoup d'autres, par exemple : la portion de la terre que nous habitons représente, pour chacun de nous, la Terre entière ; comme si on l'avait partagé pour donner à chacun de nous un morceau qu'il doit protéger au nom de toute l'entité. Les problèmes de cette portion de terre sont les problèmes de tout le monde. Une évidence qu'il faut souligner.

La paix, la liberté, la justice oxygène pérenne de la terre, sont les préoccupations de tous. A quelque point de la terre où nous nous trouvons, nous avons tous, indépendamment de la couleur de notre peau, une responsabilité vis-à-vis de la Terre. Les problèmes environnementaux nous le font constater.

Nous sommes donc individuellement responsables de la portion de la Terre que nous habitons. Nous ne la quitterons pas pour une autre planète. Et quand nous la désertons collectivement pour une autre partie, il y aura dysfonctionnement de l'ensemble du système. On le voit avec les guerres civiles en Afrique ou ailleurs, charriant leur lot de réfugiés.

Une conclusion de tout cela s'impose : le patriotisme est une obligation planétaire. Chacun de nous étant responsabilisé dans la conservation et le développement de sa portion de terre, nous sommes tenus de l'aimer et de nous sacrifier pour elle. C'est toute une logique qui s'impose à tous.

Chaque acte que nous posons a un impact sur notre société, c'est-à-dire sur le groupe responsabilisé dans la portion de terre qui lui est confiée.

A quoi voulons-nous aboutir ? A ceci : chacun de nous doit sentir la responsabilité qui lui incombe d'agir et d'influencer, à partir de sa position sociale, le comportement d'ensemble de la société. Cette responsabilité, nous devons l'exercer durant toute notre existence. Dès lors, on comprend très bien pourquoi certains tiennent bien leur portion de terre et pourquoi d'autres la mettent en péril à chaque instant.

Ce qui différencie les hommes serait donc leur degré de participation à la vie de leur société, c'est-à-dire à la pérennité de leur portion de terre. Nous, pays africains, nous ne sommes pas seulement des pays sous-développés porteurs d'énormes risques de conflits sociaux, capables d'engendrer des guerres civiles, des déséquilibres

économiques, nous sommes des pays où l'individu n'a pas une claire conscience de l'impact que peut avoir son action dans l'évolution de sa société entière.

On entend malheureusement cette réflexion : « *moi seul, qu'est ce que je peux faire ?* » Comme si chacun de nous ne devait pas jouer sa partition au niveau de sa position sociale. C'est un devoir planétaire.

Les exemples sont nombreux aujourd'hui qui montrent qu'en l'absence de toute participation et de toute conscience claire des individus, de leur rôle et de leur responsabilité, la portion de terre qui leur revient est en danger. Les guerres civiles, comme celle qui déchirent le Congo, n'auraient jamais vu le jour si les congolais, individuellement, s'étaient tous lancés dans la bataille pour la Démocratie.

Aujourd'hui, aux Philippines, le clergé a initié un mouvement de prestation, très largement suivi, et qui a obligé le président à ne pas modifier la constitution pour prolonger son mandat, ce qui risquait de mettre en péril la Démocratie.

Burkinabè, chacun de nous a une énorme responsabilité dans la gestion de la portion-terre qui s'appelle le Burkina. La sentons-nous ? L'avons-nous aliénée entre les mains d'autrui ? Ou, tout simplement, n'en avons-nous jamais pris conscience ?

C'est bien le moment de nous réveiller, d'avoir une claire conscience que nous avons notre part de responsabilité dans la tragique situation de notre portion de terre. Nous contribuons par notre comportement, à la mettre en danger. C'est par nous que la corruption est arrivée. C'est avec nous que le pouvoir à vie du président Compaoré fait son nid.

C'est à cause de nous que le Burkina est en danger aujourd'hui. Nous agissons comme si nous rêvions de quitter ce pays un jour pour nous installer ailleurs. *Mais où ? Où irons-nous ?*

Quand le danger deviendra plus grave, ce sera avec nous.

Quand la pagaille et le désordre qui règnent asphyxieront le pays, ce sera avec nous.

Il ne se passera rien sans nous. Nous avons donc le devoir moral d'agir, de participer, où que nous soyons. Nous avons de nombreux cadres d'action : les syndicats, les partis politiques, les confessions religieuses, les associations... nous devons sentir le poids de la responsabilité, la nôtre, en nous souvenant de cette évidence : nous n'aurons jamais un autre Burkina pour nous y réfugier.

L'Indépendant n°214 du 30 septembre 1997

L'économie

Freetown est libéré, sous les bombes. Les forces de l'ECOMOG (la force ouest africaine) ont conquis la ville. Freetown sue le sang de tous ces pores. Les soldats gouvernementaux, les rebelles, appuyés par les troupes libériennes, on fuit la ville. Comme toutes les salles guerres, celle-ci charrie son lot de cadavres et de blessés. Beaucoup d'innocents y ont laissé leur vie, pour rien. Tant de sang versé pour si peu. C'est-à-dire pour avoir un pouvoir politique qu'ils ont toujours subi. Les habitants saluent les « *libérateurs* ». Voire !

L'ECOMOG, patronné par le Nigéria, une dictature militaire, a tué nuit et jour, par la mitraille et le napalm, pour restaurer la démocratie en Sierra Léone. Le monde et son incompréhensible dualité... Une dictature au secours d'une démocratie ! Hélas c'est l'incroyable tableau. Un paradoxe. Mais cette peinture nous permet de mieux comprendre la grande bataille que les Africains doivent mener. Les Sierra-Léonais dansent trop tôt. Il ya une bataille à mener chez eux comme dans toute l'Afrique.

Nous parlons surtout de la jeunesse africaine. Ce qui se passe à Freetown peut se résumer par le message suivant : si vous ne vous battez pas pour instaurer une vraie démocratie dans votre pays, un jour des dictateurs vous imposeront la leur.

La démocratie est une chose tellement merveilleuse que même les dictateurs africains luttent et tuent pour l'instaurer ou pour la conserver. Pour les africains, le message est clair. Il ya une bataille à livrer collectivement et individuellement : la bataille pour une véritable démocratie dans nos pays. Si nous ne le faisons pas maintenant et de façon pacifique, des dictateurs nous imposeront tôt ou tard la leur, par le fer et le feu.

La bataille pour la démocratie, dans des pays comme la nôtre, est inévitable maintenant, sans mitraille ni napalm... Ce qui s'est passé à Freetown l'atteste. Après toutes ces tueries, il va falloir se battre pour la démocratie maintenant.

La fausse stabilité qui prévaut dans nos pays ne saurait occulter encore pendant longtemps l'inévitable quête de la démocratie en Afrique. Si nous prenons l'exemple d'un pays comme la Cote d'Ivoire, comment va-t-on satisfaire le grand besoin de démocratie et de liberté du peuple ivoirien ? Nous ne voyons pas.

On peut continuer à dire qu'un « *bout de papier ne choisit pas un président en Afrique* ». Mais qu'est ce qui va permettre de choisir un président en Côte d'Ivoire dans dix, vingt, trente ans ? Quelle méthode utiliserons les futures générations ivoiriennes pour se choisir leurs responsables ? Le président Bédié a été choisit par l'incontesté Houphouët-Boigny. Mais Bédié n'est pas Houphouët : il ne sera pas remplacé comme l'a été Houphouët, son successeur non plus. Comment le parti au pouvoir compte-t-il gérer ses propres appétits politiques en son sein dans cinq ans ou dix ans ?

La présence de l'armée française à Abidjan ne peut non plus être éternelle. Aujourd'hui, il est possible au peuple ivoirienne, surtout à sa jeunesse, de contraindre pacifiquement le président Bédié et la nomenclatura du parti au pouvoir à aller de l'avant dans la véritable voie démocratique sans armes, mais avec fermeté. Sinon, tôt ou tard il faudra payer un lourd tribut de sang pour revenir à la case départ comme en Sierra-Léone. Il ya donc une lutte permanente à mener.

Au Burkina Faso, la situation est pire qu'en Cote d'Ivoire, vu la nature du régime. Comme dans tous les pays africains francophones où le chef de l'Etat est un officier supérieur putschiste reconverti à la démocratie, la situation est encore plus grave. La bataille est encore plus difficile et l'instabilité menace à un double niveau.

D'abord, au sein de la nomenclatura militaire dirigeante, le putsch est inévitable. Quand bien même il n'y aurait pas de vrai putsch contre le chef de l'Etat, il y en aura de faux que lui-même se chargera de créer et d'organiser. Nous l'avons vu récemment au Niger et au Nigéria.

A un second niveau, ces genres de pouvoir invitent chaque jour des soldats à les renverser en posant certains actes. Chez nous par exemple, le régime ne se rend peut-être pas compte que toutes les violations de la constitution et des lois par le pouvoir sont des invitations à la déstabilisation. Car plus un régime viole les lois et la Constitution, plus il se voit contraint à rester au pouvoir. Il se salit et se compromet de telle sorte qu'il ne peut plus ou qu'il a peur de quitter le pouvoir. Et comme, pour rester, il faut continuer à violer les lois et à commettre les crimes, on a vite fait d'être happé dans le cercle vicieux de la peur et du crime. Il est condamné à violer les lois et la Constitution, à tricher pour toujours gagner les élections, à violer les droits de l'Homme pour ne jamais quitter le pouvoir de lui-même.

Non seulement parce qu'il prend goût du pouvoir, mais aussi, parce qu'après des années d'exercice de ce genre de pouvoir, on finit par croire qu'il n'ya pas d' « *après pouvoir* ». On redoute cette échéance. On en tremble. Simple citoyen ? Impossible dans notre pays pour certains dirigeants. On le voit avec le « *grand timonier* » du Togo.

La bataille pour la démocratie est donc rude dans notre pays. Plus tôt on l'entamera, plus on économisera du sang dans l'avenir. Même sans ECOMOG, sans troupes nigérianes, nous vivront le drame sierra-léonais un jour, Si dès maintenant nous n'engageons pas la lutte, sans armes mais avec fermeté.

Une question revient : comment lutter collectivement et individuellement, que se soit dans les *démocraties-héritages* comme en Cote d'Ivoire ou dans les *démocraties-officier-supérieur* comme au Burkina ? C'est simple : individuellement, il faut éviter les compromissions avec les régimes en ne s'engageant pas dans leur parti-Etat. Quand on est obligé d'y être, il faut le combattre de l'intérieur. Chez nous par exemple, sans démocratie au sein du CDP, pas de Démocratie dans le pays.

Toujours individuellement, nous devons nous engager résolument dans les associations qui luttent pour les droits de l'Homme et des peuples ou qui se battent pour plus de démocratie et de justice, comme les syndicats et autres mouvement démocratiques. Des drames comme celui que vivent les habitants de Freetown nous interpellent tous en nous montrant la voie à suivre : en entamant la lutte pour la démocratie, on évite de payer un jour un lourd tribut à la Démocratie. Lutter aujourd'hui, c'est faire l'économie de sang de demain. La bataille du moment peut être pacifique et non violente. Demain, la violence prendra le pas, comme à Freetown. Le tribut de sang sera très élevé. Faisons en l'économie dès aujourd'hui.

L'Indépendant n°233 du 17 février 1998

LES VALEURS FONDATRICES

On n'est jamais seul

« *Chacun se cherche !* ». Cette formule lapidaire, parfois très machinalement prononcée, traduit un profond défaitisme qui se situe au départ et à l'arrivée de nos maux sociaux. « *Chacun se cherche* » : l'image renvoie au navire qui coule et chaque passager ne songe qu'à une seule chose : sauver sa vie. Le drame, dans ces circonstances, est qu'on marche sur ceux qui tombent, on s'accroche à tout ce qui paraît solide, y compris ce qui peut hâter l'immersion du navire, pourvu que l'on s'en sorte.

Le comportement actuel de la plupart des burkinabé, responsabilisés à n'importe quel niveau, rappelle strictement cette image : « *chacun se cherche* » !

En se cherchant, ils trouvent l'argent de l'Etat ou des projets étrangers. En se cherchant ils trouvent les biens matériels de la collectivité qui leur octroie déjà un salaire. En se cherchant, ils laissent la désolation et la ruine derrière eux, aux générations à venir pour lesquelles le goût déjà affadi de la morale et de la vertu n'aura aucune attirance.

Mais la crise actuelle que nous vivons est celle-là même qui forge l'âme des peuples et trempe le caractère des hommes, les vrais. Il peut paraître idiot de rester intègre, propre, dans une société où les plus sales sont les plus vus, les plus écoutés et les mieux adulés. Il peut paraître insensé aujourd'hui, pour un cadre ou tout autre burkinabé qui gère des fonds, de ne pas songer à se bâtir une villa, à s'acheter une voiture de luxe, en détournant.

Pourtant, c'est en pareilles circonstances que l'on peut relever la tête, refuser d'être l'autre pour ne rester que soi-même et éprouver cette satisfaction interne, intense, que l'on nomme Liberté.

C'est aujourd'hui et non demain, dans ce fatras, que l'on doit se dire : pourquoi ne m'imposerais-je pas à moi-même d'abord, avant d'imposer aux autres après ?

C'est aujourd'hui et non demain qu'il faut comprendre que lorsque le destin du peuple est menacé, qu'il ya une joie immense à être ou à se sentir un bout, un tout petit bout de rempart en affrontant la vie avec le bouclier de la morale et de la vertu.

Ce comportement peut exciter des sots et amuser les détourneurs et autres voleurs de biens publics ; ils vous parleront sans doute de mégalomanie, de « *m'as-tu-vu* ». Ils vous diront avec le sourire aux lèvres : « *Toi seul tu ne peux rien changer...* »

Mais dites-vous qu'on n'est jamais seul dans ces circonstances. Vous avez le destin de la Nation avec vous. Un si sublime soutien. Le soutien. On n'est jamais seul.

L'Indépendant n°15 du 09 novembre 1993

La prévoyance

«Le Blanc n'est pas venu pour repartir. La nouvelle circulait dans tous les villages. Nous l'avons su quand le commandant s'est fait construire une grande résidence. Les travaux forcés succédaient aux travaux forcés. Mais ce qui était le plus énervant pour les populations, c'est que le commandant, par la voix de ses gardes et de son interprète Raogo, nous disait sans cesse : « Vous les noirs, vous ne voulez pas travailler, vous êtes paresseux, vous aimez la facilité... vous êtes bêtes ».

Ces injures faisaient rire au début parce que nous pensions que le Blanc était vraiment très bête !

-Et pourquoi ?

-C'était la première fois que nous voyions un adulte empocher sa morve et se soulager dans un trou au milieu de sa case.

Mais tu vois mon fils, pour réussir dans la vie, il faut tenir compte des critiques et des injures des adversaires et des ennemis. Il faut les susciter au besoin. Il n'ya qu'elles pour te guider et diriger des actions. »

Dans la théorie coloniale, Jules Ferry écrit : « Le noir est si imprévoyant qu'il peut vendre sa natte le matin parce qu'il ne pense pas qu'il fera nuit le soir ». Critiques raciste, certes. Mais puisqu'il faut tenir compte selon les conseils du vieux sage, reconnaissons qu'il ya là matière à réflexion. Il ya bien des questions à se poser.

Cette conversation que nous avons eu avec un vieillard en 1976 quand nous enquêtons sur les révoltes bouaba et gourounsi contre l'occupation coloniale est édifiante. Sommes-nous prévoyants ? Ne sommes-nous pas capables de vendre notre natte le matin en oubliant la nuit du soir ? Ce n'est certes pas une histoire de peau, sans doute, mais une inadaptation culturelle à un monde qui nous engloutit, comme par surprise.

Soit, il ya tout une série de facteurs matériels et spirituels qui limitent les aptitudes prévisionnelles en Afrique. Mais, à voir les choses sans fard et sans vernis, il ya une prévoyance quasi généralisée.

Nous laissons de coté le cas de nos Etat sous la tutelle du F.M.I. et de la Banque Mondiale payant très chèrement leur imprévoyance. Ils vident leurs caisses, ils achètent de grosses voitures sans songer à la construction de leurs routes. Ils ont habillés les lycéens et les collégiens en cravate et en souliers pour des défilés en oubliant de construire des établissements pour faire face à la démographie galopante, ils s'endettent énormément pour investir dans des secteurs improductifs, faisant fi des remboursements et de la finalité des projets... Nos autorités ne prévoient qu'une seule chose : ce qu'elles appellent leur avenir, en détournant abusivement et en investissant à l'étranger.

Au niveau des individus, la situation est tout aussi dramatique : ils sont nombreux qui ne pourront plus faire face à une ordonnance médicale après les fêtes de fin d'année. Tout aussi nombreux seront ceux qui dormiront à jeun ou mangeront des repas fades pendant tout le mois de janvier, parce qu'il ya eu les fêtes. Et l'année prochaine il en sera de même, parce qu'il en a toujours été ainsi. L'imprévoyance !

Une année nouvelle s'annonce, essayons d'être plus prévoyants si nous ne le sommes pas. Essayons au moins une fois.

L'imprévoyance et tous les mauvais comportements de nos responsables sont aisément les fruits d'une seule chose : notre imprévoyance à nous. Celui qui gagne la victoire sur lui-même saura faire triompher la Justice, la Liberté et la Paix. Sachons prévoir !

L'Indépendant n°74 du 27 décembre 1994

Réveillez-vous !

« *Le monde capitaliste si respectable – Vatican inclus- assistait à cette évolution avec la conscience tranquille, mais se gardait d'intervenir en faveur des victimes afin de ne point perturber l'objectif principal : la destruction du communisme* ». Ainsi se confesse Gunter Holzmann, un juif de plus de quatre vingt dix ans, ancien membre du groupe Kamaraden qui œuvra à asseoir Adolf Hitler au pouvoir à partir de 1932, dans le sang et les larmes de nombreux Allemands.

Dans le monde du 15 mai dernier, Gunter confesse sa participation à l'évènement du nazisme, comme beaucoup d'autres jeunes juifs, avant que le monstre ne se retourne contre leur propre race. Pour les dévorer. Le même monstre ruinera et détruira le monde capitaliste si respectable qui avait choisi de fermer les yeux sur les exactions.

« *Le drame de la mousson de la violence, c'est qu'elle souffle dans tous les sens* », disait le sage chinois Lao Tseu.

Dans l'histoire des hommes et de l'humanité, tous ceux qui ont absous l'injustice parce qu'elle s'appliquait à autrui, l'ont toujours très chèrement payé ; tous ceux qui sont restés indifférents devant la violence gratuite, parce qu'elle ne frappait que le voisin, ont toujours été victimes de cette même violence ; tous ceux qui ont béni le crime et la torture, parce qu'ils pensaient en être épargnés, ont souvent payé de leur vie la soif de sang des bourreaux.

Aujourd'hui, ce sont les enfants des autres qui sont abattus dans notre pays. Garango ? C'est où ? Le(s) nôtre(s) est (sont) à l'abri. Jamais ils ne marcheront contre le régime burkinabè. Ils ne risquent donc rien. Mais de quoi demain sera-t-il fait ?

Un tueur tue. Et quand il a fini avec les enfants des autres, il s'attaque aux enfants de plein régime, ceux jadis épargnés par la violence. Nous comprendrons trop tard cette sagesse mossie du Larllé Naba Abga : « *Quand le village se fatigue à creuser une sépulture pour la dépouille de l'esclave, c'est pour prendre l'habitude de le faire avant la mort du prince* ».

Se battre pour la Liberté, la Justice et le Développement de son pays est une raison suffisante de vivre, un engagement solennel aux côtés de l'Homme et pour la vie.

Si deux innocentes vies ont été arrachées à l'affection de leurs parents dans un Etat de droit, c'est-à-dire un Etat de Liberté et de Justice (même supposées) où le citoyen est responsable et respectueux des institutions, la loi doit punir « *non seulement le cœur qui a pensé mais aussi le bras qui a frappé* », selon un adage corse.

Il est temps, et même grand temps, que les mères de ce pays comprennent la douleur d'une mère qui se retrouve du jour au lendemain avec, pour seul souvenir, le cartable de son enfant.

Il est temps que les burkinabé comprennent que désormais, la valeur d'une Nation, sa capacité à participer à l'Histoire et au progrès de l'Humanité, se mesurent à l'une de ses efforts pour défendre la vie humaine.

Réveillons-nous ! Au nom de la Nation.

L'Indépendant n°94 du 23 mai 1995

La quête

Quand on observe le comportement actuel des burkinabé, on est choqué par leur attitude vis-à-vis des problèmes de la Nation et du peuple. Et quand on les compare à leurs aînés Voltaïques (évidemment les meilleurs d'entre ceux-ci) il est à se demander pourquoi cette métamorphose du Diable.

Nous avons attribué le phénomène à la peur inculquée au plus grand nombre par une révolution qui a réuni, en une seule nuit, des patriotes convaincus et des renégats de la pire espèce. Nous avons pensé aussi que le virus émanait d'une infection profonde, insidieusement et malicieusement cultivée dans un bouillon d'argent et de luxe.

En essayant de disséquer la personnalité du burkinabé d'aujourd'hui que devons-nous retenir qui justifie son attitude et explique son comportement de façon certaine.

La peur ? C'est vrai qu'elle existe. Nous l'avons plusieurs fois admis et répété. Cependant, il ya des moments où un homme normal n'a plus peur. Parce que tout simplement, la peur de perdre la vie finit au moment où on est sûr de la perdre. Alors, on brave le danger. Cela s'appelle l'instinct de survie. La peur, elle est propre aux animaux et aux hommes.

Le vieux Lamizana, excédé par les grèves, disait un jour : « *Si vous m'acculez, je me défendrai* ». Que ceux qui ont des promesses de la vie (avoir du travail, pouvoir se soigner, se nourrir, pouvoir espérer), que ceux-là aient effectivement peur de la perdre, cela se comprend aisément. Les exemples sont nombreux où de farouches guerriers, jadis capable de se sacrifier pour une noble cause, deviennent des chiffres molles quand s'estompent les raisons de leur engagement pour faire place à un exubérant bonheur matériel. La peur de mourir naît du bonheur matériel de vivre. Mais quand on sait qu'on est condamné et que l'on refuse de lutter, parce qu'on a peur de perdre la vie, il ya quelque chose qui ne s'explique pas.

Pourquoi se comportement des burkinabè ? La boulimie de l'argent et du luxe expliquerait-elle le comportement de la plupart d'entre-nous ? Sans doute. Mais pour ceux qui ont la possibilité d'en gagner. Or, cela n'est plus donné à tout le monde. Avant, il suffisait de faire un placement dans le parti majoritaire pour avoir un poste juteux. Cela se poursuit à l'heure actuelle, mais de façon très très sélective tant l'argent se raréfie.

En résumé, la peur et la recherche effrénée de l'argent facile n'expliquent plus l'ankylose des burkinabé. Le mal est plus profond et c'est la première fois que nous le vivons dans ce pays. Il s'appelle tout simplement *perte de personnalité*.

Cette capacité de se définir et d'exprimer sa conscience, nous l'avons perdue. Des intellectuels, jadis de renom, aux anonymes travailleurs, nous n'avons plus de personnalité au Burkina. Inutile d'indexer un coupable, cela ne nous soignera pas. Il faut s'attaquer au mal : il part de chacun de nous, il est en chacun de nous. Malicieusement ancré. « *Qui suis-je ? Que dois-je être ?* »

Seule cette quête nouvelle de personnalité sauvera ce pays. Il faut s'y attacher. La personnalité d'une nation est la somme des personnalités de ses citoyens. La quête individuelle est aussi collective. Elle est à elle seule une raison de vivre et de mourir.

L'Indépendant n°103 du 25 juillet 1995

La confiance

« *Le développement suppose la confiance* » : a dit le président Jacques Chirac en parlant de l'Afrique.

Jamais pensée ne fut si profonde : jamais vérité ne fut si crue et conseil si adéquat. Le développement suppose la confiance : sans confiance il n'y a pas de développement. La confiance se manifeste à trois niveaux. Le premier et le plus important est celui de chaque individu. Il faut se faire confiance. Nous devons avoir confiance en notre capacité de nous assumer, de nous réaliser, de nous épanouir. Nous devons avoir foi en nous-mêmes. La question essentielle est alors : « *Ai-je confiance en moi-même ?* »

Nous ne devons jamais dire : « *je ne peux pas* » avant d'avoir essayé une fois, deux fois, plusieurs fois. Parce que l'échec est inhérent à l'action, comme le disait feu Sékou Touré. Seul ceux qui n'entreprennent pas n'échouent pas. Notre confiance en nous-mêmes en tant que citoyens libres d'un pays en pleine bataille économique et politique doit nous faire intervenir et participer à tout débat, à tout combat qui fera de notre pays et de l'Afrique un monde de justice, de liberté et de démocratie, gages de tout développement.

La démission fatale réside dans cette phrase : « *Qu'est-ce que je peux faire tout seul ? Je ne suis rien.* » Nous sommes ce que nous sommes ; Plus précisément ce que nous voulons être : un esclave ou un homme libre. Ce premier niveau de la confiance nous plonge directement dans le deuxième : nous devons avoir confiance en notre pays et en l'Afrique.

Il n'y a pas de pays maudit. Il n'y a pas de continent délaissé par on ne sait quel Dieu. Pour les vrais croyants, Dieu est amour. « *Je ne peux pas imaginer un Dieu qui récompense et punit l'objet de sa création. Je ne peux pas me figurer un Dieu qui réglerait sa volonté sur l'expérience de la mienne... Si de pareilles idées se développent dans un esprit, je le juge faible, craintif et stupidement égoïste* », disait le savant Albert Einstein.

Nous devons avoir confiance en notre pays à travers son peuple. Tous les peuples mobilisés triomphent. Le nôtre est capable de triompher de toutes les adversités. Notre peuple est capable des victoires les plus inattendues. Nous devons lui faire confiance.

Le dernier et le troisième niveau de la confiance, le plus difficile à atteindre est la confiance au pouvoir en place. Cette confiance-là se mérite plus que toute autre parce que, plus que tout autre, elle se conquiert et très difficilement. Le leader qui incarne le pouvoir doit, par son comportement de tous les jours, ses actes et ses paroles quotidiens, indiquer la voie à suivre, l'exemple à imiter, le courage à acquérir.

Le courage du leader, la confiance qu'il a en son pays, déteignent sur l'ensemble de son peuple. Qu'il le veuille ou non, le leader est le bon ou le mauvais exemple. Sa vie est un graphique dont chaque courbe exprime autant de victoires ou autant de défaites de tout son peuple. La confiance en un tel homme ne saurait ni se marchander, ni se vendre. Elle ne saurait se bâtir et se consolider ni par la propagande politique, ni par la peur ou par la violence des armes.

Toute la carrière du leader politique digne de ce nom se résume donc à la conquête de cette confiance du peuple et de chaque individu.

« *Le développement suppose la confiance* » : nous dit le président Jacques Chirac. Le reproche est de taille. Saurons-nous seulement le comprendre, avec cette idée force qui veut que « *La pire des injures consiste à rappeler à un homme son devoir.* »

***L'Indépendant* n°109 du 05 septembre 1995**

Paraître pour disparaître

« *L'âne, pour se faire très beau, alla prendre la peau de la panthère. Pour plaire aux habitants du village de sa femme, le héron emprunta le plumage du paon.* » Les contes africains abondent de ces situations où des hommes, dans leur société, ont recours à des subterfuges pour travestir la réalité, pour paraître ce qu'ils ne sont pas. Ils y mettent beaucoup d'efforts et de moyens pour tromper les autres alors qu'ils se trompent avant tout eux-mêmes. Et dans tous les cas de figure, la réalité finit par triompher. Ils finissent par être découverts un jour sous leur véritable nature et cela se termine mal.

Lorsqu'on considère la valeur culturelle de nos contes, on ne peut qu'être sidéré par l'usage que nous faisons de la philosophie qui en découle. Grâce à ces contes qui mettent en relief le danger de vouloir coûte que coûte paraître aux yeux des autres sous une très fausse apparence, nous devrions tirer des leçons individuelles et collectives dans notre vie de tous les jours.

Individuellement, que ne faisons-nous pas pour paraître ? Quel plumage et quelle peau n'empruntons-nous pas pour paraître ce que nous ne sommes pas ? Malheureusement, les prêts sont remboursables, comme toujours. Le plumage, la peau, la voix, dans notre société, se monnaient en argent. Comme les animaux de notre fable, nous sommes prêts à tout pour emprunter cet argent pour paraître. Uniquement pour être tel que nous voulons qu'on nous voit et non tel que nous sommes.

Combien de parents réduisent leurs enfants à la consommation des « sauces claires » ou au MKZ, la célèbre formule chimique de la sauce gombo sec avec beaucoup de potasse, pour acheter une vieille voiture, une « *au revoir la Belgique ou la France* », contribuant ainsi pendant un ou deux ans à la pollution de Ouagadougou, avant de ranger leur épave ?

Bientôt, avec les fêtes de fin d'année, que ne verrons-nous pas comme excès ? Combien sauront se limiter pour faire des fêtes proportionnées à la valeur réelle de leur portefeuille ? Il faut paraître. Et nous paraîtrons tous. Pendant une journée, nous ne serons plus les pauvres burkinabés traqués par la misère, le PAS et la politique de contre-développement du pouvoir en place. Et on se dira : c'est la fête après tout !

Mais le drame de ce comportement n'est pas seulement le déséquilibre quasi permanent du budget familial (quand il y en a un). La tragédie de cette conduite à la limite de l'irrationnel est qu'elle s'incruste dans notre peau. Et nous accédons aux grandes responsabilités de l'Etat dans cet état d'irresponsabilité et d'irrationalité dans le comportement.

Nous élevons notre « *paraître* » à la puissance « *président* », à la puissance « *ministre* », ou « *directeur* », « *chef de service* »... Nous élevons la tare du paraître à notre nouveau rang. On devine alors la grandeur et le coût de nos plumages et peaux d'emprunt. On imagine ce qu'ils coûtent au peuple en sacrifices et en misères. Voitures de luxes, palais, avions...

Le drame est le suivant : plus les responsables réussissent à réduire leur peuple au silence et à l'obéissance aveugle, plus leur paraître s'accroît et se développe. De madame Marcos aux Philippines, avec ses trois mille paires de chaussures neuves et

ses innombrables châteaux, à dévalués et ses investissements en Europe, le phénomène est partout le même : plus un peuple met l'accent sur le paraître, plus il est subjugué. Pire : plus ses responsables paraissent.

La tragédie du *paraître*, c'est que l'on peut *disparaître*.

Songez-y au Burkina pour mieux maîtriser nos réalités.

***L'Indépendant* n°124 du 19 décembre 1995**

L'initiation

Dans plusieurs sociétés traditionnelles africaines, il a existé (et il existe toujours) ce qu'on appelle l'initiation, c'est-à-dire une formation physique, psychologique et morale à l'issue de laquelle la société déclarait le jeune garçon ou la jeune fille apte à rejoindre le camp des hommes ou celui des femmes. C'est ce qu'on nous enseigne banalement en nous parlant de l'initiation. Cette explication sommaire ne nous révèle pas toute la portée humaine et la valeur de l'initiation qui faisaient d'elle la substance pérenne de la société elle-même. L'initiation armait l'adolescent pour affronter la vie : il recevait une somme de vertus cardinales qui comblaient un vide psychologique et lui permettaient de résister à la tentation des fausses valeurs.

Nous ne voulons pas jouer aux pleureurs du monde à jamais révolu de l'Afrique traditionnelle. Nous déplorons simplement le fait qu'aujourd'hui un vide demeure que nous ne savons plus combler, alors il nous est difficile de devenir des hommes et des femmes dignes de ce nom.

Les vertus essentielles, avec lesquelles l'adolescent ou l'adolescente ressortait et qu'il pouvait dès lors emporter comme viatiques dans le long cheminement de sa vie étaient : l'honnêteté, le courage, le sens de la société ou patriotisme, l'honneur et le don de soi pour la cause commune.

Aujourd'hui encore, nous trouverons des reliques de ces valeurs sociales dans nos campagnes. Malgré leur extrême dénuement, les hommes refuseront votre argent pour l'honneur, la dignité et la justice. Ils préféreront crever de faim que de se faire corrompre et humilier. Ils préféreront « *mourir debout plutôt que vivre à genoux* », comme le disent les griots mandingues.

Les mossis ont une telle image pour traduire ce genre de comportement : « *Le Burkina (l'honnête homme) meurt mais ne s'humilie pas !* » Et ils ajoutent, dans un proverbe qui se retrouve dans toutes nos communautés : « *La figure du respect est meilleure à la noix de cola de l'humiliation.* »

L'initiation ? C'est fini, bel et bien fini ! Qui nous armera désormais ? Qui fera de nous des hommes et des femmes dignes de ce nom ?

La religion ? Ce n'est pas sûr. Les églises, les temples et les mosquées poussent comme des champignons. Ils sont remplis de millions de fidèles. On y prêche nuit et jour des vertus pareilles à celles de l'initiation. Cependant, les grands voleurs, les corrompus, les prostitués moraux ne sont pas des athées. Pire, la grande majorité aujourd'hui prie pour résoudre ses problèmes personnels. Hors de la « *maison de Dieu* », on achète les consciences, on se vend soi-même, on corrompt à tour de bras, on est corrompu, on tue, on vole le prochain et toute la société.

Que faire ? La morale et l'enseignement civique à l'école ? Cette solution ne donne pas des résultats satisfaisants. Combien on la chance de fréquenter l'école et pendant combien de temps ? Qui enseigne des principes pour faire ensuite, hors de la classe, le contraire de ce qu'il a dit à ses élèves.

Nous pensons que la solution réside en chacun de nous. Chaque jour, nous pouvons recevoir une initiation à travers la lecture, si nous savons lire. Lisez les Bibles, les Corans, la vie des hommes illustres, l'histoire de leurs combats. Qu'importe

l'ouvrage : lisez ! Si vous ne savez pas lire, vous pouvez forger votre initiation par les contacts avec ceux que vous estimez être sur la bonne voie.

En outre, deux grands centres d'initiation demeurent : l'Etat et la famille ! Nous sommes tous des initiés de ces deux institutions sociales. Dès lors, la qualité de l'initiation dépend des maîtres initiateurs présents dans ces deux centres. Il faut s'y référer pour savoir qui on est réellement !

***L'Indépendant* n°156 du 06 août 1996**

L'âme s'en va !

« *Quand les peuples auront fini de perdre leur âme, c'est par la justice qu'on le saura* », disait un vieux griot mandingue magnifiant ainsi la lutte du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) en 1946.

Cette grande sagesse mandingue, nous la vivons aujourd'hui au Rwanda, au Burundi ou dans les deux Congo. Là où il n'y a plus de justice, là où on ne peut pas dire la loi, là où on la dit de travers ou par complaisance... là, le peuple a perdu ou perd son âme. Si rien n'est fait, tout le système des valeurs qui permettait à ce peuple de se pérenniser ira en fumée. Et c'est la mort d'abord de l'Etat et de ses institutions, entraînant l'anarchie totale, c'est-à-dire la perte de l'âme du peuple. Et c'est par la justice, c'est-à-dire par son application, le respect des lois et des règles de droit, que l'on saura jusqu'à quel point l'âme du peuple, l'ensemble du système des valeurs, se perd, s'étiole pour se consumer dans l'ardent feu des passions, des haines et de la bestialité des hommes.

Pour chaque peuple, le phénomène de la perte de l'âme est mesurable. Le premier baromètre est en chacun de nous. Notre comportement quotidien permet de mesurer jusqu'où notre peuple perd son âme. Comment réagissons-nous face à l'injustice flagrante qui s'abat sur nous ou sur autrui ? De plus en plus, nous assistons aux agressions dans nos rues sans nous émouvoir. Nous pouvons arguer que c'est par peur, certes. Mais combien sommes-nous, prêts à nous détourner de notre itinéraire pour alerter les forces de l'ordre les plus proches lors d'une agression ?

De manière beaucoup plus large, ce qui faisait la fierté et la particularité de notre pays, c'est que le citoyen pouvait, s'ériger contre l'injustice faite à autrui, qu'il connaisse la victime ou pas. C'était notre grande richesse. On nous l'accordait. Dans la rue, on pouvait assister à des rixes où des individus s'affrontaient sans se connaître parce qu'une injustice flagrante était commise.

Quand cet esprit est dans la rue, c'est qu'il existe dans les foyers, dans les palais de Justice et au sein des gestionnaires du pays. Et quand il n'est plus dans la rue, c'est qu'il se perd aussi ailleurs. Voyons comment les Européens que nous taxons d'individualistes réagissent face aux injustices et aux crimes comme la pédophilie. Ce qui est tragique au Burkina, c'est que l'injustice n'émeut plus personne. A peine si on en parle quand nous n'en sommes pas victimes nous-mêmes.

Qui aurait pensé qu'un jour, dans notre pays, un chauffard, peu importe la couleur de sa peau, écraserait une personne avec sa puissante Mercedes, prendrait la fuite, et, repris par les forces de l'ordre et incarcéré en prison, serait jugé et relaxé avec quelque deux mois de sursis ? Qui aurait cru qu'un tribunal prendrait sur lui de prononcer un tel verdict à Ouagadougou ?

« *Quand les peuples auront fini de perdre leur âme, c'est par la justice qu'on le saura* ». La morale d'un fait divers du genre nous permet de tirer d'importantes conclusions. L'amour de la justice n'a pas de degré d'application. Ce qui nous pousse à nous insurger contre une petite injustice, c'est ce qui nous oppose à une plus grande injustice.

Et si aujourd'hui, face aux actes de flagrante injustice, c'est le silence et la complicité des citoyens, alors, face à la haute injustice du pouvoir, c'est la même réaction. Autant nous pouvons fermer les yeux sur le flagrant délit d'injustice subi par un simple citoyen dans nos Palais de justice, dans la rue, tout autour de nous ; autant nous pouvons accepter toutes les formes d'injustices, de violation de la loi et de la Constitution perpétrées par le pouvoir.

L'adhésion très sincère de nos populations à la Révolution dès ses premières heures, tout comme le soutien massif au régime des colonels dirigé par Saye Zerbo, découlait de cet amour que nos populations avaient pour la justice. Elles ne soutenaient pas les nouveaux venus qu'elles ne connaissaient pas, qu'elles n'avaient jamais vu à l'œuvre. Elles condamnaient toutes les flagrantes injustices des régimes précédents.

Aujourd'hui, elles semblent accepter qu'un pouvoir débride la Justice à tous les niveaux. Nos palais sont en passe de devenir des « *maisons d'affaires* » où le devoir de dire le droit est devenu le droit du juge de se conformer à l'élan de perdition de sa société orchestrée par le pouvoir en place.

Si le citoyen burkinabè d'aujourd'hui avait son courage d'antan, de l'époque où il était capable de s'insurger contre la petite injustice, quelles que fussent les conséquences, le pouvoir lui-même hésiterait avant de poser certains actes, comme la manipulation de la Constitution. Même le règlement intérieur d'une association ne saurait être traité comme notre Constitution. (...)

« *Quand les peuples auront fini de perdre leur âme, c'est par la justice qu'on le saura* ». Le nôtre est entrain de perdre la sienne, dangereusement. Il paraît que le régime s'en inquiète et se demande ce qu'il doit faire. Pire, il ne trouve plus de solution contre le pourrissement de la justice.

Seulement il oublie que, quand la Constitution est en cire molle (et que l'on peut donc fabriquer tout ce qu'on veut avec), les codes et les palais de justice deviennent le capital du juge. Et notre peuple y perd son âme.

L'Indépendant n°213 du 23 septembre 1997

Pour une parcelle de fierté

Décembre 1983. Un petit quartier de Sourgoubila, à une quarantaine de kilomètres de Ouagadougou. Les ménagères écrasaient le millet sur la grande meule commune. C'est là qu'elles échangeaient les informations. C'est là que l'une d'entre elles apprit qu'un de ses anciens amants, parti en Côte d'Ivoire, était de retour. Elle brisa sa calebasse de joie. Abandonnant farine et millet sur le meule, elle rejoignit ce dernier et passa une semaine auprès de lui. Son amant, qui était revenu pour un court congé, refusa de l'emmener avec lui quand l'heure du départ fut proche. Elle regagna son foyer en larmes. Pendant qu'elle sanglotait dans sa case, son mari interrogea sa propre mère sur la conduite à tenir. « *Maman qu'est ce que je dois faire de cette femme ?* »

La vieille répondit : « *Fais en sorte qu'aucun homme de ce village n'ait honte un jour de dire qu'il est ressortissant de chez nous* »

L'époux, blessé dans son amour propre, amena la femme sur la meule et l'y égorgea avant de se donner lui-même la mort.

Ce fait divers que nous avons vécu (l'homme était un de nos relations), apparemment banale, est très riche d'enseignements. Tout le village a salué l'acte. La vieille mère de l'époux fut choyée jusqu'à son dernier jour pour avoir donné un aussi « bon » conseil à son fils : « *Fais en sorte qu'aucun homme de ce village n'ait honte un jour de dire qu'il est ressortissant de chez nous* ».

Crime passionnel, diront les juristes. Bêtise humaine, soutiendront les moralistes. Mais, il ya des moments où on a honte de ses propres origines. Ce n'est point de la gêne. Non ! On a honte de dire : « *Je viens de tel village, de telle région.* » Pire encore, « *de tel pays* »

De votre pays, vous ne voulons plus entendre parler. Vous voulez vous en détacher. Tous les africains qui ont vécu ou vivent le traumatisme des guerres civiles et des génocides éprouvent cette honte de dire leur origine à l'étranger, comme s'il avait à porter du coup sur eux seuls tout le poids du drame que leur peuple a vécu ou vit.

Tous les africains, qui que nous soyons, pour peu que nous ayons une claire conscience des drames de notre continent, nous devrions avoir honte de dire « *je suis africain* ». A ce seul mot s'identifient les génocides, les massacres, les cadavres qui pourrissent au soleil, les fausses communes...Et même si votre interlocuteur ne vous demande pas votre pays d'origine, vous vous empressez de le lui dire. Surtout si vous êtes originaire d'un pays qui n'a pas encore connu de génocide, comme si déjà, du regard, on vous culpabilisait. Parce que *être ressortissant de certains pays africains et être vivant, c'est suspect*.

Sur notre continent, il n'ya plus d'homme neutre : on est victime ou on est bourreau. Nous le sentons dès lors que nous mettons le pied hors de ce continent. Nous avons honte d'être africains. Nous ne pouvons parler de notre continent qu'en termes de drames. Et là où il n'ya pas encore eu de génocide (ce qui est arrivé au Rwanda pourrait arriver dans n'importe quel pays du continent), il ya cette honte des processus démocratiques qui vont générer la violence. « *Comment ça va chez vous ?* » « *Ca va très bien !* » Et nous parlons des saisons et des danses. Nous évitons la politique.

Qui peut être fier d'être ressortissant d'un pays où le chef de l'Etat est le seul candidat aux élections et est élu avec plus de 90% des suffrages exprimés ? Qui peut être fier d'être citoyen d'un pays où la Constitution est une cire molle entre les mains d'un seul homme qui en fait ce qu'il veut ? Le devoir de tous et de chacun serait de faire en sorte que nous n'ayons plus honte de dire : « *Je viens d'un tel pays* ». Ce devoir incombe à ceux qui ont une pleine conscience de nos drames.

Laissons de côté nos responsables. Ils ne sont plus en mesure de comprendre, de raisonner... d'avoir honte. Quand, de leurs faux airs altiers, ils parquent sur les tapis rouges aux côtés de vrais présidents, élus démocratiquement, cela révèle qu'ils ne sont plus au stade où leur conscience peut faire le moindre reproche. Sinon, ils auraient eu honte d'être des présidents dévalués, des sousprésidents.

Au Burkina, nous avons connu la fierté de dire : « *Je suis voltaïque !* » Malgré les vicissitudes de la Révolution, nous avons été aussi fiers de dire : « *Je suis burkinabé !* » Et cette fierté était légitime et méritée. Elle se fondait dans notre courage au travail, notre honnêteté, notre humanisme. Nous étions (et sommes toujours) pauvres, mais fier d'être des voltaïques, des burkinabé.

Aujourd'hui, même à l'intérieur de leur pays, nombreux sont ceux qui sentent le dégoût d'être burkinabé. Certes, nous ne nous taillons pas encore à la machette. Nous ne tirons pas des canons de 120mm dans Ouagadougou. Il n'y a pas de combats de rue. Mais pourquoi ? Parce que, tout simplement, il n'y a pas encore eu des gens décidés à la faire. Mais ce n'est point parce qu'il y a une âme, une conscience, une morale, un amour de la Patrie qui l'interdisent. IL n'y a plus un seul obstacle sur la voie de la violence, de la bêtise et de la barbarie.

Qu'est ce qui peut nous faire dire encore : « *Je suis fier d'être burkinabé ?* » Rien. Au moins, faisons en sorte que jamais nous n'ayons honte de dire : « *Je suis burkinabé* ». Le régime nous y entraîne. Nous sommes à mi-chemin. Il nous suffit d'avoir un autre groupe d'hommes qui tiennent au pouvoir par tous les moyens (et à vis, comme les dirigeants actuels) pour que nous disions un jour : « *J'ai honte d'être burkinabé* ». Travaillons à redonner à notre peuple les dimensions de sa dignité d'antan, afin que les futures générations puissent dire : « *Je suis fier d'être burkinabé* ». A défaut, faisons en sorte qu'elles n'aient pas honte de l'être.

L'Indépendant n°218 du 28 octobre 1997

JUSQU'A LA MORT

Le gilet

Ythzak Rabin, le Premier ministre israélien, a été assassiné de trois balles de revolver. S'il portait un gilet pare-balles, il serait toujours vivant. Mais il refusait d'en porter. Pourtant il se savait menacer. De nombreux manifestant ont scandé devant sa porte : « *Rabin, à mort !* » Même en dehors de ses manifestants, feu le Premier ministre savait qu'il avait des ennemis dans le camp des Palestiniens comme dans celui des Israéliens opposés au processus de paix. Le danger était réel et permanent. Est-ce par inconscience du danger que feu Rabin refusait de se protéger ?

Le vieux soldat qui a connu la mort, qui a ôté et qui a fait ôter tant de vies sur les champs de bataille, a-t-il fini par ne plus avoir peur de la mort ? Non, nous pensons que la raison est à chercher ailleurs, parce qu'il a démontré que ceux qui ont donné ou fait donner la mort, sont ceux-là mêmes qui tremblent quand ils entendent parler de la mort.

Ceux qui ont tué sont ceux qui ont le plus peur de la mort. Cela se vérifie en Afrique surtout : les dictateurs au pouvoir qui assassinent le plus ont les voitures les mieux blindées, ils font des rallyes à chacun de leurs déplacements, escortés d'automitrailleuses, de chars et d'avions. « *Le bourreau a peur de la cognée* », comme dit le proverbe.

Mais Ythzak Rabin n'a pas tué et fait tué parce qu'il avait soif de sang. Il n'a pas traversé le canal de Suez pour faire enterrer de nombreux Arabes dans le but de protéger des intérêts ou un pouvoir personnel. Il s'est battu pour son peuple. A chaque bataille, il s'offrait en martyr pour Israël, toute sa raison de vivre, même s'il brimait un autre peuple : le peuple palestinien. Cette même bataille, il l'a poursuivie pour la paix, avec des sacrifices tout aussi difficiles, comme s'asseoir à la même table que l'ennemi d'hier, discuter avec celui qui a tué des parents et des amis et qui jurait il n'ya pas encore longtemps : « *Notre but, un seul tombeau pour Israël.* »

Dans cette bataille, le port d'un gilet pare-balles était comme un ingrédient qui affadissait le sacrifice. De quoi a-t-on peur lorsqu'on se dévoue pour la cause de son peuple ? Qu'est-ce qui peut faire trembler ou hésiter quand on s'engage dans une bataille économique, politique, militaire pour le devenir de son peuple ? Le vieux soldat israélien que l'on vient d'enterrer à Jérusalem répond : Rien ! Absolument rien ! Respectant la tradition qu'il a lui-même imposée dans Tsaal (l'armée israélien), il est monté aux premières lignes pour la bataille de la paix, sans autre protection que sa foi en l'avenir de sa patrie. Une armature que rien ne peut détruire.

Avant lui, d'autre ont crié : « *La Patrie ou la mort* ». Et on compte tous ces hommes et toutes ces femmes tombés sur le champ d'honneur pour bâtir leur pays économiquement, sauvegarder sa paix et sa culture pour les futures générations.

Malheureusement l'Afrique actuelle est très pauvre de ces hommes capables de refuser des gilets pare-balles, ou pare-misère pour notre cas, dans le défi du sous-développement.

Rabin n'a pas cherché la mort. Non. Il l'a défiée. Il l'a banalisée. Il s'en est servi avec cette dextérité et cette habileté des grands artistes qui se donnent pour tâche dans la vie de bâtir les ponts de l'avenir pour la traversée de leur peuple vers des horizons de Paix

et de Développement. Le meilleur gilet pare-balles est celui qui protège la vie pour l'éternité. Il s'appelle l'amour de la Patrie.

***L'Indépendant* n°119 du 14 novembre 1995**

Respectons le maître

L'escalier. Une marche. Deux. Trois... Le président Samuel Doe monte dans le bureau du commandant de la force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG) pour des négociations visant à rétablir sa légitimité sur le Liberia déchiré. Le piège se renferme sur lui. Prince Johnson et son groupe font irruption dans la pièce : Samuel Doe est prisonnier. Vient alors l'horreur. Rarement un homme a été ainsi torturé, sous l'œil d'une caméra. Les images ont circulé dans le monde entier, présentant la triste fin du chef de l'Etat libérien, celui qui, un matin, sans aucun jugement, avait exécuté sur une plage les dignitaires du régime du président William Tolbert.

On dit qu'au stade suprême de sa dictature, Doe faisait torturer ses ennemis pour se distraire, quand il trouvait la vie ennuyeuse. Son plaisir était surtout, dit-on, de faire électrocuter les hommes par le sexe : « *The best way to make love !* » disait-il aux suppliciés. (La meilleure manière de faire l'amour). Dans les mains de prince Johnson, le président a subi, à son tour, les tortures les plus inhumaines. Il fut émasculé avant d'être tué. On le mit dans une brouette pour un « tour d'honneur » à travers Monrovia. Le cas de Samuel Doe est le plus connu de l'histoire mais il n'est pas le seul. En Guinée le célèbre Kaman Diaby s'était fait tristement remarquer, avant d'être lui-même pris dans l'engrenage des complots, parfois imaginaires, contre le régime de Sékou Touré. Les croyants parlent d'une loi divine qui châtie tous ceux qui tuent ou torturent les créatures de Dieu selon leur seule volonté : la justice immanente.

Les autres croient plutôt à une logique évolutive de la violence. Elle irait en spirale et finirait toujours par atteindre ceux qui actionnent son mécanisme. Les adeptes de certaines sciences orientales et de certaines religions, comme les bouddhistes, croient que tout homme est le fruit de l'environnement qu'il crée. Par exemple, un homme qui s'entoure de violence, de crimes, de meurtres devient prisonnier de cet environnement avant d'en être la victime. Lorsque nous déployons le bien ou le mal en direction d'autrui, lorsqu'il en est atteint, l'énergie que nous avons développée nous ramène en retour le bien ou le mal que nous avons dispensé. Et, avec l'aide de l'énergie transcendante, le bien ou le mal que nous avons exécuté nous revient de façon exponentielle, selon les réactions du destinataire.

Par exemple, lorsque vous soulagez la misère d'un homme, il souhaitera, dans son esprit, tout le bien. Il en est de même quand vous le torturez : dans son esprit, il vous maudira.

Ce qui se passe aujourd'hui au Burkina devrait servir de leçon à tous. Depuis le 04 Août 1983, des excès ont été commis tant à l'encontre d'individus qu'à l'endroit du peuple tout entier. Combien ont péri sous les tortures dans ce sinistre lieu appelé Conseil ? « *On le fait* » ; « *On l'arrange* », « *on le neutralise* » ; « *on s'occupe de lui* » : tout un vocabulaire d'horreur a été développé pour ôter la vie aux autres comme qui enlèverait un chapeau sur une tête. « *On le fait* » avant ou après un dîner ou un souper copieux, arrosé de liqueurs et d'amphétamines. On se dit dur, redoutable, et on est redouté.

Tout leur plaisir est d'entendre crier, gémir et mourir les autres. La mort, on la donne comme on distribuerait des biscuits. On imagine comment Dabo Boukary, Guillaume

Sessouma et tant d'autres sont morts, torturés jusqu'à perdre la vie, lentement, atrocement. Depuis 1983, le Burkina est entré dans le cycle infernal de la violence : exécutions sommaires, tortures, assassinats, emprisonnements sans jugement...

Puis, l'environnement de la terreur a happé tout autour de lui : Thomas Sankara et ses compagnons pulvérisés au bazooka, Henri Zongo et Boukary Lingani exécutés sommairement par des bourreaux qui ont brûlé vivants leurs compagnons d'armes à Koudougou, l'ecerveleur Somé Gaspard « *accidenté* » avec une fracture de la nuque comme si un marteau était passé par là...

Aujourd'hui, dans ce même Conseil, ce sont les seigneurs des lieux qui voient couler leurs urines, leur sang, leur salive. La mort rôde.

Doit-on attendre d'être, comme Samuel Doe, dans une brouette pour commencer à réfléchir sur les conséquences de la violence et de l'injustice ? Doit-on attendre d'être traqué comme Kafando Hyacinthe pour comprendre que le luxe, les richesses et le sexe ne sont que poussière de glorioles ? (...)

La vie, la vraie, est celle du devoir envers son peuple et de l'amour d'autrui, dans le respect des lois. Il n'est jamais tard pour abandonner la violence. Il faut simplement se dire : j'ai un Maître au dessus de moi. Appelez-le Dieu ou le peuple, mais respectez-le.

***L'indépendant* n°166 du 15 octobre 1996**

Comme Louis XVI

Avant de monter sur l'échafaud, le roi de France Louis XVI aurait posé cette question : « *Avez-vous des nouvelles de la terre-rouge ?* » Il s'informait sur une expédition coloniale envoyé dans les îles de l'océan indien. Question banale d'un homme envahi par la mort ou souci d'un roi préoccupé par la grandeur et le rayonnement de la France, son Empire ?

Cette phrase, prononcée par Louis XVI avant qu'il tende son cou à la guillotine, mérite que l'on s'y attarde. Devant la mort, ou devant la menace de la mort, un homme doit-il oublier, doit-il effacer de sa mémoire les intérêts de son peuple et de son pays ? Devant la mort, doit-on ou peut-on se renier jusqu'à la destruction de tout ce qui constituait notre personnalité ?

Ces questions peuvent sembler saugrenues. Nous n'avons jamais été devant la mort. Lapalice ! Seulement, en tenant compte de la dualité du monde et des choses (la divine harmonie), la vie n'est-elle pas le pendant de la mort ? Notre comportement devant la vie aujourd'hui permet de deviner ce que nous ferons un jour devant la mort. Et la sagesse africaine des Bantous dit : « *Pour mesurer l'abondance des larmes de l'homme devant la souffrance, il faut lire son exubérance devant le bonheur* ». Qui ne sut jamais se maîtriser devant le bonheur, jamais ne pourra rester stoïque devant le malheur.

Aussi notre comportement face à la vie présage de notre attitude face à la mort.

Il paraît qu'aujourd'hui, les idéologies sont mortes. Il paraît qu'il faut se laisser aller, tel Epicure (philosophe grec) dans son jardin, au bonheur si doux, si pur si bon, sans se tracasser, sans se soucier de quoi que ce soit.

L'Histoire nous rappelle pourtant que cela est impossible. Louis XVI nous montre, par cette question, que devant ce passage à vide et dans le vide qu'est la mort, les vrais hommes n'oublient jamais ce qu'ils ont été. C'est pourquoi il faut œuvrer à se dominer soi-même, à se tracer une ligne, une voie de la vie.

Tout est lié, tout se lie. Etre stoïque, c'est être indifférent devant la vie comme devant la mort. La facilité avec laquelle un homme peut ôter la vie ou la faire ôter à autrui traduit la férocité avec laquelle il peut protéger la sienne. « *Le bourreau a peur de la cognée* », dit-on.

La désinvolture avec laquelle un homme se comporte envers autrui montre le degré de tolérance qu'il accorde à tous ceux qui se comportent mal à son égard. « *Ne faites jamais à autrui ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse.* » (...) Ceux qui ont été capables, pour des intérêts personnels, de conseiller ou de soutenir le chef de l'Etat dans son pouvoir-à-vie sont ceux-là mêmes qui vont l'inciter à torturer et à assassiner.

Tous ceux qui aujourd'hui cherchent à justifier l'injustifiable par des arguties plus malheureuses les unes les autres, utiliseront les mêmes arguties pour justifier les crimes et les assassinats. Et c'est facile de programmer la violence sur les autres quand on en a la possibilité. Mais, quand elle se retourne contre vous, c'est soudain la fuite, les hurlements, les pleurs...

Nous croyons fermement que nous avons pris, ensemble au Burkina, la voie de la violence. Elle pointe à l'horizon. Et elle présage des morts, beaucoup de morts, si la

sagesse ne reprend pas le dessus. Comme Louis XVI, nous montons sur l'échafaud, poussés par l'orgueil béat et l'arrogance destructrice de ceux qui tiennent les rennes du pouvoir.

Cette escalade du pouvoir absolu nous conduit à tendre le cou à la guillotine, à la violence brute, tous autant que nous sommes. Il faut donc que chacun de nous réfléchisse, comme Louis XVI se souciait de son Empire, sur le devenir de notre pays avant le déclenchement de la violence.

Mieux que Louis XVI, nous tenons le levier de la guillotine qui doit nous trancher le cou. Nous pouvons ne pas l'actionner, nous ne devons pas l'actionner. Pour ce faire, il faut que notre roi pense plus à son Burkina qu'à lui-même, qu'il ne réagisse pas seulement en fonction des ambitions que suscite son trône.

Il faut que tous les burkinabé aient en tête cette interrogation et cette inquiétude : Quel avenir construisons-nous pour les générations à venir ? Même devant la mort, il faut savoir garder présent à l'esprit l'image de la Nation à sauvegarder dans la paix.

Roi, le président Compaoré l'est.

Qu'il se souvienne qu'il n'est pas le peuple ! Qu'il est le souci de Louis XVI et qu'il se pose cette question, sans attendre d'aller jusqu'à l'échafaud : *Avez-vous des nouvelles de l'avenir du Burkina ?*

L'Indépendant n°184 du 18 février 1997

Au-delà de la mort

« La guerre que je soutiens contre la Russie est une guerre politique. Je l'ai faite sans animosité. J'eusse voulu épargner les maux qu'elle-même s'est faits. J'aurais pu armer la plus grande partie de la population contre elle-même en proclamant la liberté des esclaves... Un grand nombre de villages me l'ont demandé mais je me suis refusé à une mesure qui eût voué à la mort des milliers de familles... » Ainsi parlait l'Empereur Napoléon, analysant sa débâcle après la campagne de Russie (*in l'Immortel de Sainte-Hélène*, Max Gallo, p.108).

Que de morts dans les rangs de l'Empereur ! Mais il faut multiplier ce nombre par « n » du côté russe. On peut imaginer la violence de cette guerre de cavalerie, de fantassins, de canons crachant la mitraille, avec des combats de corps à corps, au sabre et à la baïonnette. On peut imaginer les corps déchiquetés et le sang sur la neige.

Apparemment, en pareilles circonstances, tout est bon pour parvenir à la victoire. La vie de l'autre ne compte pas, c'est plutôt son corps sans vie qui est important. Pourtant ! Non seulement l'Empereur avoue avoir mené une guerre « *sans animosité* », mais il a travaillé à épargner la vie de milliers de familles.

« *...Je me suis refusé à une mesure qui eut voué à la mort des milliers de familles.* » de la bouche de Napoléon, cela peut paraître surprenant. On se dit que la vie humaine ne compte pas pour un si grand conquérant. Il a vu la mort, il l'a donné et l'a fait donner. La vie humaine ne devait plus avoir un quelconque poids à ses yeux.

Pourtant, il a refusé une mesure qui « *eut voué à la mort des milliers de familles.* » Nous ne résistons pas à la tentation, après ce détail sur le comportement de « *l'Immortel de Sainte-Hélène* », de tirer une conclusion : la grandeur et la valeur des hommes, quels qu'ils soient, se mesurent à l'aune de l'importance qu'ils donnent à la vie humaine.

Pour les nations comme les individus, le respect de la vie humaine détermine le degré de maturité dans le comportement. Et Napoléon nous le démontre. Même en temps de guerre, dans les conflits les plus meurtriers et les plus sanglants, il peut y avoir une éthique : le respect de la vie humaine, la valeur qu'on lui donne. Même en temps de guerre (que l'on peut faire sans animosité), on doit respecter la vie humaine, l'épargner au besoin, lui donner un sens. Cela expliquerait les différentes conventions sur les droits des prisonniers de guerre, des soldats qui se rendent à l'ennemi sur le champ de bataille.

Nous mesurons donc l'ampleur des drames que vit notre continent à travers les guerres fratricides et les génocides sanglants. La guerre n'explique pas tout. Elle ne saurait être une explication de la haine, de la barbarie aveugle, des meurtres...

La dégénérescence ou le développement d'un individu comme d'une Nation entière se lisent par le respect et l'importance qu'il (ou elle) donne à la vie humaine. Ainsi, en parcourant la courte histoire du Burkina de l'indépendance à nos jours, nous constatons avec regret que nous reculons et dangereusement. Nous ne nous en rendons pas compte. Mais nous opérons un recul effroyable.

Oter la vie humaine, c'est-à-dire donner la mort, n'a jamais été autant banalisé qu'à partir de 1983. Depuis cette date, le nombre de Voltaïques ou de Burkinabè qui ont tué, ôté la vie humaine, s'est accru de façon exponentielle. Nous avons tué à l'intérieur comme à l'extérieur : Libéria, Sierra-Léone... Aujourd'hui, nous avons un potentiel d'assassins très important. Cela choque, mais il faut le dire. Ne nous y trompons pas. Nous ne parlons pas des crimes des vulgaires bandits : nous parlons surtout des crimes de guerres politiques, celles dont parlait Napoléon.

Nous parlons des assassins de l'ombre que des hommes et des femmes, responsables au plus haut niveau de la société, arment pour tuer, au mépris de la vie. Même en l'absence de statistiques, nous pouvons lancer un cri d'alarme. Nous pouvons attirer l'attention des uns et des autres sur le dangereux effondrement des valeurs et des bases humaines de notre société.

C'est à partir de 1983 que nous avons commencé à compter les morts d'hommes liées à l'exercice du pouvoir politique. Des morts à la présidence... Nous devons aujourd'hui nous rendre compte que le phénomène est une quasi culture politique de notre pays. Que des familles endeuillées, détruites ! Que d'orphelins, de veuves, en ce moment même où, paradoxalement, on fait des quêtes pour les orphelins !

IL est grand temps que nous nous arrêtons, que nous jetions un coup d'œil derrière nous pour évaluer les tombes qui jonchent notre parcours. Il est grand temps que nous comprenions que ce qui nous semble normal ne l'est pas, parce que rien ne le justifie. Comme nous venons de le voir avec Napoléon en pleine campagne de Russie, il faut toujours éviter de « *vouer à la mort des milliers de familles* ». Nous pensons qu'il est grand temps que tout ceux qui ont une quelconque morale, une quelconque influence (encore) sur nos hommes au pouvoir, ou proches du pouvoir, essaient de leur expliquer l'ampleur du drame. Il n'est pas trop tard pour revenir sur le droit chemin. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Nous ne lançons pas cet appel de façon spontanée. Ce n'est pas seulement parce qu'il ya eu encore mort d'homme au Conseil. Si cela nous sert d'opportunité, ce n'en est pas le seul motif. 1998 est l'année de tous les dangers pour notre pays, comme l'a dit un confrère. Nous devons avoir le courage de revenir sur notre grand drame, celui qui risque d'entraîner notre pays dans le chaos : le non respect de la vie humaine ou le recours à la mort pour résoudre des problèmes de la vie politique surtout.

Une opposition se dessine. Des opposants s'affichent. Ils seront de plus en plus nombreux. Logiquement. C'est ainsi le sens des choses. C'est pourquoi il faut quitter la voie de la violence, de la mort. Nous l'avons déjà vécu en 1991 avec Oumarou Clément Ouédraogo et bien d'autres. On nous dira : faites appel aussi aux autres ! Ce qui n'est pas faux. Mais pour le moment, depuis 1983, c'est de la Présidence que l'on tue. C'est à la Présidence que l'on a toujours regroupé des hommes louches. A certains, on a distribué des armes lors des grèves parce qu'on veut régner éternellement.

Mais pour vivre éternellement comme « *L'Immortel de Sainte-Hélène* », il faut éviter de « *vouer à la mort les hommes et leurs familles* ».

L'Indépendant n°237 du 17 mars 1998

Apprenez la leçon

L'immense foule qui se bousculait depuis des heures aux abords du stade a fini par occuper les gradins, dans un concert de Tam-tam et de slogans révolutionnaires vomis par les haut-parleurs. Nous étions le 1^{er} mars 1990. C'était l'ouverture du 1^{er} congrès du Front Populaire, plus précisément celui du pouvoir issu du putsch sanglant du 15 Octobre 1987 intervenu pour « *rectifier la déviation droitière de l'usurpateur Sankara* ». Le Front Populaire, était donc venu pour amener la révolution plus à gauche.

Mais là n'est pas notre propos. Nous nous trouvions au stade ce jour-là, reporter-photographe pour le compte du quotidien Sidwaya. Nous avons ainsi pu attendre à l'entrée du stade l'arrivée du Président du Front Populaire à côté du photographe de la Présidence. A son arrivée, le Chef de l'Etat a été accueilli par le numéro deux du régime, feu Oumarou Clément Ouédraogo. Nous l'avons mitraillé de nos flashes tout en reculant vers l'entrée du stade. Lorsque nous passâmes la barrière de commandos qui bloquaient l'accès aux gradins, il se produisit un évènement insolite : feu Oumarou Clément qui ouvrait la voie au Chef de l'Etat fut coincé contre le mur et fouillé jusqu'aux chaussures avant de pouvoir entrer avec le Chef de l'Etat sur les gradins. Logiquement, nous avons présenté notre fourre-tout plein d'appareils pour la fouille. Mais à notre grande surprise, les commandos nous ont laissés passer sans ouvrir nos sacs. Nous nous sommes regardés, interloqués. Le photographe de la présidence a parlé intérieurement mais à haute-voix : « *Ce genre de pouvoir-là...* » Il n'a pas achevé sa phrase. Il ne nous a jamais dit le fond de sa pensée, malgré nos multiples questions. Mais c'était suffisant pour comprendre que « *Ce genre de pouvoir-là...* », où règne la méfiance, où on cultive la peur de l'autre et surtout « *Ce genre de pouvoir-là...* », où tout ce qui existe vit par et pour le chef, où il n'y a pas de collaborateurs mais des valets et de minables serviteurs ; « *Ce genre de pouvoir-là* » est dangereux, même pour ceux qui le servent, ceux qui lui offrent leur cerveau et leurs bras, leur conscience et même leur cœur.

Quelques mois plus tard, le numéro deux, feu Oumarou Clément, qui avait subi l'humiliante fouille, était exécuté à la grenade en pleine rue par « *Ce genre de pouvoir-là...* »

Dans toute l'Afrique, « *Ce genre de pouvoir-là...* » a croqué son saoul d'intellectuels, d'hommes de culture, parfois même de patriotes sincères, accourus pour apporter leur « *soutien* » à un régime qui n'en a pas réellement besoin pour exister. Parce que « *Ce genre de pouvoir-là...* » ne considère qu'une seule chose, n'accorde de valeur qu'à une et une seule chose : la vie du président, une vie liée au pouvoir. Chaque fois que nous voyons des gens s'agiter pour « *Ce genre de pouvoir-là* », nous les observons avec un petit sourire et parfois avec une petite dose de compassion, en nous disant : « *Ils ignorent la fin qu'ils auront avec « Ce genre de pouvoir-là ! »* »

Certes, tous ne seront pas exécutés à la grenade ou à la kalachnikov, mais il n'y a pas seulement les armes pour exécuter un homme ; il n'y a pas que la mort violente pour écarter un homme de la vie, il y a surtout la torture psychologique et morale qui peut faire d'un homme un moins que rien, un mort-vivant qui vit hanté par la peur,

l'angoisse, le chagrin, l'amertume, parce que ployant sous le lourd faix que porte sa conscience.

Des hommes et des femmes connaissent et se souviennent des méfaits de « *Ce genre de pouvoir-là* ». Ils les vivent dans leur âme et dans leur chair.

Nous avons rappelé cette anecdote à dessein pour dire surtout aux intellectuels et aux cadres de notre pays, comme à ceux d'ailleurs qui, par opportunisme ou par simple erreur de jugement, se sont donnés et se donnent pieds et poings liés à « *Ce genre de pouvoir-là...* », de se ressaisir, s'il est encore temps, et de comprendre que nul ne saurait « *servir deux maîtres* », selon une parole biblique. Vous ne pourrez jamais servir et votre peuple et « *Ce genre de pouvoir-là...* ».

Et toute politique, d'où qu'elle vienne, quelle qu'elle soit, qui ne sert pas le peuple, qui ne ramène pas le pouvoir au-dessous du peuple, bref « *Ce genre de pouvoir-là...* » n'a pas d'avenir et ramène tous ceux qui y adhèrent ne peuvent prétendre à un avenir. Nous ne citerons pas d'autres exemples. Des hommes et des femmes vivent ce que nous disons : ils ont peur de leur propre avenir qui ne tient qu'à la volonté, aux caprices, à l'humeur du jour d'un seul homme.

Que se serait-il passé si, après cette humiliation, Oumarou Clément avait demandé à quitter le Front Populaire ? Dans la vie de tous les jours, comme en politique, il faut savoir quitter la table quand l'honneur et la confiance sont desservis.

Aujourd'hui, nous avons au Burkina « *Ce genre de parti là* » qui fit de ses premiers serviteurs de grands suspects, qui les « *fouilla* » et les humilia en les casernant au Conseil ou chez eux. Pire c'est dans leur propre conscience qu'ils les ont retenus prisonniers bien souvent, si ce n'est dans la prison centrale dorée baptisée à tort « *Assemblée nationale* ».

Aujourd'hui encore « *Ce genre de pouvoir-là...* », avec « *Ce genre de parti là...* », hypothèquent l'avenir de toute une nation en instaurant un pouvoir à vie.

Et comme feu Oumarou Clément, tous subissent sans réagir les humiliations, la rudesse des contacts... Tous jouent la minable comédie en prélevant d'être ceci, d'être cela, d'occuper tel poste de responsabilité parce que tous savent qu'avec « *Ce genre de pouvoir-là...* », mieux vaut se tenir tranquille, profiter, bouffer sa part de gâteau, sublimer les mensonges, cautionner les injustices et applaudir l'antidémocratie. Mais malheureusement, avec « *Ce genre de pouvoir-là...* », personne n'est à l'abri. La leçon nous fut enseignée un 1^{er} mars 1990 au Stade du 04 Août. Nous vous la transmettons. Apprenez-la.

L'indépendant n°248 du 02 juin 1998

Que le devoir triomphe!

Le Premier ministre israélien et le président palestinien Yasser Arafat viennent de signer un nouveau traité de paix aux Etats-Unis à « Wye Plantation ». Du côté palestinien comme en Israël, les radicaux rejettent cet accord. Pour les « durs » palestiniens, tout ce qu'il faut c'est un « *seul tombeau pour les Israéliens* », comme le disait Georges Abache. Pour les « faucons » Juifs, la terre promise ne se marchande pas. Il n'y a plus de place pour les palestiniens.

D'un côté comme de l'autre, on est prêt à faire échouer ce nouvel accord en perpétrant des actes de violence. Il en a toujours été ainsi depuis 1948, date de la naissance de l'Etat hébreux. Le Premier ministre israélien risque sa vie. Il peut connaître le sort de son prédécesseur Yitzhak Rabin, tué pour la même paix.

Devant les menaces qui fusent de tous parts, il a déclaré à la presse le 25 octobre dernier : « *Quand un chef d'Etat doit s'occuper plus de sa sécurité que de son programme de gouvernement, il ne mérite plus d'être un responsable...* ». De telles déclarations nous heurtent et nous ne pouvons pas nous empêcher de les prendre en considération, de les observer et de les comparer à ce que nous vivons en Afrique dans nos pays.

Le Premier ministre croit agir dans l'intérêt supérieur d'Israël. Pour cette raison sa propre vie est menacée et il dit ne pas s'en préoccuper. Mieux, il affirme que le chef d'Etat qui, dans ces conditions s'en préoccupe n'est plus digne d'en être un.

Lorsque nous voyons comment nos maigres budgets sont saignés à blanc pour la sécurité de l'Etat, entendez par là celle du chef de l'Etat, parce que tout simplement l'Etat c'est lui et l'avenir du pays n'est que le sien, élargi à celui de sa famille, il ya de quoi leur crier : « *Vous vous préoccupez plus de votre sécurité que des problèmes du pays : alors vous n'êtes pas dignes d'être des responsables* ». Ce que le Premier ministre israélien n'a pas dit et que nous observons, c'est que la peur de la mort n'affecte pas seulement la gestion du destin du pays par nos chefs d'Etat en leur ôtant toute responsabilité ; elle crée aussi en eux l'instinct bestial de tuer. C'est une logique du terrible paradoxe de la vie : « *Le bourreau a peur de la cognée* », cette terrible hache avec laquelle il tranche les têtes des autres.

Quand un homme a peur de mourir, il est possible qu'il aime tuer les autres si la responsabilité lui était donnée de le faire. S'il nous était donné de placer devant un tortionnaire ceux qui ordonnent les tortures et s'en vont dormir, nous aurions vu des gosses prostrés dans toutes les eaux de leurs corps, hurlant et suppliant. Mais quand il s'agit de la vie des autres, on peut la faire l'arracher comme une feuille d'arbre, sans sourciller.

Notre drame n'est pas seulement que nos chefs d'Etat, devant la peur de la mort, ne soient plus responsables, c'est plutôt qu'ils deviennent plus irresponsables. C'est bien là la source de nos troubles avec mort d'hommes et des guerres civiles que connaît notre continent. Or, cette peur de la mort est cultivée par les années d'exercice du pouvoir et par tous les courtisans et la Famille qui croit qu'elle vit pour régner aux côtés du chef de l'Etat.

Plus un chef d'Etat africain reste longtemps au pouvoir, plus il commet des bêtises et des crimes, plus il se crée des ennemis en tuant pour se « protéger », et plus il ne peut plus s'arrêter de tuer ! La peur de la mort est indigne, voire irresponsable de la part d'un homme qui prétend ou veut assumer une quelconque responsabilité au niveau de son peuple. Assurément, *ce sentiment n'habite jamais un responsable digne de ce nom*, c'est ce que dit le Premier ministre israélien.

Au Burkina Faso, non seulement ceux qui sont au pouvoir ont peur de mourir, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas peur de tuer (même si on peut déjà se féliciter que leur appétit en la matière se soit estompé), mais aussi, ceux qui n'ont pas le pouvoir s'éclipsent devant leurs responsabilités parce qu'ils ont peur de mourir. Par exemple, quand un syndicat décide d'une marche, ils sont nombreux à se terrer au fond de leur case si tout simplement ils ne se rivent pas au siège de leur bureau. « *On peut mourir en cas de charges de la police* ». Ils ont peur de mourir !

On constate la même chose au niveau de nos hommes politiques. Aujourd'hui le président Compaoré crâne tout seul sur la scène politique burkinabé. En dehors du réveil tardif et timide du « Groupe du 14 février », il n'y a rien. La peur de la mort a effacé les nobles appétits politiques qui auraient pu nous conduire à la démocratie véritable. Par exemple, tout le monde sait que dans le parti majoritaire, il y a de nombreuses figures qui auraient pu aujourd'hui prétendre dignement à l'exercice du destin national ; mais elles ont peur de mourir. Parce que dit-on : « *On va les tuer !* ». Ce qui signifie donc qu'elles sont indignes d'être responsables.

Au-delà de nos responsables, nous croyons que la phrase du Premier ministre israélien s'adresse à tout le monde. Tous autant que nous sommes, nous sommes responsables quelque part, ne serait-ce que la responsabilité de la paix, de la liberté et de la justice dans notre pays et pour notre peuple.

La situation actuelle de notre pays se résume donc ainsi : la plupart des burkinabé ont démissionné devant leur responsabilité parce qu'ils ont peur de mourir. Malheureusement on tue aussi, on tue toujours dans les pays où on a peur de mourir.

L'Indépendant n°270 du 03 novembre 1998

EN GUISE DE CONCLUSION

La voix des autres

Le monde s'humanise. Le dictateur Pinochet du Chili a perdu son immunité diplomatique. « *On ne peut pas torturer et tuer ainsi des hommes et bénéficier d'une quelconque immunité* » a déclaré un des rois Lords britanniques qui ont voté pour la détention du vieux dictateur à Londres.

Toutes les démocraties du monde ne peuvent qu'applaudir des deux mains. Il ya comme un progrès de l'humanité chaque fois qu'une lutte contre l'injustice et la dictature triomphe quelque part. Il ya toujours un immense espoir de sauver le genre humain chaque fois qu'il ya unanimité dans la réprobation de la barbarie et de la dictature des hommes et de leur régime politique.

Pinochet en prison !

Et des peuples du monde entier se mettent à rêver du sort qui pourrait être réservé à leur propre Pinochet, notamment en Afrique. Pinochet est donc sur le point d'être extradé vers un pays qui n'est pas le sien pour y être jugé pour des crimes commis il ya au moins deux décennies.

Et des africains se mettent à rêver de justice, de paix et de démocratie.

Certes, « *une hirondelle ne fait pas le printemps* », mais une hirondelle, une seule, rappelle que le printemps existe.

Pour des pays comme le Burkina, voir arrêter un Pinochet pour des crimes rappelle tous les crimes emmurés sous la lourde et terrible chape de plomb politique, tous ces crimes enterrés dans l'épais silence des mémoires apeurées, tous ces crimes noyés dans le profond océan de l'oubli.

Et nous pouvons nous permettre de rêver en pensant à cette sagesse qui dit : « *Tout se paie ici bas* ». Tout ! Surtout les crimes odieux que sont les meurtres par tortures. Les tortures ! Combien voient au-delà du mot ? Si des milliers de familles applaudissent aujourd'hui, ce n'est point parce qu'elles retrouveront leurs fils, leur père, leur mère, leur sœur disparus sous Pinochet, beaucoup à la suite de tortures. Comment peut-on vivre tranquille quand on sait qu'un être aimé est mort sous la torture ? La torture !

Pendant des années, des hommes et des femmes ont ruminé leur peine et bu toutes les larmes de leurs yeux pour des êtres chers qu'ils ne reverront jamais. Avec cette arrestation, ils sentent un certain soulagement. Ce n'est point une vulgaire vengeance, mais une renaissance de l'être aimé, disparu, comme si désormais il se libérait des tortures, de la mort.

Les commentateurs tirent rapidement cette conclusion : « *La leçon de Pinochet servira aux dictateurs du monde entier !* »

Au Burkina, nous ne parlons pas de dirigeants dictateurs, parce que tout simplement nous avons à faire à des gens qui hurlent leur démocratie à la face du monde. Nous voulons parler des hommes qui ont disparu et dont les familles ignorent jusqu'à l'endroit de la sépulture. Nous voulons parler de toutes ces familles qui doivent taire jusqu'aux souvenirs de leurs parents disparus.

L'exemple de Pinochet montre qu'un jour, surgira l'amer souvenir des crimes impunis au Burkina. A plusieurs reprises, nous sommes revenus sur la question en ressassant les vertus de la confession, du repentir et du pardon, pour tout ce sang qui a coulé dans

notre pays, pour toutes ces larmes ingurgitées par des veuves et des orphelins qui ne rateront jamais l'occasion un jour de demander des comptes à des Pinochet.

Et plaise à Dieu qu'ils le fassent sous l'égide de la loi et non poussés par la haine bestiale et déshumanisante. La violence !

Aujourd'hui encore, nous ne cessons de le crier pour le dernier disparu, David Ouédraogo venu allonger la liste des sans-sépultures, effacé de la surface de la terre par la volonté des hommes détenteurs de pouvoir politique. Les disparus : des morts dans la Mort.

Nous savons que le cas de Pinochet ne peut donner des leçons qu'aux Pinochet qui ne sont plus au pouvoir. Tant qu'ils sont au pouvoir, ils ne pensent pas un seul instant qu'une telle situation puisse les arriver. Pourtant ! Pourtant ! Le vrai Pinochet en prison aujourd'hui en Grande Bretagne, était plus puissant que ne le sont actuellement nos Pinochet africains.

Mais ça n'arrive qu'aux autres ! C'est ce qu'ils pensent, hélas !

S'ils prenaient un peu de recul, s'ils mettaient de l'ordre dans leurs idées, s'ils essayaient de se mettre à la place des autres, ils comprendraient que des orphelins et des veuves ne sauraient oublier la disparition, l'effacement d'un père, d'un mari, d'une mère ou d'un frère, mort dans la Mort !

On imagine mal les enfants de David par exemple oublier qu'un jour leur père est parti au travail et n'est plus jamais rentré. Effacé ! Effacé !

Nous l'avons plusieurs fois écrit : ceux qui distribuent les armes et ordonnent la violence n'en portent pas les cicatrices. Ceux qui disent d'une voix banale : « *Exécutez-le, faites-le, occupez-vous de lui* », n'ont jamais côtoyé la mort, même en rêve.

Nous ne leur demandons qu'une seule chose : même s'il vous est difficile de vous imaginer à la place de Pinochet, écoutez attentivement votre fille ou votre fils vous appeler Papa ! Papa ! Vous entendrez la voix des autres enfants, celle des orphelins.

Pinochet les écoute aujourd'hui dans son lit de malade et de prisonnier.

La voix des autres vous parviendra un jour.

***L'Indépendant* n°273 du 1^{er} décembre 1998**

Table des matières

Norbert ZONGO, disparition d'un homme orchestre	1
PROLOGUE.....	7
Tempête sous un crâne	8
LIBRETE DE PRESSE, LIBERTE D'EXPRESSION	10
Presse burkinabè cherche opinion publique	11
Ne brisons pas le rempart	12
En toute indépendance	13
Le graphique.....	14
Trois ans déjà ? Peut-être	16
Le Héron.....	18
LA LIBERTE ET LA DEMOCRATIE.....	20
La prison.....	21
Le niveau	22
La maison des esclaves	24
Raid sur Entebbe	26
DICTATURE ET DICTATEURS	28
Le prix de la compromission	29
Afrique cherche leaders.....	30
Quand le fruit n'a pas de noyau.....	31
Du palais à la rue	32
Les éleveurs.....	34
La mue du pouvoir	36
Requiem !	38
La Moboutisation	40
Suicidaire fatalisme	42
LE POUVOIR DE L'ARGENT	44
Des feuilles pour la résolution.....	45
Le nouvel esclavage	46
Comme le voisin.....	47
La richesse de la pauvreté	49
La haie	50
Le vernis.....	51
La chute	53
L'exclusion.....	55
LES RELATIOS NORD-SUD.....	58
Le destin au bout de la prévoyance	59
Nous sommes à notre place	60
Le pardon.....	61
Ne nous trompons pas de mercenaires	63
Milliards de misère.....	65
A l'assaut des Saint-Bernard	67
Les légionnaires.....	69

LE ROLE DES INTELLECTUELS	71
L'alerte intellectuelle.....	72
Taisez-vous.....	74
Le goût de la sueur	76
Les mangeurs de semences.....	78
INTERLUDE ET QUESTIONS INCONTOURNABLES	80
Le temps et le destin.....	81
Que faire ?	82
L'ENGAGEMENT	84
La Patrie immortelle.....	85
La peur de la peur.....	86
Quant tarit la source	87
Les mains sur la tête	88
Les yeux fermés	90
L'erreur.....	91
Que triomphe le tremplin	92
De la Terre.....	94
L'économie.....	96
LES VALEURS FONDATRICES.....	98
On n'est jamais seul	99
La prévoyance	100
Réveillez-vous !.....	102
La quête	103
La confiance	104
Paraître pour disparaître	106
L'initiation.....	108
L'âme s'en va !.....	110
Pour une parcelle de fierté.....	112
JUSQU'A LA MORT	114
Le gilet.....	115
Respectons le maître.....	117
Comme Louis XVI.....	119
Au-delà de la mort.....	121
Apprenez la leçon.....	123
Que le devoir triomphe!	125
EN GUISE DE CONCLUSION.....	127
La voix des autres.....	128